

L'avenir du pacte de Varsovie et les manifestations en République démocratique allemande

M. Gorbatchev face à ses alliés

C'EST un bilan à la fois morose et plein d'espoir que M. Gorbatchev va dresser à partir du mardi 31 octobre, avec son nouveau protégé, est-allemand, M. Egon Krenz, de la situation dans ce qui était naguère le « bloc » communiste. Mais, parce que la position de son interlocuteur reste extrêmement délicate, face à la contestation de plus en plus puissante qui déferle sur la RDA, à un moment où les opinions à l'Est ne se contentent plus d'une glasnost concédée et demandent tout de suite l'institutionnalisation du pluralisme. Pour avoir accès au pouvoir « à chaud », sous la pression de la rue, M. Krenz aura bien du mal à rester sur la crête de la vague.

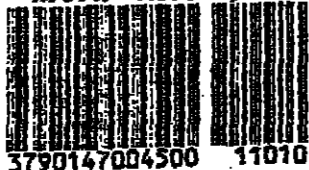
Une situation pleine d'espoir cependant, dans la mesure où le libre choix laissé aux pays de l'Est est après tout le meilleur contribution que M. Gorbatchev puisse apporter à l'édification de cette « maison européenne commune » dont il parle depuis plusieurs années. Le remplacement de la tristement fameuse « doctrine Brejnev » par ce qu'un porte-parole de Moscou a appelé la « doctrine Sinatra » (« Suivez votre chemin ») a été plus sérieusement confirmé par la reconnaissance, de la part d'un autre responsable soviétique, que l'URSS traitait jusqu'à présent un retrait de la Hongrie du pacte de Varsovie.

Or ce qui n'est, à y a peu, qu'une hypothèse d'école, commencent à prendre consistance, à partir du moment où les candidats au pouvoir, à Budapest comme ailleurs, ont l'œil fixé non plus sur les réactions du « grand frère » soviétique, mais sur celles de leurs électeurs. M. Gorbatchev est certes populaire en Europe de l'Est (son nom est clamé à Leipzig et à Berlin-Est), mais le pays qu'il représente l'est beaucoup moins, et le prix qu'il faudra payer pour faire à la part du feu s'élève de jour en jour.

D'autant que la « doctrine Sinatra » joue dans les deux sens : Moscou a poussé au départ de M. Honecker, mais seulement parce que l'écrou des Allemands de l'Est, puis les manifestations en RDA, avaient rendu sa situation intenable. Aucune pression en ce sens ne s'exerce sur M. Jakes à Prague, alors même que celui-ci persiste à pratiquer un « socialisme de la matraque » totalement inadapte au nouvel environnement de son pays comme aux traditions de sa population. La situation à Prague, tout comme celle qui prévaut en Roumanie ou en Chine, reste encore taboue pour la presse soviétique la plus radicale.

Il reste que les événements de cette année en Europe de l'Est ont fini par donner à la politique de M. Gorbatchev une crédibilité dont la privaient les innombrables difficultés de la perestroïka chez lui. Abandonnant son scepticisme initial, M. Bush semble s'engager dans ce que l'hédoniste « Time » appelle la politique du « post-containment » : plutôt que d'« endiguer » un communisme qui en fait se « refoule » tout seul, mieux vaut à son avis consolider les acquis les moins discutables du nouveau cours — l'instauration de la démocratie en Pologne et en Hongrie — de manière à les rendre irréversibles, même en cas de « retour de bâton » à Moscou. L'idée de tenir plus tôt que prévu le sommet soviéto-américain, dont fait état le « Washington Post », traduit sans doute ce nouvel état d'esprit.

M 0147 - 1101 0 - 4,50 F



3790147004500 11010

M. Krenz discute à Moscou de l'étendue des réformes à l'Est

Alors que M. Egon Krenz était attendu mardi 31 octobre à Moscou pour la première fois en sa qualité de chef du Parti communiste est-allemand, de nouvelles manifestations se sont déroulées lundi soir dans diverses villes de RDA, notamment à Leipzig. On s'attendait que les conversations de M. Krenz avec M. Gorbatchev portent non

seulement sur d'éventuelles réformes en République démocratique allemande et plus généralement en Europe de l'Est, mais également sur l'avenir du pacte de Varsovie, au lendemain de la réunion, la semaine dernière, dans la capitale hongroise, des ministres des affaires étrangères des pays membres de cette organisation.

Le mouvement de contestation politique ne cesse de prendre de l'ampleur en RDA. Non seulement les manifestants qui défilent désormais tous les lundis soirs dans les rues de Leipzig étaient beaucoup plus nombreux cette semaine que les précédentes, mais ils étaient armés, en même temps, dans plusieurs villes importantes du pays.

Les slogans, en outre, se font de plus en plus audacieux, certains réclamant purement et simplement la disparition du mur de Berlin. Ces manifestations se poursuivent cependant dans le calme, sans intervention des forces de l'ordre. Dans plusieurs cas, en outre, les autorités entament le dialogue avec la population, se déclarant prêtes, comme elles le font d'ailleurs depuis quelques jours, à discuter des différentes réformes dont la nécessité est désormais reconnue en Allemagne de l'Est.

A Moscou, une manifestation organisée lundi soir devant les bâtiments du KGB à la mémoire des victimes du stalinisme s'est terminée par des heurts brutaux avec les forces anti-émeutes.

A Budapest, le Parlement devrait se prononcer incessamment sur la date de l'élection du président de la République au suffrage universel. Le Parti socialiste hongrois, dont le candidat est M. Imre Pozsgay, souhaiterait que cette consultation ait lieu dans le mois qui vient. L'opposition tente au contraire d'obtenir qu'elle ne se déroule qu'après les élections législatives prévues en 1990.

Lire nos informations page 3

Convention médicale

Rupture entre les syndicats médicaux et la Sécurité sociale page 25 - section C

La campagne électorale au Brésil

Le spectre de l'hyperinflation page 6

La crise du théâtre public

Quatre-vingts millions de francs de déficit en 1988 page 13 - section B

Etudes d'architecture

Deux nouvelles écoles créées dans la région parisienne page 16 - section B

Sida à Manhattan

74 morts depuis 1983 dans le même immeuble page 17 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

Jean D'ORMESSON
de l'Académie française

François SUREAU

Garçon de quoi écrire

« La voilà, la raison de ce livre. Une occasion, à lui offerte, de retirer les masques plus ou moins beaux qu'il a aimés et d'aller enfin vers ce qui compte. » François Sureau

GALLIMARD *nrf*

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Italie, 1.800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Danemark, 335 F. CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

La victoire des vaincus

par André Fontaine

« EN toute bataille, disait Napoléon, le vainqueur a son compte. » La France ne s'est jamais vraiment remise de la terrible saignée de la première guerre mondiale. La fantastique effort que la Grande-Bretagne a fourni tout au long de la seconde a vite conduit à son effacement au profit de ses deux alliés soudain propulsés au rang de superpuissances.

L'un d'eux, l'URSS, est aujourd'hui aux prises avec une crise si générale que personne n'est en mesure de dire où, quand, comment et même si s'ensuivra la désagrégation de son empire.

Les États-Unis font certes meilleure figure, quand ce ne serait que parce que le libéralisme politique et économique dont ils sont le porte-drapeau gagne de plus en plus de terrain. Mais, après les tonitruances de l'époque Reagan, ils paraissent se satisfaire d'un « profit » si « bas » que, du Proche-Orient à l'Amérique centrale en passant par

l'Europe, le nombre et l'efficacité de leurs interventions ne cessent de se réduire, tandis que parts de marché et titres de propriété tombent de plus en plus dans les mains des nouveaux géants.

Il se trouve que ces géants, ce sont les grands vaincus d'hier. Qui s'en serait douté au moment où, littéralement exsangues, il leur fallait capituler ?

Les vainqueurs du Reich et du Japon n'avaient-ils pas pris les mesures les plus draconniennes pour les empêcher de jamais retrouver leur force d'antan ? Roosevelt voulait « pastoriser » l'Allemagne, démanteler son industrie, et même soumettre ses habitants à la diète permanente (« Soupe le matin, soupe à midi, soupe le soir », disait-il). Tout le monde était d'accord pour démanteler à jamais, voire la morceler en plusieurs États, et en tout cas internationaliser la Ruhr et détacher la Sarre.

Lire la suite page 5

L'Europe sociale à onze

Les Britanniques ont maintenu leurs réserves sur la charte des droits sociaux fondamentaux qui doit être adoptée au conseil européen de Strasbourg



BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La cassure entre le Royaume-Uni et les autres États à propos de la politique sociale à mener par la CEE pour accompagner la mise en place du marché unique est consommée. A l'issue d'une réunion tenue le lundi 30 octobre à Bruxelles, M. Soisson, qui présidait les travaux, a transmis pour décision le projet de charte des droits sociaux fondamentaux au Conseil européen, ainsi qu'un rapport approuvé par l'ensemble de ses collègues, qui décrit l'état de la situation.

PHILIPPE LEMAÎTRE
Lire la suite page 26 - section C

Les mousquetaires du PCF

En juillet 1984, les quatre ministres communistes ont manqué l'occasion de transformer leur parti. Ils tentent de la recréer cinq ans après

Il y a une éternité, un pays d'Europe occidentale était gouverné de concert par les socialistes et les communistes. Quatre communistes pour quarante socialistes, certes, mais le rapport des forces entre groupes parlementaires était respecté. Et ces quatre communistes-là, par leur simple présence, donnaient sa coloration au gouvernement tout entier : il était « socialo-communiste ». La droite avait agité l'épouvantail, le Parti communiste était satisfait, et M. Reagan se demandait si les dirigeants de ce pays étaient encore fréquentables.

C'était en France, il y a six ans à peine. M. Georges Marchais expliquait que les réformes accomplies par ce gouvernement dépassaient en ampleur celles du Front populaire et de la Libération. Il avait donc eu bien raison lorsque, en juin 1981, il avait engagé son parti à renouer avec les affaires de l'État, trente-quatre ans après que les communistes en eurent été évincés. Ce jour-là, le 11 juin 1981, le secrétaire général avait même vaticiné : « Le problème d'une fusion entre nos deux partis ne se pose pas aujourd'hui. Est-ce qu'il se posera un jour ? Peut-être... »

Un parti communiste au pouvoir avançant sur la voie démocratique au sein d'une coalition et acceptant la sanction du suffrage universel : M. Marchais faisait de la perestroïka sans le savoir. Et bien avant tous les autres. René Audrieu, alors rédacteur en chef de l'« Humanité », raillait, à la garden-party de l'Elysée, les « camarades » italiens : « Ils font peut-être 30 % des voix, mais nous, on est au gouvernement ! »

Il allait porter à sa tête un certain Mikhaïl Gorbatchev...

Après quatre années de marche forcée, les bouleversements en Union soviétique et dans les pays de l'Est donnent la mesure du chemin parcouru en sens inverse par le Parti communiste en France. M. Charles Fiterman ne pouvait choisir meilleur moment, quelles que soient les raisons personnelles qui l'ont poussé à agir, pour tenter, selon son expression, de « refonder une identité communiste moderne ».

OLIVIER BIFFAUD
et PATRICK JARREAU
Lire la suite page 9

SCIENTES • MÉDECINE

- Les chauves-souris, nouveaux vecteurs de la rage
- Mars : un colloque autour de la mission Phobos
- Les cinquante ans du CNRS.

pages 19 et 20 - section B

051131149

AMÉRIQUES

BRÉSIL : le scrutin présidentiel du 15 novembre

Sous la menace de l'hyper-inflation

A l'approche de l'élection présidentielle du 15 novembre, la situation financière du Brésil devient de plus en plus difficile, d'autant qu'à cinq mois de son terme (la passation de pouvoir n'ayant lieu que le 15 mars), le gouvernement Sarney a encore moins d'autorité pour imposer les mesures nécessaires.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

La situation financière du Brésil est difficile, mais l'approche de l'élection présidentielle du 15 novembre la complique davantage. Chaque fois que le candidat de l'extrême-gauche, Lula, progresse dans les sondages, l'inflation monte d'autant ; elle est actuellement de près de 40 % par mois. Le président du Parti des travailleurs (PT) serait actuellement en deuxième position. Il aurait dépassé Brizola, l'ancien candidat de gauche bien placé pour figurer au deuxième tour de scrutin, qui aura lieu le 17 décembre.

Quand la nouvelle a été connue, la semaine dernière, le dollar a fait aussitôt un bond de 10 % au marché noir : sa cote à 11 cruzeiros dépasse désormais de 130 % le taux officiel. Longtemps, Lula a stagné. Il a commencé à remonter voici un mois, ce qui a provoqué la nervosité des marchés financiers, ainsi que des milieux d'affaires. En deux semaines, la devise américaine a renchéri de 50 % et le cours de l'or a grimpé. Le président du principal syndicat patronal, la Fédération industrielle de São Paulo, M. Mario Amato, a exprimé l'inquiétude de ses pairs en déclarant que, en cas de victoire du candidat du PT, « 800 000 chefs d'entreprise quitteraient le pays ».

En fait, la menace d'hyper-inflation pèse sur le Brésil pour des

raisons étrangères à la campagne électorale, qui tiennent aux déséquilibres croissants de l'économie. Après l'abandon du blocage des prix en juin dernier, ceux-ci ont repris leur marche ascensionnelle. Le ministre des finances, M. Mailson da Nobrega, a dû pratiquer des taux d'intérêt réels de plus en plus élevés pour limiter la consommation et freiner les hausses. Mais cette politique a vite montré son revers, en portant la dette interne à un niveau intolérable : celle-ci équivaut pratiquement à la dette extérieure, qui est de 111 milliards de dollars. Elle correspond à 30 % du PNB. L'Etat consacre l'essentiel de ses ressources à rembourser les titres qu'il émet, et qui sont à très court terme ; ils changent souvent de main en vingt-quatre heures, et servent en quelque sorte de monnaie.

Le ministre reconnaît que le Trésor est en faillite et qu'il ne peut rien y faire. A cinq mois de son terme, le gouvernement Sarney a encore moins d'autorité que par le passé pour imposer au Congrès et à l'opinion publique les mesures nécessaires à un redressement véritable. Le programme de privatisations qu'il a lancé en août dernier a été arrêté à mi-chemin, après la tentative de vente aux enchères d'une importante compagnie de l'Etat, la MAERSK, qui fabrique du matériel ferroviaire. Les syndicats et les partis de gauche se sont opposés à cette opération, en faisant valoir que le prix proposé était bien inférieur à la valeur de l'entreprise.

Autre obstacle à l'assainissement nécessaire : le déphasage croissant des tarifs publics, « gelés » par son anti-inflationnisme. Beaucoup d'entreprises de l'Etat, telles que la Petrobras, les compagnies d'électricité, les compagnies aériennes, les usines sidérurgiques, ont aujourd'hui de sérieuses difficultés de trésorerie. La compagnie sidérurgique nationale de Volta-Redonda, près de Rio-de-Janeiro,

est obligée de vendre son acier aux constructeurs d'automobiles à un prix nettement inférieur à celui du marché mondial.

Le gouvernement utilise tous les stratagèmes pour éviter la catastrophe que serait l'hyper-inflation. Celle-ci a semblé proche, malgré tout, en septembre, quand l'indice des prix a fait un bond de 36 %. Mais le taux d'octobre ne devait guère aller au-delà (37 % ou 38 %), les responsables de l'économie affirmant que le pire peut être évité. Ils estiment que d'ici le 15 mars — date d'entrée en fonction du nouveau président — ils pourront égarer à leurs compatriotes les déréglés qui ont secoué l'Argentine lors de sa récente transition.

Tous

des sauveteurs

Tous les spécialistes ne partagent pas cet optimisme. Certains disent même que le scénario est prêt pour une « hyper » à l'argentine ou à la bolivienne — celle que la Bolivie a connue en 1985, quand elle était gouvernée par la gauche. Ils estiment que le danger principal réside dans le trop long délai — trois mois — qui sépare l'élection du nouveau président de sa prise de fonctions. Ils n'ont pas fait de prévision au cas où cet élu serait le chef du PT, parti qui arbore le drapeau rouge et vogue sur un véritable culte aux régimes castristes et sandinistes. Mais le Brésil a montré à plusieurs reprises qu'il pouvait frôler l'abîme sans jamais y tomber.

Les principaux candidats présidentiels ont leurs programmes à long terme pour sortir le Brésil de l'ornière, mais ils savent bien que dans cinq mois, c'est sur le très court terme qu'il faudra agir. Outre l'hyper-inflation, contrôlée ou pas, le déficit public dépassera alors 7 % ou 8 % du PNB, et les arrivées de paiement avec les créanciers privés étrangers seront de 4 milliards de dollars. Le Brésil a cessé en effet, en

septembre, de payer les intérêts de sa dette commerciale. Il a continué d'honorer ses engagements avec les organisations multilatérales et le Club de Paris, mais rien ne dit qu'il pourra tenir cette position, si ses réserves de change sont menacées. Actuellement, celles-ci sont d'environ 6 milliards de dollars, l'équivalent de cinq mois d'importations, mais avec l'augmentation des achats à l'étranger, elles risquent de baisser.

Le favori des sondages, M. Fernando Collor, qui se dit centriste, et présente un programme social-démocrate, affirme que bien des problèmes trouveront leur solution grâce au « choc de crédibilité » provoqué par son arrivée à la présidence. M. Mario Covas, candidat d'un parti qui se définit, lui aussi, comme social-démocrate, le PSDB, tient le même langage, ainsi que ses concurrents de droite. Tous les candidats ont évidemment tendance à se présenter comme des sauveteurs, mais en l'occurrence, l'argument n'est pas dénué de fondement. Pour la première fois depuis vingt-neuf ans, le futur président sera un élu populaire. Il aura même l'avantage, sur ses lointains prédécesseurs, d'arriver au pouvoir avec une majorité absolue, puisque pour la première fois, deux tours de scrutin sont prévus. Il n'aura pas de mal, dans un premier temps, à être plus crédible que l'actuel président, M. José Sarney, disqualifié depuis longtemps aux yeux de ses compatriotes.

Ce sont là des atouts pour prendre un bon départ. Le risque d'échec est plus grand pour les candidats de gauche que pour ceux de droite, car les premiers sont : étonnés, et l'Etat est en crise. Ils veulent faire des réformes sociales, redistribuer les richesses, et c'est un pari difficile à tenir quand il n'y a plus d'argent dans les caisses.

CHARLES VANHECKE

CHILI : les élections du 14 décembre

Plaisirs de campagne

SANTIAGO-DU-CHILI

de notre correspondant

Sondages, débats télévisés, démarchage au porte-à-porte : après seize ans de privations, les Chiliens se délectent à nouveau des plaisirs d'une campagne électorale dans la perspective des élections générales du 14 décembre. Il ne se passe pas une soirée sans que les témoins de la politique échangeant leurs arguments sur le petit écran. Pas un week-end sans que des caravanes de voitures sillonnent chaque circonscription pour y glorifier, outre les trois candidats présidentiels, les innombrables postulants aux deux Chambres.

Malgré l'importance des enjeux, la préparation des élections générales ne suscite toutefois pas encore la passion ni les débordements qui ont caractérisé le plébiscite de l'an dernier. Seules les tournées des deux candidats présidentiels « communistes », MM. Hernán Buchi et Francisco Javier Errazuriz, sont parfois émaillées de contre-manifestations lorsqu'ils s'aventurent à l'université ou dans les quartiers les plus déshérités, traditionnellement hostiles au régime militaire.

Les

secrètes

Les grandes définitions politiques de chacun étant désormais archiconnues, l'heure est venue d'attaquer l'adversaire au début de sa carrière. « Que la Démocratie chrétienne révèle le contenu du pacte secret qu'elle a conclu avec ses alliés marxistes », exigent les partisans de M. Buchi, s'efforçant de convaincre l'électeur qu'une éventuelle victoire de M. Aylwin signifierait le retour aux affaires de l'ex-Unité populaire.

GILLES BAUDIN

AFRIQUE

SOMALIE : en conflit avec les autorités de Mogadiscio

Les Nations unies devraient cesser leur aide alimentaire aux réfugiés

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Le dernier convoi d'aide alimentaire destiné aux réfugiés du nord de la Somalie devrait quitter la ville côtière de Berbera, début novembre. Une fois acheminées ces quelques mille cinq cents tonnes de céréales, plus aucun ravitaillement ne sera assuré dans les camps. La décision du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) devrait recevoir, cette semaine, le feu vert des responsables des Nations unies à New-York. Ceux-ci pourraient éventuellement y surseoir, précisément à Mogadiscio.

Le gouvernement du président Siyad Barre, informé officiellement depuis le 26 août, a accueilli la nouvelle plutôt fâchément. Pour les autorités somaliennes, arrêter le programme d'assistance alimentaire, c'est vouloir « affamer » les réfugiés du Nord. La réalité seau-

ble, toutefois, légèrement plus complexe.

Tandis que le gouvernement somalien continue de « revendre » quelque 370 000 réfugiés éthiopiens dans le nord du pays, ravagé par la guerre civile, les Nations unies évaluent le nombre réel de réfugiés à environ un tiers de ce chiffre. Un début de recensement, effectué en mars dernier, de quatre des douze camps du nord de la Somalie, a en effet révélé que, sur les 98 000 réfugiés supposés, c'est-à-dire prévus dans les plans d'assistance, seulement 32 000 pouvaient se prévaloir de ce titre.

Fourniture

d'armes

Second problème, plus récent mais beaucoup plus grave : la fourniture d'armes, par les forces gouvernementales, aux réfugiés. Quel que puisse être le motif avancé —

l'antidéfiance des réfugiés ou la lutte contre les rebelles du Mouvement national somalien (MNS) — le résultat est identique. Aux yeux du HCR, un réfugié en armes devient partie prenante du conflit. Il ne peut, par la même, prétendre à l'assistance d'une organisation internationale, dont le mandat est humanitaire.

Si l'on en croit l'enquête, soumise, il y a deux mois, au département d'Etat par le consultant américain Robert Gersony, depuis la fin mai 1988, « plusieurs centaines de réfugiés, peut-être plus, résident dans les camps des Nations unies, ont reçu des armes des Forces armées somaliennes », contre les maquisards du MNS. Cette situation est restée inchangée, malgré les nombreuses protestations exprimées depuis un an et demi par les autorités du HCR auprès du gouvernement somalien.

L'intensification des combats pendant l'été 1988 et la permanence de l'insécurité ont, d'autre part, conduit le HCR à évacuer une à une les villes du Nord où étaient installées ses équipes. Et, depuis les offensives de mai 1988, les convois humanitaires ont connu des déboires multiples et souvent meurtriers. Quarante chauffeurs, dont les camions transportaient la nourriture du Programme alimentaire mondial (PAM) vers les camps de réfugiés, ont été tués, soit qu'ils aient péri lors d'une embuscade, soit que leur véhicule ait sauté sur une mine.

CATHERINE SIMON

Limogeage du directeur

de la police

Par ailleurs, la radio officielle soudanaise a confirmé le limogeage du directeur de la police, le général d'armée Osman Al Chafii, et son remplacement par le général Awad Khajali, un partisan du Front islamique.

Selon d'autres informations, cinquante et un autres officiers de la police ont été démis de leur commandement. Les officiers de la police avaient récemment remis au Conseil de commandement de la révolution un mémorandum dans lequel ils protestaient contre les interventions de l'armée dans les affaires de la police et exigeaient une amélioration de leurs conditions de travail. (AFP.)

PROCHE-ORIENT

LIBAN : l'application de l'accord de Taëf

Les efforts se poursuivent en vue d'un compromis avec le général Aoun

Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a confirmé, lundi 30 octobre, les divergences entre son pays et la Syrie à propos de l'accord de Taëf, que Téhéran estime inapproprié. « Il est du devoir des combattants musulmans libanais de contraindre les décisions injustes adoptées à la réunion de Taëf », a-t-il déclaré à l'issue d'une visite à Damas (le Monde du 31 octobre), ajoutant que ces combattants pouvaient « compter sur l'appui de l'Iran ».

Il ne semble pas, toutefois, que ces divergences doivent déboucher sur un conflit ouvert — par miliciens libanais interposés, — et M. Velayati a pris soin de préciser que son pays « appuie la Syrie tant que celle-ci s'oppose fermement au sionisme et aux maronites ». Des officiels iraniens ont d'ailleurs indiqué récemment, en privé, que, tout en jugeant l'accord de Taëf négatif, Téhéran n'avait toutefois pas l'intention de « compliquer le jeu ».

BEYROUTH

de notre correspondant

A une semaine de la date du 7 novembre, fixée pour l'élection présidentielle, un activiste féroce régit à Beyrouth, où l'on recherche toujours un compromis avec le général Michel Aoun permettant de passer sans heurts à l'application de ce qui a été convenu à Taëf.

Il est question d'une rencontre entre le général Aoun et le comité dit de « Bkerite », représentant les députés chrétiens ayant approuvé l'accord de Taëf, qui se déroulerait au patriarcat maronite de Bkerite, précédemment sous l'égide du patriarche Sfeir, lequel ferait figure d'arbitre, bien qu'ayant pris nettement position contre le refus du général Aoun. Cette idée a été lancée par l'ancien président de la République, M. Charles Helou, et a été confortée par la visite du vice-patriarche au général Aoun.

Persistance

des blocages

Malgré, face à cet indice positif, se sont accumulés au cours des deux derniers jours une série d'autres indices indiquant plutôt une persistance du blocage. Les principaux sont :

— le report sine die d'une rencontre, attendue lundi, entre le général Aoun et l'émissaire arabe, M. Lakhdar Ibrahim, attribué par la presse aux objections de l'officier représentant l'armée — fraction chrétienne — au comité de contrôle de la trêve, concernant le plan en cours d'élaboration en vue de constituer un « état de sécurité » autour de la ville Mansour, siège provisoire du Parlement, sis sur la ligne de démarcation. M. Ibrahim poursuit imperturbablement la mise en place de son dispositif et attend des officiers algériens en renfort, qui feront fonction d'observateurs autour du Parlement ;

— la visite de l'ambassadeur soviétique au général Aoun pour « lui exposer clairement » l'attitude de l'URSS à l'égard du pacte de Taëf. On en déduit que la menace de torpillage de l'accord concilié a paru suffisamment sévère à Moscou pour intervenir aussi nettement et l'ambassadeur sans ambiguïté. Ce, à l'heure où les émissaires, dans un commentaire de Moscou, mettaient en relief l'importance accordée par le Kremlin à l'application de cet accord ;

— le parti phalangiste, revenant à la charge deux fois en trois jours, a mis sévèrement en garde contre une dissolution de la Chambre, parce qu'elle priverait définitivement le Liban de toute possibilité d'être un président de la République.

On recherche déjà une solution de rechange pour le cas où celle de la ville Mansour ne serait pas pra-

table d'ici au 7 novembre. On parle de Dimane, siège patriarcal maronite d'été, qui présente l'avantage symbolique de permettre une élection présidentielle dans un haut lieu de la maronité — le problème étant, cette fois, chrétien — mais à l'inconvénient d'être situé en plein territoire contrôlé par l'armée syrienne. Un sommet de la hiérarchie ecclésiastique de toutes les communautés chrétiennes du Liban est convoqué, mercredi 1^{er} novembre au patriarcat maronite de Bkerite.

LUCIEN GEORGE

□ **ATTENTAT** : un bateau-école. — Trois marins israéliens ont été blessés dans un attentat au bateau-scooter qui a coûté la vie à son auteur, lundi soir 30 octobre, au large des côtes du Liban. L'attentat s'est produit au nord de la ville-frontière israélienne de Rosh Hanikra où une vedette israélienne a demandé à un bateau de pêche de s'identifier. Au lieu d'obtempérer, celui-ci a poursuivi sa route vers le bâtiment avant d'exploser à proximité. A Beyrouth, l'attentat a été revendiqué par le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), qui a affirmé avoir détruit la vedette israélienne. (Reuter.)

□ **ISRAËL** : condamnation à perpétuité de l'auteur de l'attaque meurtrière contre un autobus israélien en juillet. — Un Palestinien âgé de vingt-cinq ans qui avait précipité le 6 juillet dernier dans un ravin l'autobus 405 de la ligne Tel Aviv-Jérusalem et causé la mort de seize passagers, a été condamné lundi 30 octobre à la prison à perpétuité par le tribunal du district de Jérusalem.

L'inculpé a été, en outre, condamné à vingt ans de prison pour « tentative de meurtre » des vingt-quatre autres passagers blessés dans l'attentat. Cette condamnation supplémentaire a été prononcée compte tenu du fait que le code pénal israélien prévoit que des condamnés à vie peuvent sortir de prison au bout de vingt ans, estiment les observateurs. (AFP.)

ASIE

Notes vietnamiennes

Traditions, nostalgies, combines : quelques instantanés de la vie quotidienne dans l'ancienne Saigon

HO-CHI-MINH-VILLE

de notre envoyé spécial

● **Gymnastique.** — Dès la première heure du jour, les vieux occupent les jardins du quai Bach-Dang, pour une séance de gymnastique chinoise. Avant que la chaleur et la circulation les en chassent, les moins vieux jouent au volant et les jeunes disputent des parties de football sur les grands boulevards. Ho-Chi-Minh-Ville, à l'aube, se ressemble guère à l'ancienne Saigon. On y compte davantage de lévo-tôt et beaucoup moins de noctambules. Nguyen Ai Quoc, Nguyen le patriote, alias Ho Chi Minh, ne s'en serait pas plaint. Ce qu'il penserait du reste est moins évident.

● **Rambo.** — Les adolescents vietnamiens se sont découvert une passion, « jouer à Rambo », autrement dit les jeux vidéo installés dans de petites salles partant à Ho-Chi-Minh-Ville. Il leur en coûte 1 200 dong de l'heure, soit l'équivalent de deux francs. C'est plus cher que d'aller voir un film de Hongkong (le kung-fu fait également fureur) : 1 500 F le billet d'entrée dans une salle de cinéma. Des hommes, de toute façon, ronds-têtes quand un cavalier, ou un fonctionnaire, gagne environ deux cents francs par mois.

● **Maxim's.** — Une jeunesse urbaine découverte s'est trouvée une autre distraction. Deux ou trois fois par semaine, après la tombée de la nuit, des milliers de gamins, à deux ou trois par vélo ou mobylette, stationnent dans le centre, sur les trottoirs de l'ancienne rue Catinat. Ils regardent la circulation des deux-roues qui se font parfois la course. Le « spectacle » peut durer des heures. Tout le monde n'a pas les moyens — ni l'âge — de fréquenter les quelques boîtes de nuit à la mode : Maxim's, le Palace, le Tin Bing, où des millions de dong se dépensent chaque soir.

● **Sérénades rouillées.** — Du côté du marché central, le « vieux marché », sur un trottoir du boulevard Le-Loi, à même le sol et à la sortie d'un hôpital, on vend des sérénades usagées, à la mesure parfois rouillée. Selon l'ethnologue Dai Doan Ket (*Grande Union*), l'ancienne Saigon compte quelque vingt-cinq mille toxicomanes, dix mille prostituées ainsi que des dizaines de milliers de vagabonds. Les toxicomanes, s'ils ne sont pas guéris, peuvent se droguer deux cents dollars, et les prostituées exercent leur métier dans quelque cent points « couverts ».

● **Terrain vague.** — Le soir, des familles entières se regroupent sur une bûche, sur un coin de trottoir, à Cho-Lon — la ville chinoise — comme à Saigon. Un terrain vague — l'emplacement de l'ancienne gare centrale qui a été rasée — était un rendez-vous nocturne de prostitution des clochards. On va y construire un grand hôtel de luxe. Quant aux milliers d'enfants abandonnés, orphelins ou en fugue, ils tentent de se réfugier sous des portecochères ou dans des cours privées. Dans le centre, les *cong an*, les agents de la sécurité, leur font

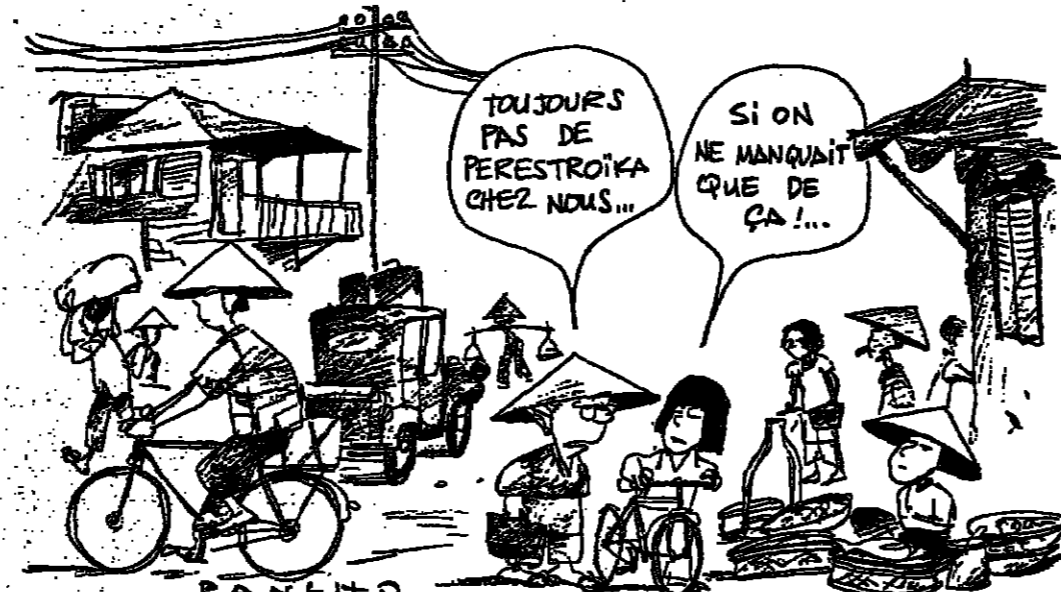
la chasse de nuit car, de jour, il y a trop de monde, notamment d'étrangers. « J'ai été ramassé pendant que je dormais sur un trottoir. J'ai passé deux mois et demi dans un centre de redressement à Go-Vap. La nourriture était dégueulasse et les flics nous battaient », raconte l'un d'entre eux, douze ans, rendu depuis à la rue et à la mendicité.

● **Saigon Tourist.** — Depuis quelques mois, Saigon Tourism organise des promenades en bateau, après la tombée de la nuit, sur la rivière de Saigon. Entre le billet, le bilet-frites et la cassette de l'entre eux, douze ans, rendu depuis à la rue et à la mendicité.

et un ans, ne trouve pas de travail. Sa fille, dix-huit ans, termine ses études secondaires tout en servant, l'après-midi et le soir, des cafés-frites, seule façon de servir du « vrai café » aux yeux des Vietnamiens. M. K., bientôt soixante-dix ans, éprouve du mal à boucler ses fins de mois. Il n'a que sa mélancolie à afficher.

● **Flambée des prix.** — Une ville, dans le quartier résidentiel de Ho-Chi-Minh-Ville, vaut en moyenne 1 million de francs. On a bien pu construire depuis quinze ans et la priorité, depuis l'ouverture du pays, va aux usines et aux hôtels. Les prix flambent. Mais,

● **Cha-cha-cha.** — On se marie toujours selon la tradition dans le Sud, mais en simplifiant les choses. Après les cérémonies familiales, le plus souvent devant l'autel des ancêtres, un banquet est offert, toujours dans un restaurant, aux parents et amis. Présentés par leurs parents, les jeunes mariés — robe blanche et costume cravate — circulent de table en table pour écouter les vœux des invités et recevoir des enveloppes contenant des liasses de dong. Les cadeaux se font rares et l'argent liquide assure au moins le remboursement d'un banquet vite expédié — les Vietnamiens ne restent à table que pour manger — et suivi, pour les jeunes,



cargos le long des quais, 25 000 dong soit l'équivalent de 50 francs ; on peut ainsi dépenser, en une soirée à ne rien voir, une semaine de salaire d'ouvrier. Saigon Tourism loue également des voitures avec chauffeur : 180 000 dong (290 F) l'aller-retour dans la journée à Vung-Tau, l'ancien cap Saint-Jacques, station balnéaire distante de 120 km par la route.

● **Traction avant.** — Le parc automobile du Vietnam ferait le bonheur de collectionneurs. Roule encore, aux côtés des véhicules japonais les plus récents, Citroën traction avant, Dauphine, Peugeot 203, 4 CV Renault, immenses américaines des années 50. En règle générale, les Vietnamiens ont un talent pour tout faire survivre. À l'aide d'une seringue, ils rechargent les briquets jetables. De la même manière, ils peuvent remplir de thé une bouteille de whisky qui a l'air intacte, pour la revendre au prix fort. En attendant la reconstruction, le Vietnam reste le royaume de la combine et du bricolage.

● **Mélancoles.** — M. K., est âgé de 72 ans, un communiste qui a gagné le Nord en 1954, au lendemain des accords de Genève, et est revenu dans le Sud en 1975, après la chute de Saigon. L'Etat lui loue le rez-de-chaussée d'un ancien restaurant « français » comm. Pour en payer le loyer, il l'a transformé en un café bien peu fréquenté. Son fils, vingt

pour peu qu'une petite affaire tourne correctement — restauration, artisanat — on peut vivre confortablement. La bouteille de côtes-du-rhône coûte moins de 30 francs et celle de bordeaux moins de 40 francs. Raquettes et balles de tennis s'achètent, toujours à des prix très raisonnables, au cho-trai, le « marché à ciel ouvert ». Les courts de tennis de la ville font le plein de joueurs de double, qui parient une bonne tournée par match. Aujourd'hui comme hier.

● **Tunisie.** — Décrétée féodale au lendemain de la chute de Saigon, l'ao dai, la si sévère tunique des femmes vietnamiennes, a été réhabilitée. Les enseignantes avaient été invitées à ne plus la porter. Désormais, non seulement elles doivent le faire, mais leurs filles, les grandes des lycées — ont reçu la même instruction. L'ao dai n'est donc plus le privilège des réceptionnistes d'hôtels pour étrangers ou des dames de l'ancienne bourgeoisie. Le bon goût et l'esthétique reprennent leurs droits.

● **Contest.** — M. Nguyen Xuan Oanh est content. Son discours sur les réformes financières, lors de la dernière session, fin juin, de l'Assemblée nationale, a été intégralement repris non seulement par la « presse nationale », celle de Hanoi, mais aussi par la « presse provinciale », celle de Saigon. Agé aujourd'hui de soixante-dix ans, M. Oanh, diplômé de Harvard, était vice-premier ministre du général Nguyen Cao Ky à la fin des années 60. Après avoir été boudé — et même placé en résidence surveillée — il se retrouve aujourd'hui conseiller économique du gouvernement et membre de l'Assemblée nationale. On l'auteur même à se rendre régulièrement en mission à l'étranger. Son regret : que le Vietnam n'ait pas pu bénéficier, il y a quelques mois, des crédits internationaux destinés à la Chine et bloqués en raison de la répression sanglante à Pékin. Mais il n'y a pas eu de règlement cambodgien.

● **La quille.** — Les soldats démobilisés ont du mal à trouver du travail à Saigon. Le *Quan Doi Nhan Dan*, journal de l'armée, a rapporté que seuls 7,2 % ont trouvé un métier durable depuis 1976. 24,7 % ont un travail à temps partiel, et le reste est pratiquement au chômage. Comme ces statistiques datent du début du mois de septembre, elles n'incitent pas les *bo-doi* démobilisés dans la foule de la phase finale du retrait vietnamien du Cambodge. Le *Quan Doi Nhan Dan* ajoute que la situation est identique dans le reste du pays, les démobilisés « manquant d'instruction et de formation spécialisée ». Le chômage après la quille.

d'une courte soirée dansante. Jerk, tango, cha-cha-cha, boogie, valse et rumba des années 60. Pour faire les choses comme il faut.

● **Les Viet-kieu.** — Devant le flot de nouveaux visages dans leurs rues ou sur leurs plages, les Vietnamiens sont un peu perdus. Pour les non-initiés, la majorité, tout Blanc passe encore pour un *Lith-xo*, un Soviétique. Ils ont également du mal à prendre pour des compatriotes les *Viet-kieu*, les Vietnamiens d'outre-mer, plus grands parce que mieux nourris et dont les enfants ne font, parfois, que baragouiner leur langue maternelle. Bref, l'identité des *Viet-kieu* est encore l'objet d'interminables conversations autour d'une tasse de thé. Pour beaucoup, ils sont plutôt Japonais ou Coréens.

● **Bia Thi Ni.** — Le Français le plus célèbre — et le plus populaire — du Vietnam est, de loin, Michel Platini. Depuis, bien entendu, la retransmission, pour la première fois en direct à la télévision, de la Coupe du monde de football au Mexique. Les vieux se lamentent, d'ailleurs, de voir la francophonie s'éteindre doucement. « Nos dirigeants actuels forment la dernière génération *est-chien*, d'une façon ou d'une autre, à la France », dit l'un d'entre eux. Il se trompe probablement. La diaspora vietnamienne de France — l'une des plus brillantes — multiplie les contacts avec son pays d'origine. On entend un peu plus parler français au Vietnam, surtout dans le Sud. Pour peu que l'on exploite cette veine, la francophonie vivra encore de beaux jours.

● **Tendances malsaines.** — Tout récemment, le premier ministre, M. Do Muoi, a fustigé des « tendances malsaines » apparues ces derniers temps dans la presse, s'en prenant notamment à « des articles qui ont peint en noir la situation du pays et en ont rejeté l'entière responsabilité sur la direction » du pays. Bref, le premier ministre, s'adressant à un congrès de journalistes, a souhaité des « critiques sérieuses et authentiques qui ne sont pas susceptibles d'être exploitées par l'ennemi » et a rappelé que « tous les médias doivent refléter la position du parti ». Trois semaines plus tôt, l'ensemble de la presse avait publié un billet signé N.V.L. et critiquant les importations abusives de produits de luxe qui « ont causé un grave préjudice à la production domestique ». N.V.L. sont les initiales de Nguyen Van Linh, secrétaire général du PC depuis le 6^e congrès, en décembre 1986.

JEAN-CLAUDE POMONTI

EN BREF

● **CHINE :** condamnations au Tibet. — Cinq Tibétains, dont une religieuse, accusés d'avoir participé à des manifestations indépendantistes à Lhasa, ont été condamnés à des peines de prison allant de trois à seize ans, a rapporté le *Quotidien du Tibet* du 14 octobre, reçu jeudi 26 octobre à Pékin. La presse officielle a fait état de vingt-trois condamnations, dont une peine de prison à vie, dans le cadre des violences anti-chinoises du 5 mars, qui avaient fait de cinquante à soixante morts, selon les témoins. — (AFP.)

● **LAOS :** M. Kaysone à Paris du 11 au 14 décembre. — Le numéro un laotien, M. Kaysone Phommavhane, doit effectuer une visite en France du 11 au 14 décembre. M. Kaysone, soixante-trois ans, est à la fois premier ministre et chef du parti communiste du Laos, un pays étroitement allié au Vietnam. La visite en France de M. Kaysone sera celle du niveau le plus élevé pour un dirigeant indochinois depuis celle de l'ancien premier ministre vietnamien, M. Pham Van Dong, en 1978.

● **TAIWAN :** arrivée de trois dissidents chinois. — Trois dissidents chinois, recherchés par les autorités chinoises pour leur participation au mouvement pro-démocratique du « Printemps de Pékin », sont arrivés à Taïwan en provenance de Chine à bord d'un bateau de pêche, ont rapporté dimanche 29 octobre, des journaux taïwanais. Les trois dissidents, Zhang Gang, un des experts économiques qui entouraient l'ancien secrétaire général du PC chinois Zhao Ziyang, Li Lin, un musicien, et Wang Longren, un étudiant en art, ont demandé l'asile politique. — (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

UN MANUEL DE RÉFÉRENCE



Ce manuel de référence peut être lu avec profit par tous ceux qui veulent savoir, avec précision, ce qu'est un bilan, un coût, un financement ou l'effet de levier.

Le Monde

FAYARD

سكزا من الاصل

JEUDI DANS
Le Monde

ENTREPRISES :

LA CIVILISATION DES BUREAUX

Le Monde

La Monda • Venerdì 3 novembre 1989 •

IMMOBILIER D'AFFAIRES



■ L'Europe s'installe dans ses meubles : à Strasbourg où elle dispose déjà d'un hémicycle qui va être complété ; à Bruxelles, où un immense chantier est ouvert à son intention.

● Terminées les zones industrielles : vive les parcs technologiques conçus comme des ensembles complets, tous services compris.

La civilisation des bureaux

Cette avenue du terrain, conjugée avec la modernisation, l'informatisation croissante de ce secteur, se traduit concrètement pour l'immobilier d'affaires par une triple évolution que différencie comme suit le dernier rapport du comité de déclassification : un développement des locaux industriels modernes, l'est-à-dire associés des unités de production, des bureaux, des bâtiments de stockage ; l'essor de la construction de bureaux ; l'extension de

La seconde grande évolution, révolution, est celle de l'homme, son comportement, son façon de produire, de travailler, de vivre, résultat des progrès constants des moyens de transport et d'échange. Moyens de transport classiques, c'est l'extension de plus en plus rapide des lignes aériennes intercontinentales. Dans quelques années, la plupart des grandes villes françaises seront à moins d'une heure par avion et à moins de deux heures par la route de la capitale. Moyens de transport nouveaux : les télécommunications, les sons, les images, les documents sont échangés de plus en plus rapidement et à un coût de plus en plus faible d'un bout à l'autre de l'Hexagone, sans même la moindre

vies mais beaucoup moins liés aux sources de matière première, un peu moins de besoin de s'ouvrir ; des moyens d'échange beaucoup plus efficaces et rapides. Ces deux interventions aident au travail sur les différents départements des lions de production sur l'ensemble du territoire. Il n'est rien, au contraire. En France comme dans toute l'Europe, on assiste en fait à une concentration des activités économiques dans de vastes zones métropolitaines où sont rassemblés les centres universitaires de haut niveau, les services commerciaux, l'enseignement, les grands centres culturels... tout ce qui constitue ce qui constitue le pôle et le vie de l'industrie moderne.

fois au niveau d'une région entière, comme c'est le cas pour l'Indonésie, qui est mise à l'écart sans part croissante de la richesse et de ses ressources naturelles.

Les régions qui comptent les plus fortes variations sont celles qui ont des maillages fins économico-politiques, des régions minières, des portes compliquées des territoires nationaux se trouvant dans des zones de la mer du sud ou des projets des bénéfices croissants, qui entraînent les conflits entre les plus grands et de très petits pays favorisés.

Pourtant on ne peut pas déduire de ces constatations que la mondialisation est nécessairement favorable aux événements les plus rentables, c'est-à-dire, par exemple, ceux qui se portent sur les bourses ou sur les agréments.

sit que dans les zones en déclin. Vaste question qui s'est posée nouvelle, mais qui vient d'être réactualisée dans le domaine précis de l'immobilier d'affaires par les

En établissant, par exemple, la procédure de l'agrément pour la construction de bureaux dans plusieurs communes de

Hauts-de-Seine, le premier ministre a voulu se donner les moyens, sans de contrôle, de zones de tempérer la véritable route vers l'Ouest à laquelle on avait déjà plusieurs années.

et qui aboutit à concevoir sur quelques hectares de la région parisienne la majorité des constructions de bureaux seuls. Le débat est ouvert ; il est loin d'être clos.

DE la construction de bureaux et de locaux industriels à leur commercialisation, en passant par leur aménagement, le secteur de l'immobilier d'entreprise a continué cette année de se développer.

DANS ce supplément spécial, *le Monde* montre pourquoi le marché parisien des bureaux est désormais si fortement convoité par les investisseurs étrangers. Il décrit aussi le nouveau paysage industriel français, où les technopoles supplantent les traditionnelles zones industrielles. Il relate enfin les différentes transformations des centres commerciaux et publie le hit-parade des grandes rues commerçantes dans le monde.

UN supplément de 24 pages à paraître avec *le Monde* du jeudi 2 novembre daté vendredi 3 novembre.

**PILE
SEPARÉE**

**DIFFUSÉE AVEC
LE QUOTIDIEN
SANS SUPPLÉMENT
DE PRIX.**

هكذا من الراحل

POLITIQUE

A Aix-en-Provence

M. Mermaz annonce « une initiative prochaine » pour parvenir à une synthèse au sein du PS

La fédération socialiste des Bouches-du-Rhône a organisé, samedi 28 octobre, à Aix-en-Provence, une confrontation inédite entre les représentants des neufs contributions nationales soumises aux militants en vue du congrès de Rennes. Tous les courants ou sensibilités du parti

se sont exprimés par la voix de dirigeants, MM. Jean-Paul Planchou, Julien Dray, Jean Poperon, Louis Mermaz, Lionel Jospin, M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, MM. Marc Paillet, Gérard Lindeberg, à l'exception des fabiusiens dont la contribution était défendue par un « régional ».

M. Michel Vauzelle, député des Bouches-du-Rhône. Trois heures et demie de débats courtois, suivis par six cents militants, qui ont notamment été marqués par un vigoureux appel de M. Jospin à la synthèse préalable au sein du courant majoritaire mitterrandiste.

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Malgré ses débuts électoraux, la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône n'est pas la pestiférée du parti. La preuve en est qu'on la fréquente et même qu'on la courtise encore dans la perspective du congrès de Rennes, où ses mandats pèseront.

Il est vrai, toutefois, que pour la première fois depuis bien longtemps, le vote de ses députés est largement ouvert. M. Jospin, qui y compte sans doute de solides appuis, n'a pas été le dernier à se féliciter de « la bonne leçon qu'elle a donnée à tous » en invitant les responsables nationaux du parti à venir débattre devant ses militants. « Personne n'a à faire la leçon à personne », lui a répondu en écho M. Jean Poperon, pourtant partisan, il y a peu,

de la dissolution pure et simple de la fédération. Il n'est jusqu'à M^{me} Lienemann qui soit revenue sur « l'acrimonie » éprouvée à son égard dans le passé.

Aussi bien, M. Yves Vidal, premier secrétaire fédéral contesté, en a-t-il profité pour affirmer qu'il mènerait sa mission « jusqu'au bout » en brochant « les nombreux docteurs accourus à notre chevet ».

Les divers orateurs, dont l'ordre de passage avait été tiré au sort lors d'une réunion du secrétariat fédéral ont eu, pendant vingt minutes, tout le loisir de défendre leurs textes respectifs en bénéficiant, tous, de la meilleure écoute des militants. Autant d'interventions déjà bien rodées et, donc, sans véritable surprise.

Après M. Mermaz, qui avait estimé nécessaire que « l'axe

majoritaire se repose pour un nouveau style de gestion », et annonçant « une initiative prochaine » en faveur de la synthèse des différentes contributions présentées par les mitterrandistes, M. Jospin a, lui aussi, insisté sur la préservation d'un courant majoritaire.

« Je suis personnellement a déclaré le ministre de l'éducation nationale, pour qu'une synthèse au sein du courant AIS se fasse avant la réunion du comité directeur de synthèse du 13 janvier (...). Les courants dans le Parti socialiste ne sont pas des coterie autour de personnes. Ce sont des courants d'idées politiques, de propositions, d'orientations qui se font au moment du comité directeur de synthèse. Si nous n'étions plus ensemble le 13 janvier, cela voudrait dire que le courant mitterrandiste aurait

déclaté et je suis contre l'éclatement du courant mitterrandiste ». M. Vauzelle, au nom des fabiusiens, s'est prononcé, lui, pour une synthèse finale « qui est éminemment souhaitable (...) de ceux qui se rattachent de manière claire au courant mitterrandiste et à François Mitterrand. Sinon les Français ne comprendraient pas notre manque de maturité. Mais qui dit synthèse, comprend qu'il faut des idées qui puissent exister avant de se rapprocher ».

Le député des Bouches-du-Rhône a particulièrement insisté pour que la base puisse s'exprimer et « voir le reflet exact de ses positions se retrouver dans l'organisation du parti », plaidant ainsi, implicitement, pour un décompte des voix des militants plutôt que pour un arrangement sans vote autour d'un tapis vert.

GUY PORTE

A l'appel des nationalistes corses

L'aéroport d'Ajaccio est paralysé par une grève des pompiers

BASTIA

de notre correspondant

L'aéroport d'Ajaccio est paralysé par une grève des pompiers, déclenchée lundi 30 octobre à l'appel des syndicats des travailleurs corses (STC, nationaliste). « Nous avons averti, dès mercredi dernier, que si des négociations sur nos salaires n'étaient pas ouvertes, nous bloquerions l'aéroport d'Ajaccio », explique M. Christian Boti, délégué du personnel STC à la chambre de commerce et d'industrie d'Ajaccio-Sarène. Le syndicat nationaliste est décidé à étendre son mouvement « si des négociations ne sont pas rapidement engagées avec la chambre de commerce », gestionnaire des installations aéroportuaires d'Ajaccio.

Depuis lundi, aucun mouvement d'avion n'a été effectué sur l'aéroport d'Ajaccio. Air France a annulé les cinq rotations de la journée, tout comme Air Inter. Les voyageurs ont dû se rabattre sur les liaisons régulières entre le continent et Bastia, en Haute-Corse, ou Figari en Corse-du-Sud. « Tant que des négociations ne seront pas ouvertes nous poursuivrons notre mouvement en faisant tâche d'huile jusqu'au port de commerce », avertit mardi matin le

STC qui annonce l'occupation de la gare routière et de la gare maritime. « nous sommes déterminés, car nous n'acceptons pas qu'au bout de dix-sept ou vingt ans de carrière, certains salariés plafonnent à 5.200 F par mois ».

Le syndicat nationaliste a les moyens de ses menaces. Dix-neuf des vingt et un pompiers du service incendie de l'aéroport sont en grève depuis lundi. Le mouvement pourrait s'étendre au personnel de l'Institut consulaire non adhérent du STC.

De son côté, M. Edouard Catoli, le président de la chambre de commerce et d'industrie, explique qu'il faudra attendre le 28 novembre pour engager des négociations : « Les règles qui régissent le fonctionnement des CCI nous imposent de négocier par l'intermédiaire d'une commission paritaire. Celle-ci est prévue le 28 novembre. Une réponse pourra alors être apportée aux questions posées ». En cette période de Toussaint, où les usagers sont plus nombreux, les grévistes affirment : « Cette fois, contrairement au précédent, dernier, nous n'accepterons pas d'être les atches des uns ou des autres ! »

M. C.

La présidence du conseil général du Jura reste au CDS

Contre toute attente, l'élection du nouveau président du conseil général du Jura, à la suite du décès de Pierre Brantons (CDS), n'a pas donné lieu à un conflit entre l'UDF et le RPR, qui se trouvent, au sein de l'assemblée départementale, à égalité.

Lundi 30 octobre, c'est M. André Jourdain (RPR), président par intérim et nouveau sénateur, en remplacement du défunt, qui a proposé, pour la droite, sa

candidature unique de M. Lucien Guichard (CDS), jusqu'alors rapporteur du budget. Il a suffi d'un tour pour que M. Guichard obtienne la majorité absolue, avec 25 voix, face à la candidature de M. Alain Brune, député PS, qui a recueilli 8 voix sur 34.

M. Guichard, soixante-sept ans, notaire en retraite, est maire de Saint-Amour depuis 1983. Il est, depuis 1986, conseiller général du canton. — (Corresp.)

EN BREF

□ Cabinets ministériels. — Le numéro 234 des Cabinets ministériels vient de paraître. Il contient la liste des membres des cabinets de la présidence de la République, du Sénat, de l'Assemblée nationale, du Conseil économique et social, du maire de Paris et des préfets de Paris, d'Ile-de-France et de police.

★ 30, rue Saint-Marc, 75002 Paris, tél. : 42-97-47-65.

□ Le PS juge M. Barre. — « M. Barre est en train de travailler avec détermination dans le mauvais

regard de la droite », a estimé le porte-parole du Parti socialiste, au cours de son point de presse, lundi 30 octobre. M. Jean-Jacques Queyranne, qui commentait les propos de M. Barre à TF 1 a d'autre part déclaré que l'ancien premier ministre « avait fait preuve de repentir » en rendant « hommage à la vertu économique des socialistes » alors que lui-même « avait laissé 14 % d'inflation ». « Sur le plan social, M. Barre reste sur sa rive (...) dans son rôle de conservateur honnête », a ajouté M. Queyranne.

□ Le congrès national du RECOURS. — Le mouvement du RECOURS, qui a tenu son congrès national, samedi 21 octobre à Nîmes, a dénoncé la « mauvaise application de la loi d'aménagement des dettes » des rapatriés et demandé le rétablissement d'un ministère des rapatriés, supprimé en 1988.

Le RECOURS a lancé un appel au gouvernement afin qu'il décide un moratoire général de l'endettement des pieds-noirs et l'a mis en garde contre les « risques de trou-

bles de l'ordre public » que peut engendrer la situation présente.

□ M. Marchais se rendra en Guadeloupe et en Martinique. — Le secrétaire général du PCF se rendra dans les deux départements français des Caraïbes du 20 au 28 novembre, à la tête d'une délégation, à l'invitation du PC guadeloupéen et du PC martiniquais. Selon la direction du PCF, le voyage de M. Marchais « constituera un moment particulièrement important du renforcement des relations avec le PCG et le PCM ». Les partis communistes des DOM-TOM sont organisés de façon autonome en dehors du PCF.

- Je suis très intime avec ma banque, on a un code secret pour communiquer.



Téleservice BNP. La BNP sur Minitel.

Votre banque confortablement chez vous. Le Téleservice BNP vous permet 24 heures sur 24 d'accéder directement à vos comptes BNP et d'effectuer à domicile toutes vos opérations bancaires courantes. En toute confidentialité. Il vous suffit de faire 3614 BNP. Vos 3 premiers mois d'abonnement gratuits, si vous vous abonnez avant le 30 novembre 1989*.

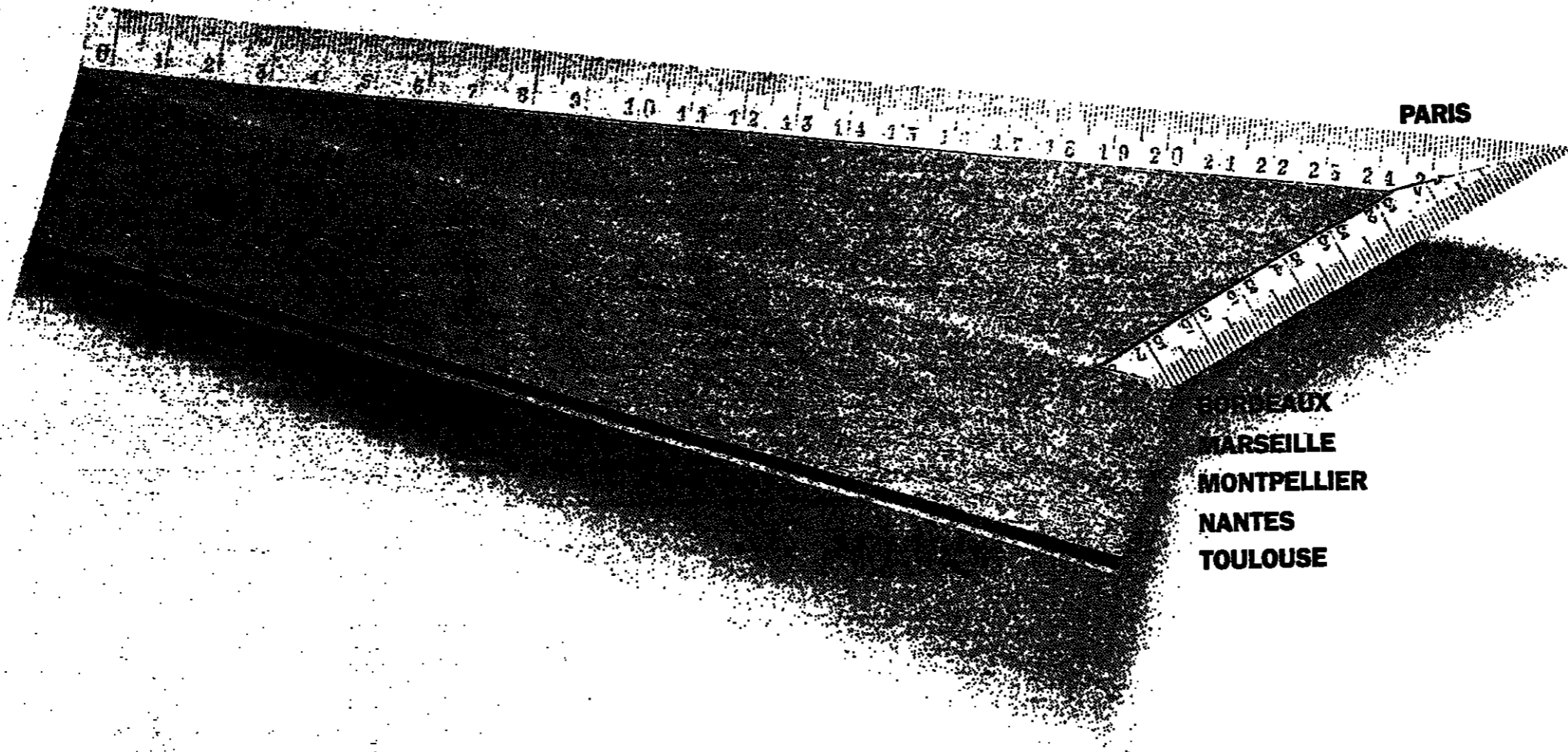
* Au lieu de 32,00 F par mois. Offre réservée aux particuliers s'abonnant pour la première fois. Coût de la communication Minitel : 0,13 à 0,37 F la minute.

BNP

C'est gagner.

**JUSQU'ICI, POUR ALLER À NEW YORK
AU DÉPART DE BORDEAUX, MARSEILLE,
MONTPELLIER, NANTES OU TOULOUSE,
UNE DROLE DE REGLE VOUS OBLIGEAIT
À PASSER PAR PARIS.**

NEW YORK



PARIS

BORDEAUX
MARSEILLE
MONTPELLIER
NANTES
TOULOUSE

**UTA
OUVRE NEW YORK
DIRECT.**

Aussi incroyable que cela
puisse paraître, Bordeaux,
Marseille, Montpellier, Nan-
tes et Toulouse ne sont pas
des banlieues de Paris.

La vieille habitude de
vous obliger à passer par
Paris prouve en tout cas
que ce n'est pas encore évi-
dent pour tout le monde.

Bref, UTA introduit un
nouveau concept pour
gagner New York : la ligne
droite.

Ça ne changera peut-être
pas votre vie, mais ça vous
évitera d'avoir à changer
d'aéroport, de compagnie ou
d'avion à Paris.

Dans de telles conditions
de confort, on regrette
presque que le vol soit si
court.

Pour tout renseignement
complémentaire, consultez
UTA ou votre agent de
voyages.

UTA

NOUS NOUS BATTONS POUR LIBÉRER LE CIEL

هكذا من الامم

14. Les manifestations de l'art africain
15. La vente Robert Rauschenberg à New York

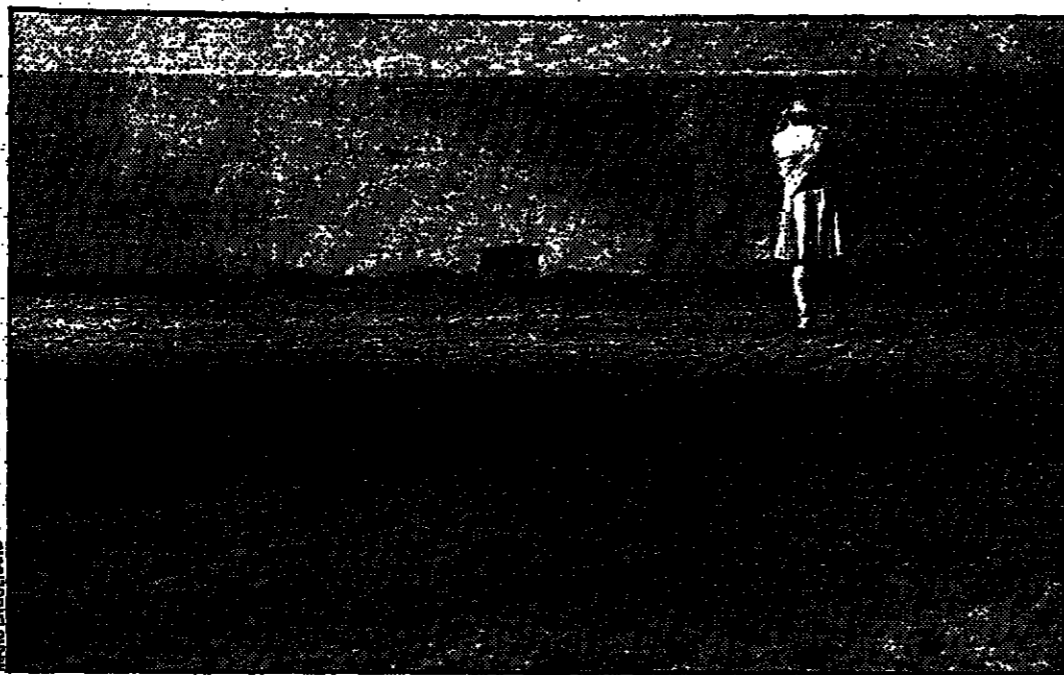
16. Le tremblement de terre en Algérie
17. Le procès Solari d'un meurtrier suisse

18. La presse catholique en voie de diversification
24. Tennis : l'Open de Paris-Bercy

80 millions de francs de déficit en 1988

La crise « insupportable » du théâtre public

Le théâtre public, une idée neuve née de la V^e République, avait fait dans les années 60 l'objet de débats passionnés. Depuis, il s'est institutionnalisé, à l'ombre de ses tutelles : l'Etat et les collectivités locales. Il traverse actuellement une crise de croissance, une grave crise financière. Le ministre de la culture, Jack Lang, qualifie aujourd'hui publiquement cette crise d'« insupportable ».



« Devrons-nous attendre que les lumières se rallument et elles ne se rallumeront jamais ? » (Katherine Mansfield)

« Ce qui pourrait être si harmonieux est désaccordé, ou bien tous les instruments sont muets et personne ne jouera plus ; il n'y a pas de concert pour nous, est-ce possible, tout est-il fini, ne nous reste-t-il plus que notre désir, notre aspiration, notre soi, devons-nous éternellement attendre dans cette immense nuit désoignée, attendre que les lumières se rallument, et elles ne se rallumeront jamais ? » Ce fragment d'un texte de Katherine Mansfield éclaire d'un jour douloureux la situation actuelle du théâtre public français.

De toute la France, des théâtres très différents, parvenant des nouvelles inquiètes. Le théâtre public français traverse une grave crise financière. Au 31 décembre 1988, le Syndicat des directeurs des théâtres publics (Syndicat) estime que le déficit global de ce secteur était d'environ 80 millions de francs, soit près de 10 % du montant total des subventions de l'Etat qui lui sont

consacrées (1,035 milliard de francs sont prévus au budget pour 1990 pour financer la politique du théâtre public).

Evidemment, de nombreuses institutions échappent à cette situation catastrophique. Mais il est clair que les erreurs, ou les errements, de quelques-uns pourraient bientôt nuire à tous. On constate aujourd'hui trois types de déficit.

« On peut considérer le premier comme conjoncturel — suractivité ponctuelle due à une grosse production ou à la prise d'un risque artistique — dont on a survécu les recettes. Ce type de déficit peut s'admettre dans la mesure où il est réversible sur un exercice annuel ou bien sur la durée du mandat d'un directeur.

Il est très courant dans les centres dramatiques nationaux, gérés en sociétés anonymes ou sociétés anonymes à responsabilité limitée, où les directeurs sont comptables de leur gestion. Il corres-

pond souvent, par ailleurs, à de réelles ambitions artistiques, qui méritent un pari sur le succès. Près de la moitié des trente-deux centres dramatiques nationaux seraient dans cette situation. Elle explique aussi le déficit constaté au Théâtre national de Chaillot où, par exemple, l'américanisation de la production du *Soulier de satin*, mise en scène par Antoine Vitez, était prévu sur trois exercices quand son directeur est parti pour la Comédie-Française avant le terme prévu.

A la Comédie-Française, pour apurer le déficit constaté en 1987, le ministre de la culture a dû verser une subvention complémentaire de 4,8 millions de francs en 1988, tandis que les sociétaires contribuent pour 5 millions environ sur leur pourcentage. Les recettes à combler ce déficit. Quand Antoine Vitez est parti de Chaillot, le déficit fut estimé à 8 millions de francs. L'Etat a décidé de verser 6,2 millions de francs en deux fois au cours des

exercices 88 et 89, et 1,8 million est resté à la charge de Jérôme Savary, successeur de Vitez.

De son côté, le Théâtre national de Strasbourg viendra à la fin de cette année au bout de son plan de redressement et donc à l'équilibre. Equilibre espéré enfin au Théâtre national de la Colline à la fin de cette année, où l'on constate cependant que l'argent manque pour la production de spectacles dans la petite salle, devenue lieu d'accueil quand elle était destinée à la création de spectacles légers.

Laxisme et faute grave

Une douzaine de centres d'action culturelle sont également touchés par des déficits conjoncturels, cela dans des proportions moindres étant donné l'importance, moindre également, de leurs budgets. Encore faut-il souligner que le désordre est apparu,

dans ces centres comme dans la totalité du secteur public, essentiellement après le collectif budgétaire de l'été 86, marquant par une diminution des subventions de 4 % environ l'arrivée de François Léotard rue de Valois.

« Le second type de déficit peut être qualifié de structurel. Il concerne avant tout les Maisons de la culture et reflète une réelle sédimentation des difficultés de gestion. Elles sont dues au changement trop rapide des équipes dirigeantes, à la variation trop importante des choix artistiques, et souvent au sous-financement chronique de l'Etat en regard de leur mission pluridisciplinaire. Le cas « exemplaire » : la Maison de la culture de La Rochelle.

« Le troisième type de déficit est apparu lui-même en premier lieu dans les Maisons de la culture. Il relève du laxisme dans la gestion ou de ce qu'on considérerait partout ailleurs comme une faute grave. Il faut à ce chapitre rester très prudent car ce laxisme aurait dû être sanctionné par les tutelles dès son apparition dans la poignée d'établissements concernés. Dès lors que cette sanction n'a pas été prise, l'Etat, les collectivités locales, les conseils d'administration et les directeurs présents ou passés, cogérants de ces établissements, devraient assumer collectivement le poids de leurs erreurs.

Si cinq des onze Maisons de la culture étaient au début de cette année en équilibre, les six autres pèsent pour 33,3 millions de francs dans le déficit global du théâtre public. L'heure est certainement venue de reprendre complètement l'examen de leurs structures (lire l'encadré ci-dessous).

Hors des Maisons de la culture, deux points névralgiques s'en viennent peser sur les finances du théâtre public. Il y a le cas du Théâtre du Huitième, à Lyon, où le nouveau directeur, le metteur en scène Alain Françon, se retrouve à la tête d'un déficit de 8 millions de francs et d'un effectif qu'il ne souhaitait pas conserver tel quel avant même d'avoir pu commencer de travailler. Il y a enfin le cas du Théâtre du Rond-Point, à Paris, où l'on esti-

mait il y a quelques mois le déficit à 10 millions de francs environ.

En face de telles situations, le président du Syndicat, Patrick Guinand, s'étonne : « L'Etat nomme, contrôle, révoque... Même s'il n'a pas toujours pu disposer de tous les moyens d'analyse, il est difficile de comprendre pourquoi il n'a pas réagi plus tôt. Nous-mêmes n'avons pas été toujours assez vigilants. Aujourd'hui, notre syndicat déplore sans équivoque la pratique du déficit, qui est intenable en regard de l'image de la profession, qui est contraire à la morale du service public et dévastatrice pour sa modernité, et insoutenable en termes de gestion d'entreprise. Cette déclaration nous désolons également intérieur du syndicat. Cela dit, on ne peut pas tirer de loi générale de l'examen de ces déficits pour l'ensemble du secteur public du théâtre.

« La persistance des déficits structurels oblige à un réexamen complet des modes de financement et de l'organisation des tutelles des établissements concernés. S'il faut procéder à l'examen précis des situations de crise, cela ne doit pas servir de base à un nouveau discours de l'Etat sur le théâtre public, et les théâtres en difficulté ne doivent pas devenir la base d'un changement de la politique de décentralisation. Le théâtre public est un ensemble fragile, constamment sur la corde raide. Le temps n'est certainement pas venu de remettre brutalement en cause le réseau national de création et de diffusion dramatiques. »

Pourtant, lors de la passation des pouvoirs entre Bernard Dort et Bernard Faivre d'Arcier, ancien et actuel directeur du théâtre et des spectacles, hundi 16 octobre, rue de Valois, le ministre de la culture et de la communication, Jack Lang, faisant référence aux Maisons de la culture, déclarait que « certaines choses peuvent mourir ». Imaginait-il une mue, une transmutation ou bien une disparition ? O. S.

L'avenir incertain des maisons de la culture

L'idée de « maison de la culture » est presque aussi vieille que la République et que la création d'un ministère d'Etat chargé des affaires culturelles. Pour favoriser un rapprochement entre créateurs et publics en dehors de la capitale, André Malraux a voulu créer dans chaque département ses « cathédrales du drame ».

Cofinancée par l'Etat et les villes où elles sont installées, dirigées par un homme de l'art nommé par le pouvoir central, ces maisons de la culture doivent s'ouvrir sur le théâtre, la musique, le cinéma, les arts et sont censées amener à la culture des hommes tenus jusque-là éloignés d'elle. Partout, un homme tisse la toile de ces nouvelles institutions : Emile Bissini, aujourd'hui secrétaire d'Etat auprès de Jack Lang, chargé des grands travaux. Il reprendait, ainsi, le travail accompli par Jeanne Laurent qui vient de mourir et qui, dès les années 50, avait esquissé la politique de décentralisation du théâtre.

Aujourd'hui, six des onze maisons de la culture sont dans une situation financière délicate, voire dramatique, et la même tentation réapparaît. Le mouvement a commencé avec la municipalisation de la maison de la culture de Chalon-sur-Saône en 1983, puis celle de Firminy dont l'association a été liquidée et où l'Etat n'intervient plus depuis le 1^{er} juillet. La maison de la culture de Reims est devenue une SARL autour d'un centre national « art et technologie » et celle de Nevers a désormais une clé de financement majoritairement local, du type des centres d'action culturelle. Même évolution à Chambéry. A Nevers comme au Havre, deux nouveaux directeurs devraient être nommés avant la fin de l'année après plusieurs mois de vacance à leur sommet.

Deux autres maisons, Bobigny et Grenoble, devaient retrouver l'équilibre, cette année, avec l'obtention de crédits supplémentaires alloués après la constatation de déséquilibres importants — emprunts garantis par la ville — l'Etat, mise en place d'un fonds de roulement. Enfin, la maison de la culture de Créteil fait l'objet d'un plan de redressement après qu'on eut constaté un déficit de 5,3 millions de francs. Le maire a proposé, au printemps dernier, un nouveau projet qui aurait détourné l'établissement de sa mission première mais ce projet a été refusé par le ministère qui doit présenter prochainement une contre-proposition.

Rennes et La Rochelle particulièrement menacées

Deux maisons de la culture sont aujourd'hui particulièrement menacées : Rennes et La Rochelle. A Rennes, on estime à 15 millions le déficit de la maison de la culture. Un audit est en cours, l'association en sommeil et la ville a nommé en accord avec l'Etat un contrôleur de gestion. La direction du théâtre au ministère indique que l'on s'oriente actuellement vers l'installation d'un conseil d'administration très fermé, c'est-à-dire réduit aux représentants des tutelles publiques.

A La Rochelle, Jacques Cousinnet, le nouveau directeur qui a pris ses fonctions il y a un an, a découvert après avoir commandité un audit que 8 millions de francs manquaient dans les comptes. Après son dépôt de bilan (le Monde du 6 octobre dernier), la maison de la culture est, aujourd'hui, en redressement judiciaire tandis que le maire, Michel Crépeau, a proposé au ministère d'en modifier radicalement les statuts et la mission. Il a

déclaré à Libération qu'il « ne mettrait plus un sou dans la maison de la culture tant que les directeurs restent irresponsables de leur gestion ».

Responsabilité que revendique pour l'avenir Jacques Cousinnet qui réclame un statut nouveau pour les maisons de la culture. Selon lui, « un conseil des tutelles fermé devrait remplacer l'actuel conseil d'administration et le directeur devrait être élu par les représentants de la gestion sur la durée de son mandat de trois ans ». Une position que partage le syndicat des directeurs du théâtre public (Syndicat) par la voix de son président, Patrick Guinand : « Il faut mettre en place un conseil des finances et maintenir la présence associative par le biais d'un conseil de surveillance qui donnerait les orientations de la politique des maisons. »

A la direction du théâtre, on va plus loin. On y étudie chaque situation, prêt à rencontrer tous les directeurs artistiques et financiers, là, on se prépare à changer les structures juridiques et financières, ailleurs pas. Dans certains cas, on dira : « On arrête », comme à Rennes, mais « pas question de jeter les maisons de la culture par la fenêtre ». Partout la direction du théâtre examine les contextes locaux, arguant de « l'existence de la décentralisation » et de la constatation que « la municipalisation des politiques culturelles n'est pas toujours un horizon ». Outre une totale responsabilisation des directeurs, l'Etat veut assumer ses devoirs en renforçant la formation de ses chargés de mission dans les directions régionales des affaires culturelles afin de mener une politique affinée, précise et d'éviter les errements que l'on sait. Rendez-vous est pris avec une profession aux abois.

O. S.

La création au prix de la gestion

par Olivier Schmitt

Le théâtre français est en crise : 80 millions de déficit cumulés à la fin de 1988. A quelques jours de la discussion du — bon — budget de la culture pour 1990 à l'Assemblée nationale, le ministre, M. Jack Lang, affirme publiquement que cette situation est « intolérable », comme il l'avait écrit discrètement aux directeurs des théâtres nationaux et d'un certain nombre d'établissements publics décentralisés : « Je vous demande de limiter les coûts de production des spectacles, de maîtriser systématiquement les postes de dépenses (...). Je compte sur vous pour que la gestion du secteur public théâtral soit sur tous les plans exemplaire. »

Certains mots sont glacés quand on les associe à la création artistique et surtout ici, au théâtre, l'art le plus fragile, en ce qu'il est vivant et le moins rentable de tous. Il n'a de vie et de force que celles de ses auteurs, metteurs en scène et interprètes à la condition que l'Etat, en France comme ailleurs, s'y intéresse et l'encourage. L'Etat a pris ses responsabilités, en créant de nouvelles salles de spectacle et de nouvelles institutions, au milieu des années 60, et les multipliant depuis ; en nommant à leur tête des hommes de l'art qui faisaient l'unité ; en leur donnant des crédits importants lors du changement politique de 1981 quand Jack Lang, formé à la vie publique par le théâtre, prit en main la politique culturelle.

Mais l'Etat a commis l'erreur de maintenir trop longtemps en place certains créateurs dont l'ambition artistique n'expliquait pas le déficit de leur gestion. Plus grave, il a couvert délibérément certains de ces déficits, par amitié, et refusé d'en couvrir d'autres, par inimitié. Il n'a pas toujours fait preuve de constance dans l'attribution de ses subventions. Le collectif budgétaire

de l'été 1988, après l'arrivée rue de Valois de François Léotard, a gravement handicapé des institutions dont les budgets ont été amputés arbitrairement de 4 % alors que les engagements étaient pris.

Ce désordre s'explique : l'organisation et le financement du théâtre public n'ont pas fait l'objet en France, depuis de longues années, d'une véritable réflexion qui, seule, aurait pu permettre la rénovation, aujourd'hui urgente, d'un secteur menacé : par les convoitises d'élus locaux qui voudraient bien faire rentrer dans leur giron des établissements qui leur échappent ; par l'Etat lui-même qui transférerait désormais volontiers certaines institutions aux collectivités locales au nom de la décentralisation.

Les moyens existant de redresser cette situation. Jack Lang en a la conviction. Est-ce un hasard s'il a confié à Bernard Faivre d'Arcier,

énarque indéniablement épris de culture, la direction du théâtre et des spectacles. Il y a un mois ? Celui-ci s'apprête à résoudre une équation difficile : réconcilier le théâtre et l'argent, le créateur et la gestion. Par une plus grande vigilance de l'administration, une meilleure formation de ses représentants dans les régions, la rigueur et la transparence des comptes des théâtres et la mise en place, partout, de tandems créateurs-gestionnaires capables d'allier politique artistique ambitieuse et gestion convenable.

La crise actuelle indique que le temps est venu de réviser la politique de décentralisation dramatique. Mais cette réforme, si l'on convient qu'elle peut passer par un transfert de certaines responsabilités de l'Etat aux collectivités locales, doit être impérativement précédée de l'énoncé d'une politique claire du théâtre.



Le Théâtre Contemporain de la Danse, le Festival d'Automne à Paris, et le Théâtre de la Bastille présentent

Les Marchands
Les Bâtisseurs

Chorégraphie
Daniel LARRIEU

du 2 au 10 novembre 1989 à 21 h
dimanche 5 novembre à 17 h

Théâtre de la Bastille
location 43 57 41 14

سكن من الاصل

صكنا من الاموال

CULTURE

EXPOSITIONS

Les malentendus de l'art africain

Deux expositions nous donnent à voir de la sculpture africaine. Avec quelles lunettes l'européen doit-il les visiter ?

Peu de temps après avoir été créé, nous dit une légende Makondé, le premier homme modèla une figure féminine. Son travail achevé, il s'endormit. A son réveil, la statuette était devenue une vraie femme. Le Pygmalien africain fut, bien sûr, séduit par sa création. Il en réalisa beaucoup d'enfants : le peuple Makondé, aujourd'hui un demi-million d'individus qui vivent de part et d'autre des frontières du Mozambique et de la Tanzanie. L'ancêtre originelle a longtemps fait l'objet d'un culte. Ce qui explique peut-être l'abondance des figures féminines sculptées, en particulier ces « masques de poitrine », dont on peut voir deux exemplaires au Musée des arts africains et océaniques (MAAO) qui consacre une exposition à cette ethnologie, pratiquement seule de la région à produire en abondance de la sculpture.

L'ingélate série de masques-heaumes, rassemblés avenue Daumesnil, font, bien sûr, la part belle au visage féminin, orné de tatouages appliqués à la cire ou de scarifications creusées dans le bois. Les paupières sont lourdes, taillées en biseau. Les coiffures sont faites de vrais cheveux. La lèvre supérieure, déformée, découvre des dents pointues. Les plus saisissants relèvent d'un réalisme à la limite du fantastique et de la caricature.

Depuis le début du conflit qui ravage la région, ces masques si caractéristiques apparaissent fréquemment sur le marché occidental. Les pièces exposées ici viennent du Mozambique, mais aussi de Berlin et de Lisbonne, les capitales des deux anciennes puissances coloniales : le Portugal, présent en Mozambique jusqu'en 1974, et l'Allemagne, puissance occupante de la Tanzanie, jusqu'à l'indépendance de la première guerre mondiale. C'est d'ailleurs un Allemand, Karl Veneke qui collecta, vers 1905, ces étonnantes petits masques humains, mi-animaux, taillés dans des bois légers que l'on peut voir au MAAO.

Le colonisateur portugais, lui, favorisera à partir de 1920 l'activité des sculpteurs au point de les exempter du travail obligatoire. L'influence européenne va se faire sentir avec de plus en plus d'insistance. Les praticiens Makondé se mettent à utiliser des bois lourds comme l'ébène et des matériaux nouveaux comme l'ivoire à l'instigation de leurs clients colons et missionnaires. Si certains de ces objets ont un certain charme, la plupart tombent vite dans l'anecdote. Les choses se gâtent davantage avec le dernier volet de l'exposition où l'on peut voir des œuvres créées depuis la fin des années 50. Une technique

appauvrie, un imaginaire stéréotypé, un expressionnisme basel, sont les caractéristiques d'une production dont les auteurs, nous dit le catalogue, « ont dorénavant un statut d'artistes et revendiquent la paternité de leurs œuvres en les signant ». Cette exposition fourne tout relèbe, on l'a compris, de la politesse diplomatique. Il est dommage que le MAAO soit, de longue date, abonné à cette pratique.

Dialogue des objets

« Corps sculptés, corps parés, corps masqués », est un panorama des arts de la Côte d'Ivoire qui se tient au Grand Palais, sous des auspices tout aussi officiels. Un traitement « diplomatique » était à redouter. L'entreprise, pilotée par Marc Augé, Etienne Fèau et Savané Yaya, est plutôt une réussite. La présentation est sobre. Les objets, incontestables, sont bien mis en valeur. La sélection est de qualité, même si on peut regretter la sous-représentation de certaines ethnies, comme celle des Lobis. Elle a été faite à partir des collections du musée d'Abidjan. Les organisateurs l'ont complétée en empruntant des pièces à des musées français et à quelques collections particulières.

De ce fort bel ensemble, on peut retenir un masque oubi, à double rangée d'yeux tubulaires, très spectaculaire, où la paire de statuettes « Enkweledoo » senoufo, aux bras articulés, enveloppées de tissus, hérissées de plumes ; s'extasier sur les trésors des chefferies abron et de l'indénié ou sur la finesse des bijoux akas ; comparer les patines de telles figurines, arabis et baoulés ; retracer, enfin, la généalogie des collections auxquelles ont appartenu certaines pièces, un sport apprécié des amateurs.

Il ne manque pour lier les éléments de cette exposition qu'un concept. Son absence gêne. Le prétexte géopolitique est insuffisant : les ethnies qui composent la Côte d'Ivoire dépendent largement les frontières nées de la colonisation. Leur regroupement est aussi artificiel que la tripartition annoncée : sculptures, masques et parures — est banale en dépit de son titre pompeux. Paradoxalement, le dialogue entre les différents objets est affecté par la sobriété même de la présentation.

Au bout d'un moment, le regard glisse, devient comptable. « Pour celui qui ne veut pas s'aventurer, notait déjà Michel Leiris, l'art africain reste un inventaire : tableau des diverses formes d'art, revue des divers groupes ethniques

que leur activité plastique signale à l'attention, caractérisation et localisation des styles, mise en évidence de quelques influences subies ou exercées. » La timidité conceptuelle de l'exposition nous empêche-t-elle de saisir toute la subtilité des formes qui nous sont proposées ? N'auront-elles point perdus dans cette célébration gommée quelque peu de son « africanité » ?

Pour Savané Yaya, conservateur en chef du Musée national d'Abidjan, l'un des maîtres d'œuvre de la manifestation, le but recherché est atteint : « Nous voulons créer un événement et répondre à l'attente du public parisien. » Mais, dans le même mouvement, il résume le principe d'une telle exposition : « Je refuse complètement la problématique de l'œuvre d'art dans laquelle on veut cantonner les manifestations de notre culture. Au Grand Palais, j'ai l'impression de voir des objets muets. Les masques, par exemple, sont présentés comme des sculptures. Or ce sont des institutions relevant du sacré et les ambassadeurs de notre mémoire. Ils nous racontent une histoire, notre histoire. Leur esthétique n'est pas négligeable mais, somme toute, secondaire. Leur charge éducative nous importe plus. Nous avons hérité du musée colonial et de ses objets sans âme. Notre travail est d'en faire des lieux où les Africains retrouveront la conscience de leur passé. Notre devoir, à nous conservateurs de musées africains, c'est de briser le regard européen qui, après avoir longtemps nié notre culture, est en train de se l'approprier. »

Détérioration et prévention

Mais pour ces conservateurs, la tâche est rude. Les musées « hérités de la période coloniale » sont restés de longues années dans un état proche de l'abandon. Combien d'entre eux, à commencer par celui d'Abidjan, ont été plus ou moins pillés ? Combien de chefs d'œuvre en moins ? Combien de collections publiques pour offrir des cadeaux à leurs bêtes de passage ? Les inventaires ne correspondent plus à rien. Les matériaux fragiles (bois, tissus), surtout sous des climats chauds et humides, se dégradent rapidement. Tout est à faire : convaincre les gouvernements de financer de telles entreprises, former des conservateurs comme du personnel technique, rédiger des inventaires et des catalogues, organiser des collectes et des expositions, empêcher enfin que les objets sortent trop massivement de leur



Statue d'homme assis, Baoulé (Musée d'Abidjan, ancienne collection Vlamincq)

de l'origine pour gagner l'Occident.

Tout le monde s'accorde pour souligner la détérioration rapide des collections dans les établissements africains. La première tâche est de former des responsables à tous les niveaux. Ces cycles de formation sont inexistants au sud du Sahara et inadaptés en Europe ou en Amérique. Aussi, depuis 1986, l'ICCROM (Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels), dont le siège est à Rome, a lancé sous la houlette d'un français, Gail de Guichen, le projet PREMA (Prévention dans les musées africains). Après quelques tâtonnements la mise en route d'un cycle de onze mois destiné aux étudiants de l'ensemble du continent noir, est mis en place.

Chaque promotion — une douzaine d'étudiants, titulaires d'un baccalauréat au minimum, mais souvenant d'une licence ou d'une maîtrise — est initiée aux arcanes de la conservation, dans tous les domaines. Ces études sont sanctionnées par un diplôme universitaire délivré par l'université de Paris-1. Enfin une enquête a été menée, en février 1988, auprès de seize musées de l'Afrique subsaharienne afin de préciser leurs besoins en matière de formation. Le financement de PREMA est recherché (et trouvé) en dehors du budget de l'ICCROM. La phase pilote qui vient de s'achever a coûté

950 000 dollars (environ 6 millions de francs) collectés auprès d'organismes internationaux (UNESCO, CEE), nationaux (différents ministères), de fondations, grandes et petites (Getty, Ford, Dupont) ou de compagnies privées (UTA). Elle doit déboucher maintenant sur un plan de dix ans beaucoup plus ambitieux et beaucoup plus onéreux : 6 millions de dollars pour la décennie (environ 38 millions de francs). Savané Yaya a rencontré à Paris, une promotion de futurs conservateurs. Ils visitent un certain nombre de musées européens et viennent à la Sorbonne recevoir leur diplôme des mains du vice-président de l'université de Paris. Ils ont quand même consacré un après-midi entier à l'exposition du Grand Palais.

EMMANUEL DE ROUX

► Art Makondé, tradition et modernité. Musée des arts africains et océaniques, 253, avenue Daumesnil, 75012 Paris, jusqu'au 8 janvier.

► Corps sculptés, corps parés, corps masqués. Grand Palais des Champs-Élysées, place Georges-Clemenceau, 75008 Paris, jusqu'au 15 décembre.

Ces expositions ont recueilli le soutien des ministères des affaires étrangères, de la coopération et du développement, du secrétariat aux relations culturelles internationales et de l'Association française d'action artistique.

MUSIQUES

Une cendrillon mélancolique

Denis Krief met en scène à Nice un Rossini étincelant et subtil

Avant-dernier opéra bouffe de Rossini (le *Comte Ory* viendra onze ans plus tard), la *Cendrillon* est aussi le plus subtil et le plus lumineux par un mélange de fraîcheur, de gaieté, d'humour léger et de mélancolie, la vivacité de ses portraits et la sentimentalité de cette « comédie bourgeoise » (même si elle met en scène un prince et un baron), qui, en 1817, garde encore le parfum du siècle des Lumières. Et bien que, de ce fait, le livret de Ferretti ait supprimé les fées (et la fameuse pantoufle de vair), il reste assez de féerie pour donner à rêver.

A l'Opéra de Nice, c'est un jeune metteur en scène, Denis Krief, dont on avait remarqué les *Noies de Figaro* en Ile-de-France, il y a trois ans, qui monte cette œuvre, complexe et difficile en raison de sa vitalité surabondante. Il a conçu lui-même les décors, très sobres, mais avec quelques morceaux de bravoure comme le festin des disciples de Bacchus dans trois énormes tonneaux, et surtout le très poétique carrosse, tiré par les chevaux de Phéon, qui étincelle au milieu des nuages, puis de l'orage.

Avec une distribution rompinge à la virtuosité rossinienne, Denis Krief note le jeu sur un excellent rythme, soigneusement calqué sur la musique, et très axé sur la comédie de mouvements et de gestes.

Pourtant, l'Angelina de Raphaële Ivory (sans doute parce qu'elle ne participait qu'à une seule représentation sur sept) est restée un peu effacée jusqu'à la fin,

comme si elle ne pouvait sortir de sa condition de cendrillon et croire à son bonheur. La voix est belle, très indolore et ses fioritures, impossibles. Retrouvons-elle un autre prince aussi délicieux et rêveur que Rockwell Blake, qui chante à ravir ce rôle de valet à la Marivaux ? Elle aurait pu aussi se laisser séduire par le Dandini très élégant de William Sharp, à qui il ne manque que quelques notes graves, mais excellentes, pour faire un valet-maître fort présentable. Et auprès d'elle encore, pour la protéger, Alidoro, le bon magicien (Eugène Perry) à la belle et mystérieuse prestance.

Côté farce, on retrouve l'insupportable Magnifico de Paolo Montarsolo, énorme personnage de père indigne aux mimiques impayables, qui utilise les ficelles les plus voyantes et se bourre d'airs pastoraux avec un bonheur toujours contagieux. Il extralève dans une farandole endiablée ses deux filles (Nicole Labarbe et Nicole Monestier), des pimbobes dédées et féroces dans leurs robes aux couleurs criardes de perroquet.

Les costumes de Gérard Audier sont d'ailleurs un des plaisirs de ce spectacle, mariant les habits Dircotaires ou Restaurateurs des personnages principaux aux somptueuses toilettes Louis XIII des chœurs !

Un jeune chef musicien, Peter Vizard, dirige avec vivacité et précision l'Orchestre de Nice, très pétillant tout au long de la soirée.

J. L.

Enrico Macias à l'Olympia

En vingt-sept ans de chansons, Enrico Macias a chanté l'exil des pieds-noirs, l'assimilation métropolitaine, le français moyen, la réconciliation israélo-égyptienne, l'humanité tout entière enfin.

Imperméable à toutes les modes, fidèle à la même équipe (le parolier Jacques Demany a écrit pour lui trois cents chansons, dont *Enfants de tous pays* et de toutes couleurs), ne reculant jamais devant les majuscules — mais connaissant bien ses limites d'interprète — Macias est toujours prêt à mettre son cœur à nu, à parler d'amour, d'amitié et de soleil.

Sa voix a même touché les États-Unis, où régulièrement, depuis vingt et un ans, il chante en hébreu, en espagnol et en anglais dans une trentaine de villes. « Enrico Macias, a écrit un jour un journal de Houston, c'est un peu comme l'ONU. »

C. F.

► Olympia, 20 h 30.

► RECTIFICATIF. La mort de Kaleb Yacine. — Dans l'article de J.-P. Poronci-Hugon sur la disparition de l'écrivain algérien (*Le Monde* du 31 octobre), il fallait lire que son village natal, Condé-Smendou, évoquait « une France princière » (et non pas printanière) « et une Algérie paysanne ».

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

CHATELAIN THÉÂTRE MUSICAL de Paris Vendredi 3 Lundi 8 novembre 12 h 45 (s.a. Valenciennes)	Solistes de l'ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE BEETHOVEN
THÉÂTRE CHAMPELIER Lundi 8 novembre 20 h 30 (s.a. Valenciennes)	Anne-Sophie MUTTER Violon WUERTTEMBERGER-GISCHES KAMMERORCHESTER HELBRONN RESPIRA, BACH TCHAIKOVSKI
Opéra Mercredi 8 novembre 8 h 30 (s.a. Valenciennes)	J.M. FOURNIER PRODUCTIONS CYRIL HUVE Joue LISZT-BEETHOVEN CHOPIN Sur piano Erard 1880
SALE GAYEU Jeudi 9 novembre 20 h 30 (s.a. Valenciennes)	J.-M. FOURNIER prod. Jean-Louis STEUERMAN Piano BACH, BEETHOVEN SCHUBERT SCHUMANN
Théâtre CHAMPELIER Jeudi 10 novembre 19 h 30 (s.a. Valenciennes)	Orchestre et Chorale KUENTZ HAENDEL Dixit Dominus MOZART Gde Messe et min.
Opéra Mercredi 22 novembre 20 h 30 Lun. 23 3 h 30 3 h 45 Agnes par 18 45-48-12-21 (s.a. Valenciennes)	CONCERT DE MUSIQUE RUSSSE GRAND ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MOSCOU CHORUS ACADEMIQUE ALEXANDRE YORLOV DR. VLADIMIR FEDOSSEV TCHAIKOVSKI Ukrigie de St Jean Chrysostome PROKOFIEV Ivan le Terrible

42 62 59 49
JARDIN D'HIVER
MM
THEATRE OUVERT
LE BEURRICHON
de
Joël Jouanneau
La magie opère. Le Monde
Miracle. Libération. Des
acteurs admirables. Le
Quotidien. Une saga bur-
lesque et tendre. L'Humanité

SAINT GEORGES Loc. 48.78.63.47
et agences
MARTHE VILLALONGA
ANDRÉ VALARDY
*Comment devenir
une mère juive
en dix leçons*
d'après Dan GREENBURG
Mise en scène Tooti MASSON

T. H. E. A. T. R. E
MOGADOR
TANGO ARGENTINO
UN SPECTACLE DE CLAUDIO SEGOVIA ET HECTOR OREZZOLI
RADIO
MOStalgie
LOCATION: 48 78 75 00
DANS LE CADRE DU FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS
Télérama

CULTURE

VENTES

Les déboires d'un milliardaire déchu

Roberto Polo voulait être un nouveau Médicis
Ses déboires financiers ont provoqué sa chute. On vend ses collections

En novembre, New-York vit au rythme des ventes aux enchères de célébrités. La réputation de propriétaire est aussi importante que la collection. Seule exception à la règle, la vente Roberto Polo. Prudemment, Sotheby's préfère mettre l'accent sur une console Louis XVI dont le pendant est au Louvre ou sur une pendule musicale Louis XV signée Saint-Germain, plutôt que sur la personnalité controversée de l'homme d'affaires américain accusé d'avoir détourné quelques 110 millions de dollars. A la requête du fisc américain et de ses créanciers, Roberto Polo met en vente son mobilier des dix-huitième et dix-neuvième siècles. Il est estimé à 4 millions de dollars (plus de 25 millions de francs). Ses tableaux anciens et modernes valent aussi et il y a quelques jours un sort identique. Bijoux et sculptures devraient suivre. Tous avaient été saisis à son domicile, dans sa galerie d'art et dans son entrepôt de New-York.

Celui qui voulait être le Médicis des années 80 est à ce jour en liberté provisoire en Italie. Il risque l'extradition vers la Suisse pour y être jugé. Tout semblait pourtant réussir à cet homme, dont on ne cessait de louer le charme, l'intelligence et le brio. Après une maîtrise d'histoire de l'art à l'université Columbia à New-York, le jeune Polo — d'origine cubaine — entre à la Citibank comme analyste financier. En 1981, à trente ans, il la quitte pour fonder sa propre société d'investissements : le Private Asset Management Group. Ses clients sont coréens ou latino-américains, domiciliés pour la plupart aux Bahamas ou à Curaçao. Dès 1983, la société Rostica Holdings, installée aux îles Caïmans, lui confie la coquette somme de 55 millions de dollars. Dans un premier temps, tout le monde semble satisfait de ses services, mais le fastueux train de vie mené par Roberto Polo et son épouse commence à inquiéter ses bailleurs de fonds.

Il parait devant les œuvres d'art qui ornent ses appartements de New-York, Saint-Domingue, Genève, Monaco et Paris. Il monte un magasin d'antiquités, Jacob Frères Ltd, puis une maison de couture Miguel Cruz International qui se révèle être un gouffre financier et projette le lancement d'un nouveau parfum. Volontiers mécène, il offre au Metropolitan Museum de New-York un Christ de Marisol, au Louvre, la couronne de la princesse Eugénie, ainsi que l'Adoration des bergers de Fragonard. Ces dons s'élèvent à près de 15 millions de francs. Il reçoit du ministre de la culture les insignes de commandeur des Arts et Lettres et Pierre Rosenberg, conservateur en chef du département des peintures au Musée du Louvre, préface le catalogue de la collection de tableaux du

dix-huitième siècle qu'il metait en vente à Paris en mai 1988.

Cette dispersion, orchestrée brillamment par M^r Tajan, devait consacrer sa réussite sociale. Elle ne marque que le début de sa chute. Ses déboires financiers se multiplient. Roberto Polo veut de liquider l'ensemble de ses bijoux pour 10 millions de dollars quand les plaintes de ses créanciers provoquent contre lui un mandat d'arrêt international pour détournement de fonds. La veille du jour où ses tableaux devaient être vendus, on apprend que son appartement parisien, qu'il avait acheté, ainsi que son contenu, évalué à plus de 25 millions de dollars, étaient mis sous séquestre. La vente en pâtit. Elle ne produisit que 81 millions de francs, bien en dessous des estimations. Roberto Polo disparaissait de la scène. Quelques temps plus tard, on apprenait son incarcération en Italie.

Les cadeaux faits au Louvre

Et si, par la suite, M^r Lombard vendait une toile de Toulouse-Lautrec, A. Batignolles, plus de 30 millions de francs et le Crédit municipal de Paris adjudicait le soldé des bijoux du milliardaire déchu pour 20 millions de francs, le produit de ces transactions en

France comme aux Etats-Unis reste bloqué tant que la justice américaine n'a pas tranché sur le bien-fondé de la plainte de ses créanciers.

La justice française, elle, doit régler les litiges qui opposent Rostica Holdings à des antiquaires parisiens. Ces derniers, après la saisie des biens de Roberto Polo à Paris, ont fait valoir leurs droits sur certaines œuvres mises sous séquestre. Selon eux, ces pièces avaient été prêtées au collectionneur en vue d'un achat ultérieur. Maurice Séguin, spécialiste du dix-huitième siècle français, a démontré, preuve à l'appui, qu'il était le propriétaire d'un cartel Louis XVI trouvé chez Roberto Polo. Le juge a ordonné la restitution de l'objet à son propriétaire. La société des îles Caïmans s'est inclinée devant cette décision.

Monsieur S. a eu moins de chance avec deux toiles de Van Dongen qu'il revendiquait : la Batignolles et la Desvilles et le Lévrier bleu. Le marchand avait déclaré avoir prêté ses deux tableaux à Roberto Polo dès septembre 1986, mais n'avoir pas demandé de reçu étant donné leur liens d'amitié. Les déclarations de Monsieur S. furent contestées par un témoin qui déclarait avoir vu ses deux œuvres un an plus tôt à New-York chez Jacob Frères Ltd. Roberto Polo, par ailleurs, les avait assurées 325 000 dol-

lars pièce et avait même dépensé 2 050 dollars pour les faire restaurer. Le tribunal présidé par M^r Le Foyer De Costil, considérant que Roberto Polo avait agi en propriétaire, déboute monsieur S. de sa demande. Ce dernier a fait appel.

Au cours du procès, la présidente s'est étonnée du risque ainsi pris par les marchands. « On est obligé de ménager la susceptibilité d'un tel personnage », dira un des témoins. « Faire signer un reçu pouvait être mal perçu et faire manquer une vente ». Une déclaration que le tribunal de grande instance de Paris entendra souvent mais qui ne convaincra pas tout le monde. Certains y voient une pratique destinée à dissimuler tout ou partie de la vente au fisc.

Après la dispersion des biens de Roberto Polo à New-York, s'achemine-t-on vers la même issue à Paris ? C'est plus que probable. Les cadeaux faits au Louvre seraient remis en question ? Vraisemblablement pas. Les créanciers devraient en effet prouver que les représentants du musée français étaient au courant des pourparlers judiciaires engagés contre Roberto Polo avant la réception des dons.

ALICE SÉDAR

► Vente : mobilier et objets d'art du dix-huitième siècle, le 3 novembre chez Sotheby's à New-York.

Les Français découvrent l'architecture

Ils sont de plus en plus nombreux à penser que les bâtiments publics et les immeubles d'habitation s'améliorent

Deux sondages sont venus à point nommé fêter la leur manière d'ouverture du dixième Salon international de l'architecture (SIA), le 28 octobre, dans la grande halle de La Villette. Deux sondages dont les chiffres, placés en regard, peuvent apparaître paradoxaux, mais dont on trouve un début d'explication à parcourir les travées du salon. Le premier, publié dans ces colonnes, met en évidence la terrible situation de l'enseignement de l'architecture en France - Le Monde du 26 octobre). Circumstance aggravante, il indique un décalage très net entre la relative satisfaction qu'affichent les étudiants sur l'adaptation de ces études (56 %), et la déception des jeunes diplômés qui, majoritairement, estiment ces mêmes études inadéquates. Le second sondage, qui vient d'être rendu public par l'Ordre des architectes, évalue l'opinion des Français sur l'architecture, autrement dit sur ce que l'on pourrait penser être le résultat de ces mêmes études.

Selon ce dernier sondage (1), la perception de l'architecture par les Français a évolué de façon remarquable depuis trois ans. Ainsi, tandis qu'en 1987, une personne sur deux (49 %) ne pensait l'architecture qu'en termes de patrimoine, près de deux sur trois l'associent désormais aux constructions actuelles (30 %), ou aux grands projets et aux villes nouvelles (29 %), le patrimoine restant toutefois à 33 %. Certes l'intérêt général s'aggrave, puisque 51 % des Français (contre 32 % en 87) disent s'intéresser peu ou pas du tout au sujet. Mais, pour presque toutes les catégories de construction, les Français sont de plus en plus nombreux à estimer que l'architecture s'améliore : les équipements sportifs (72 %), les bâtiments publics (68 %), les bureaux (65 %), les immeubles d'habitation comme les maisons individuelles (58 %), les écoles (56 %).

Le vent est donc à l'optimisme, même si l'on perçoit clairement à travers les questions l'extrême prévalence de l'ordre, qui semble ne pas tenir à avoir une image trop précise de la profession et de ses produits. Ainsi ne demande-t-on pas si l'architecture est enthousiasmante, époustouflante, formidable, simplement bonne, ou au contraire mauvaise, lamentable, décevante, voire cataclysmique. On demande le plus humblement du monde si l'on pense qu'elle s'est améliorée. C'est dire l'estime que la profession se porte à elle-même. Mais qui aime-t-il est vrai, à l'instar même de étudiants et jeunes diplômés témoignent d'un doute cruel, qui aime-t-il se faire tailler ainsi le portrait ? L'architecture reste donc, même dans les sondages, un art relatif.

Bordeaux et son fleuve

On le voit bien au SIA. Un salon qui, incontestablement a gagné en qualité, en exigence, par rapport à son premier épisode. Un salon qui, pourtant, qu'il soit tel, lui aussi, comme la FIAC, sur la réalité d'un marché, mais aussi, sur les vanités, les pulsions, les intérêts, les conflits... De canards boiteux, on ne trouvera cependant pas la trace, car tout est fait ici avec tant de bonnes intentions que partout, même sur les stands les plus suspects d'opportunistes politiciers ou commerciaux, la pire se fait pardonner par de délicates attentions.

Tenez, il y a plusieurs stands, de villes ou de promoteurs, qui sont venus tout fièrement montrer au public international le souci qu'ils ont de l'architecture et de l'urbanisme, à travers de tragiques projets signés de sous-écoles de Boffill. Pas la moindre trace d'urbanisme, bien sûr, à moins d'assimiler l'urbanisme au maniement du compas et d'imaginer que la place Saint-Pierre de Rome ait en l'ambition de déborder la Ville éternelle. Pas

d'architecture non plus, en tout cas pas à l'œil nu malgré l'excellence des maquettes. Mais comment en vouloir à ces maîtres et à ces financiers, quand l'exemple vient de si haut. De Bordeaux, par exemple.

Or, c'est de Bordeaux, notamment, que vient la surprise. Quelques projets suscités par la remarquable et courageuse association Arc en Rêve, (soutenue par la mairie), viennent poser autant de jalons qui, face au projet de Boffill pour la rive droite de la Gironde, permettent, même s'ils ne sont pas franchement réalisables, de penser avec vérité le rapport de la ville à son fleuve. D'autres villes présentent un nombre égal d'années de Nouvel ou d'Architecture Studio. Ça paraît plus frais, mais c'est, le plus souvent, tout aussi caricatural que le post-Boffill. Ah, qu'il est dur de singer l'avant-garde !

Mais, et c'est là que le principe de la relativité en architecture trouve sa plus grande étendue, c'est entre ces pôles excessivement visibles de la construction, que se place l'opinion à laquelle se réfèrent les sondages. Sans formation dans le primaire, le secondaire, ni dans les universités - à moins d'en faire leur profession - sans tradition familiale, comme on en trouve en Italie, comment le Français saisi par l'IPSOS pourrait-il avoir un avis un tant soit peu aigu, exigeant, sur l'une des productions les plus complexes du génie humain ? A moins d'estimer que l'analphabétisme donne une fraîcheur incomparable au jugement, force est de constater que l'inculture architecturale - dont ne sont pas exemptes les professionnels - ne favorise guère le projet d'une architecture nationale.

D'où sans doute l'ambition internationale du salon. La forte présence des « grands projets » nationaux (le Monde du 25 octobre), l'impact de la représentation italienne (où le pire reste toutefois attentif à ne pas disparaître), les expositions d'architectes japonais et de l'Irakienne Zaha Hadid, et aussi, ici et là, au hasard des stands, des réalisations françaises de tout premier ordre, tout cela peut permettre aux professionnels de restituer leur métier, de façon plus complexe que ne le permettent les revues spécialisées, et au public de prendre peu à peu la mesure de ce qui s'améliore pour de bon dans le no man's land de l'architecture.

FREDERIC EDELMANN.

(1) Sondage réalisé par l'IPSOS, à la demande de l'Ordre des architectes, auprès de 900 personnes représentatives de la population âgée de quinze ans et plus, et interrogées du 25 au 29 septembre 1989 (méthode des quotas).

(Lire également page 16 l'article de Gérard Courtot sur la création de deux écoles d'architecture).

SÉLECTION OFFICIELLE CANNES 89

黒い雨 PLUIE NOIRE

"LE CHOC,
le plus gros coup de foudre de ce festival,
c'est à l'évidence PLUIE NOIRE d'Imamura."

"PLUIE NOIRE est le plus beau film de cette rentrée."

"Un film majestueux."

Le Monde

"C'est sans doute le plus achevé, le plus intense,
le plus accompli des films sur ce thème."

L'Humanité

"Un film terrifiant d'optimisme."

Libération

"Une tragédie moderne magnifiquement mise en scène."

Cinéma

"Un film d'une beauté écrasante."

La Croix

"PLUIE NOIRE d'Imamura est un film somptueux,
d'une délicatesse infinie."

Vogue

SHOHEI IMAMURA

Une odeur de jamais vu!

DU 2 NOVEMBRE
AU
29 NOVEMBRE 89
GRAND
CONCOURS

le nouveau
Observateur
+ DE 5000
BOUTEILLES
A GAGNER

CETTE SEMAINE, LE PREMIER CONCOURS DU NOUVEAU OBSERVATEUR
OU VOTRE NEZ AURA UN RÔLE À JOUER



nom prénom
adresse
places à 180 F = F
1^{re} date 2^e date

Joindre un chèque libellé à l'ordre de Hamlet accompagné d'une
enveloppe timbrée à vos noms et adresse à envoyer à :
ENTREES SPECTACLES, 25, rue Mogador, 75009 PARIS

سكن من الاحل

صحة من الاصل

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Le maire ayant accordé « un sursis » au gouvernement Les élèves immigrés de Montfermeil seront scolarisés normalement

Les enfants immigrés du quartier des Bosquets de Montfermeil, en banlieue parisienne, pourront poursuivre leur scolarité normale après les vacances de la Toussaint. Le maire de la commune, M. Pierre Bernard (divers droite), a décidé lundi 30 octobre, de ne pas donner de suite à ses menaces contre deux directrices d'écoles maternelles qui avaient inscrit des élèves immigrés malgré sa interdiction. M. Bernard avait paré d'exclure ces chefs d'établissement du service public, tout en annonçant que ses services ne prendraient plus en charge la cantine, la garderie, les transports et l'entretien des locaux à partir du 6 novembre.

Le préfet de la Seine-Saint-Denis, M. Raymond-François Le Bris, avait mis en demeure M. Bernard de ne pas interrompre le fonctionnement normal du service scolaire et saisi le tribunal administratif pour demander le sursis à exécution et l'annulation de la décision du maire. M. Le Bris a répondu à M. Bernard, qui réclamait un dispositif social d'urgence pour le quartier des Bosquets, que des mesures de rénovation seraient prises très prochainement.

D'autre part, dans une lettre envoyée le 30 octobre au préfet de Seine-Saint-Denis, la municipalité de Montfermeil déclare « accorder deux mois de sursis au gouvernement pour un contrôle rigoureux de l'immigration, l'instauration d'un grand débat national sur le problème, l'établissement d'une charte des droits et devoirs des immigrés, la mise en place d'actions d'exception de l'État pour la réhabilitation et la reconstruction des cités inhospitalières ».

Les évêques s'opposent à M. Jospin à propos du catéchisme

Juste avant de se séparer, lundi 30 octobre, de l'issue de leur assemblée plénière annuelle, les évêques de France ont entendu, à Lourdes, une communication de Mgr Pierre Plateau, archevêque de Bourges, président de la commission épiscopale de l'enseignement religieux, sur l'état des négociations avec le ministère de l'Éducation nationale, touchant à l'enseignement du catéchisme. En effet, les autorités confessionnelles estiment que l'enseignement religieux en France est menacé par le transfert de plus en plus fréquent des cours du samedi au mercredi, libérant ainsi le week-end, mais désorganisant le catéchisme.

Le ministre de l'Éducation nationale subordonne le règlement de cette affaire du temps réservé à l'enseignement religieux à une refonte générale de l'enseignement primaire. L'une de ses dernières propositions, selon Mgr Plateau, qui a rencontré M. Lionel Jospin en septembre, serait de garantir, aux

enfants qui souhaitent un enseignement religieux, la disposition d'une heure et demie en fin d'après-midi pendant un jour de la semaine (lundi, mardi, jeudi ou vendredi).

« Dans la répartition de la semaine scolaire telle qu'elle existe actuellement, une telle proposition est inacceptable », a déclaré Mgr Decourtray, président de la conférence épiscopale. « Il faudrait que les enfants puissent bénéficier au moins d'une demi-journée, pour que nous puissions organiser le catéchisme ». Avec ses 220 000 catéchistes, l'Église catholique ne peut pas y parvenir dans d'autres conditions. Rappelons que l'autorité religieuse doit être consultée par l'inspecteur académique à chaque fois qu'un établissement décide de passer à la semaine continue. Sur ce point, des évêques ont gagné des procès aux tribunaux administratifs contre les autorités académiques.

H. T.

Prévue le 5 novembre à Paris Une nouvelle manifestation pour le foulard islamique est interdite

M. Pierre Verbrugghe, préfet de police de Paris, a interdit, lundi 30 octobre, la manifestation en faveur du port du foulard islamique à l'école, prévue le dimanche 5 novembre par l'association musulmane intégriste La Voix de l'Islam. En invoquant les mêmes raisons de risque de « trouble de l'ordre public », le préfet de police a également interdit un rassemblement anti-intégriste qui devait avoir lieu, mardi 31 octobre, place de la Bastille, à l'initiative d'une association de jeunes Françaises d'origine maghrébine. Expression maghrébine au féminin.

« M. Joseph Sitruk : « une tolérance mitigée » ». Dans une interview à l'hebdomadaire *Actualité juive* du 1^{er} novembre, M. Joseph Sitruk, grand rabbin de France, se prononce pour le port du foulard islamique ou de la kipa à l'école publique : « Je peux comprendre qu'on puisse être dérangé par un tchador ou une kipa, mais je n'admets pas qu'on puisse ordonner de l'enlever, car il y a alors une intolérance grave », a expliqué M. Sitruk. Il se déclare favorable à une réforme de l'école laïque tolérant l'expression des religions : « Pas une tolérance mitigée, presque négative (...). Une tolérance qui fait qu'on accepte l'autre tel qu'il est ».

« L'école publique menacée de libéralisation ». M. Jean-Claude Barabant, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-PPC), vient d'adresser une lettre au ministre de l'Éducation nationale pour lui reprocher son attitude à l'égard du port du foulard islamique à l'école. « Cela rend inopérant tout dialogue des enseignants avec les familles pour les convaincre de l'absence d'obligation à l'école, de tout signe religieux. Elles peuvent toujours se sentir assurées que leur intransigence devra rencontrer la soumission de leurs interlocuteurs », déclare M. Barabant.

« L'école publique n'est pas un lieu de prosélytisme des idéologies de groupe. Elle doit être préservée de la libéralisation qui menace ».

Pour apaiser le mécontentement des étudiants et des enseignants Deux nouvelles écoles d'architecture seront créées dans la région parisienne

Mise en place d'un statut des enseignants en architecture, création de deux nouvelles écoles dans la région parisienne, ouverture d'une vaste consultation sur l'avenir des formations d'architecte : M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, s'est efforcé, mardi 31 octobre, d'apporter des réponses à la crise aiguë que traverse l'enseignement de l'architecture.

En décidant d'organiser, avec l'Ordre des architectes, les 30 et 31 octobre, un colloque sur l'enseignement de l'architecture en France, le ministre de l'équipement savait qu'il risquait de mettre le feu aux poudres et de créer une situation à laquelle il serait obligé de répondre par des mesures concrètes et rapides. Le scénario aura été respecté à la lettre.

Dans l'amphithéâtre plein à craquer de la grande salle de La Villette, au milieu des banderoles des étudiants en colère qui avaient envahi la salle, tout ce que les enseignants, les responsables d'école et les élèves avaient sur le cœur a explosé comme une crise trop longtemps retenue : la « grande colère » de cet enseignement dépourvu de moyens matériels et humains suffisants ; le manque d'autonomie des écoles et l'absence de statut des enseignants ; les réformes à répétition avortées ou inachevées ; le contenu et la qualité des enseignements ; ou encore les inéquités sociales par rapport aux autres carrières du secteur européen (le Monde du 26 octobre).

Bref, comme devait le souligner avec force M. Paul Quinrand, directeur de l'école d'architecture de Marseille, « Nos écoles sont dans une situation de crise dramatique ».

Avant de se lancer dans la question de la réforme de l'enseignement de l'architecture, le ministre a d'abord évoqué la responsabilité des enseignants.

M. Michel Delebarre ne pouvait espérer meilleure entrée en matière pour répondre, le 31 octobre, aux problèmes les plus urgents. En premier lieu, le statut des enseignants. Recrutés depuis 1968 sur des concours à indice bloqué, sans aucune perspective de carrière, les quelque neuf cents enseignants des écoles d'architecture ne sont pas des enseignants ordinaires. Ils viennent, sur le principe, d'obtenir satisfaction. Michel Delebarre a en effet annoncé la constitution d'un corps d'enseignants titulaires des écoles d'architecture, fondé sur un recrutement national, et offrant progression de carrière, mobilité et statut possible avec la poursuite de la pratique professionnelle.

Deuxième dossier brûlant : la restructuration des écoles de la région parisienne. Inacceptable vétusté de certains locaux, unités trop petites, insuffisance criante des équipements, implantations dispersées : tout incite, aux yeux du ministre, à une remise à plat de la carte des formations. M. Delebarre a donc annoncé la création de deux nouvelles écoles d'architecture. À l'est de Paris, la cité Descartes, à Marne-la-Vallée, à côté de la future Ecole des ponts et chaussées, devrait accueillir une école tournée vers la recherche et l'innovation technologique. Le second projet devrait voir le jour dans le secteur de la Défense, à proximité, voire sur le campus de l'université de Nanterre. Cette école serait centrée sur les problèmes de la ville et l'aménagement urbain.

Marne-la-Vallée et la Défense

Mais tous les enseignants actuels ne seront pas titularisés : les deux tiers environ des postes créés dans ce nouveau corps leur seront réservés tandis qu'un tiers sera ouvert, sur concours, à des jeunes professionnels ou chercheurs capables d'apporter du sang neuf à la communauté des enseignants. Actuellement très dispersées, les obligations de service devraient être unifiées autour d'une douzaine d'heures d'enseignement par semaine. La mise en place de ce nouveau corps devrait être établie sur cinq ans.

Les enseignants qui ne pourront immédiatement — ou qui ne souhaiteront pas — accéder à ce nouveau statut bénéficieront d'une refonte du système des contrats qui

devrait se traduire rapidement par de nombreuses promotions. La mise en place du corps des enseignants d'architecture entraînera l'interdiction des recrutements sur contrat et, à terme, un équilibre devrait s'établir entre les enseignants titulaires et des professionnels intervenant à la vacation.

Deuxième dossier brûlant : la restructuration des écoles de la région parisienne. Inacceptable vétusté de certains locaux, unités trop petites, insuffisance criante des équipements, implantations dispersées : tout incite, aux yeux du ministre, à une remise à plat de la carte des formations. M. Delebarre a donc annoncé la création de deux nouvelles écoles d'architecture. À l'est de Paris, la cité Descartes, à Marne-la-Vallée, à côté de la future Ecole des ponts et chaussées, devrait accueillir une école tournée vers la recherche et l'innovation technologique. Le second projet devrait voir le jour dans le secteur de la Défense, à proximité, voire sur le campus de l'université de Nanterre. Cette école serait centrée sur les problèmes de la ville et l'aménagement urbain.

Ces deux créations, qui devraient être réalisées d'ici trois à quatre ans, vont entraîner la disparition d'établissements existants. C'est le cas de l'école de Tolbiac, très mal logée, et qui pourrait constituer le noyau initial de la nouvelle école de Marne-la-Vallée. De même, pour l'actuelle école de Paris-la Défense, qui a toute chance de gagner au changement de mains. Reste l'école de Villemin, dramatiquement vétuste. Plutôt que de s'engager dans un projet de réhabilitation qu'il juge trop coûteux, M. Delebarre a donc tranché, au risque de faire grincer bien des dents : dès la rentrée 1990, l'école de Villemin sera relogée à Paris-la Défense.

Enfin, pour mettre en œuvre cette redistribution des cartes, le ministre a chargé M. Pierre-Yves Ligon, conseiller d'Etat et ancien directeur de l'APUR (Atelier parisien d'urbanisme) d'une mission de coordination.

Reste à inscrire ces premières mesures dans un projet global capable de revitaliser durablement l'enseignement de l'architecture. Les questions ne manquent pas : combien d'architectes faut-il former demain ? Faut-il, et si oui, comment, diversifier la formation et les débouchés professionnels ? Est-il nécessaire d'assouplir ou de modifier le statut des établissements ? Comment construire des filières doctorales dans les études d'architecture, à l'image de ce que font bon nombre de nos voisins ? Pour mener à bien ce projet de réforme, M. Delebarre vient de nommer un parlementaire en mission, M. Jacques Flich, député socialiste de Loire-Atlantique, qui devra remettre ses propositions au printemps 1990.

GÉRARD COURTOIS

CATASTROPHES

Après le tremblement de terre dans la région de Cherchell-Tipasa

Près de mille personnes ont dû être hospitalisées

Le bilan du séisme qui a frappé l'Algérie, dimanche 29 octobre dans la soirée, s'est alourdi au fur et à mesure que progressaient les recherches pour trouver des survivants enfouis dans les décombres. La radio algérienne, chant les services de la protection civile, faisait état, lundi après-midi, de 30 morts et 300 blessés.

ALGER

de notre correspondant

Les recherches sont difficiles à mener, dans la région du mont Chenoua, près de Tipasa, à 80 kilomètres à l'ouest d'Alger, où les villages sont disséminés et les habitations bien souvent isolées, accessibles en général par de simples chemins de terre.

A Hadjout, à 10 kilomètres au sud de Tipasa, l'une des localités les plus touchées, une jeune fille, Samia Douadi, dont les quotidiens publient la photo, a sauté du quatrième étage, affolée, en ressentant la première secousse. Véritable miraculée, la jeune Samia s'en tire avec une fracture du bassin, alors que quatre autres personnes se sont tuées en se précipitant dans le vide à Alger, après avoir cédé à la panique. Dans les hôpitaux de la capitale, les « urgences » ont fonctionné à plein tout au long de la nuit de dimanche à lundi. À l'hôpital Mustapha, le plus important CHU d'Alger, cent vingt personnes ont été admises et une vingtaine gardées pour recevoir des soins, tandis qu'une cinquantaine de personnes étaient admises à l'hôpital Parquet, dans la banlieue algéroise. La majorité des blessés examinés présentaient des contusions et parfois des fractures consécutives aux chutes dans les escaliers des immeubles privés d'électricité.

La solidarité a joué rapidement dans la capitale, où de nombreux médecins et infirmiers sont venus spontanément aider leurs confrères dans les services d'urgence, ainsi que dans la wilaya de Tipasa, où, en plus de l'aide médicale, de

jeunes militaires des cantonnements voisins ont offert leur sang dans les hôpitaux de la région.

La première secousse enregistrée dimanche soir, à 20 h 10, a finalement atteint 5,7 degrés sur l'échelle de Richter. Elle a été suivie de deux autres secousses de magnitude 3,6 et 4,8 et d'une trentaine de répliques moins fortes. Le Centre de recherches en astronomie astrophysique et géophysique d'Alger situe l'épicentre du séisme entre la côte et Oued-Djer, une petite localité située à une vingtaine de kilomètres du littoral, au pied du mont Nador, non loin d'El-Affroun. Les secousses ont été ressenties fortement jusqu'à Tizi-Ouzou, en Kabylie, mais c'est là, entre le mont Nador et le mont Chenoua, que les dégâts ont été les plus importants. Le secrétaire général de la wilaya de Tipasa, dont dépendent ces localités, a indiqué que quatorze personnes étaient mortes à Nador, quatre à Cherchell et une à Tipasa, alors que 227 blessés étaient recensés lundi soir, dans ce seul département.

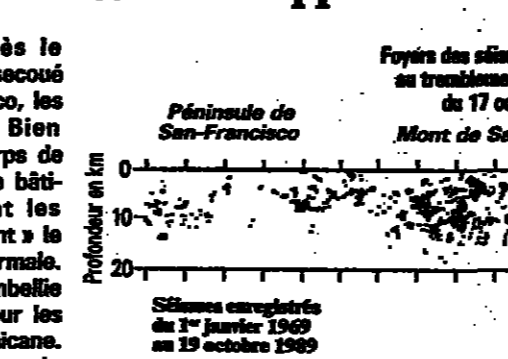
Les bâtiments qui se sont effondrés étaient presque toutes d'anciennes constructions coloniales, typiques avec leurs larges balcons courant tout autour du premier étage. Au centre des agglomérations, les immeubles plus modernes ont bien résisté. Les normes antisismiques prévues par la loi depuis plusieurs décennies sont appliquées avec beaucoup plus de rigueur depuis la catastrophe d'El-Asnam, qui avait coûté la vie à plus de 2 500 personnes (certains disent 3 500) il y a neuf ans.

Une dizaine d'habitations sont menacées d'effondrement à Alger, selon les services de la protection civile, qui signalent également quelques demeures vétustes endommagées par les secousses jusque dans les wilayas de Bouira et de Boumerdes. Plus globalement, un porte-parole de la protection civile a annoncé, lundi soir, que 973 personnes avaient été évacuées vers les hôpitaux et que 271 familles, soit 1 175 personnes, étaient actuellement sinistrées.

FREDERIC FRITSCHER

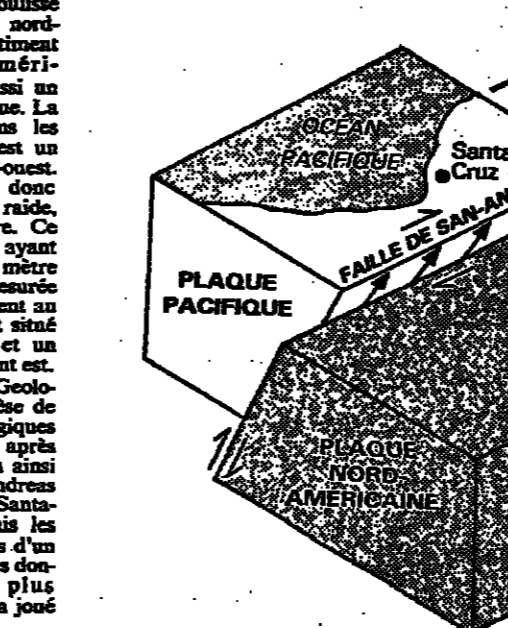
Les leçons du séisme de San-Francisco

« Calmes » apparents



entre 6 et 18 kilomètres de profondeur, et pratiquement rien de son re-jet du 17 octobre n'est visible en surface. Des levés géodésiques précis vont être faits dans les prochains semaines pour confirmer concrètement les résultats obtenus par le seul calcul.

D'autre part, les enregistrements de l'activité sismique du 1^{er} janvier 1989 au 31 juillet 1989 mettent en évidence un « calme » (« gap » en anglais), c'est-à-dire l'absence de tremblement de terre, dans le segment des montagnes de Santa-Cruz. Du 12 octobre au 19 octobre



dernier, toute une série de séismes ont eu lieu dans cette zone profondément calme. Si bien que la superposition des deux échelles montre qu'il y a désormais, vers le nord-ouest, deux autres gaps qui seront très probablement les prochains segments de la faille de San-Andreas, qui va rejouer. Quand ? Nul ne peut le dire. Mais l'un de ces segments traverse la péninsule de San-Francisco. Celle-ci était d'ailleurs, en 1985, une des zones où la probabilité d'un séisme d'ici à 2018 était de 20 % (le Monde du 20 octobre).

YVONNE REBEYROL



Le nombre des mariages augmente de nouveau

Pour la première fois depuis 1972, le nombre des mariages en France a augmenté en 1988. Selon l'INSEE, 271 124 unions ont été célébrées l'an dernier, soit 8 000 de plus (+ 2,2 %) qu'en 1987. « Ainsi prend fin la longue baisse qui a réduit le nombre de mariages de 3,2 % par an en moyenne depuis 1972. Cette année-là, on avait célébré 400 000 mariages », lit-on dans la livraison d'octobre d'INSEE Première.

Ce renversement de tendance n'est pas propre à la France : les mariages sont en progression depuis 1983 au Danemark, depuis 1984 en Suède et au Royaume-Uni.

Or, en outre de plus en plus tard : les hommes célibataires se marient pour la première fois ont en moyenne 27,2 ans, contre 25,2 ans pour leurs épouses. En 1972, tous sexes confondus, on se mariait en moyenne après ans plus tôt. Les hommes et les femmes qui se marient après avoir eu ensemble des enfants sont, toujours plus nombreux, 15,3 % des mariages célébrés en 1988 ont légitimé plus de 54 000 enfants, contre 29 000 en 1980.

Le procès

Le procès de... (Texte partiellement visible et illisible)

SCIENCES • MEDECINE

Chauves-souris : les ailes de la rage

Les chauves-souris européennes sont contaminées par un virus de la rage.
L'épidémie vient de toucher la France.

LES deux premiers cas français d'infection de chauves-souris par un virus de la rage ont été recensés il y a quelques semaines dans l'est de la France. D'abord dans la commune de Brie (Meurthe-et-Moselle), où deux personnes ont été mordues par un animal volant de jour et montrant un comportement anormalement agressif. Ensuite à proximité de Nancy, où une chauve-souris a été retrouvée infectée par ce même virus. Dans le cas de Brie, les deux personnes mordues ont immédiatement été traitées au centre antirabique de Metz, et l'animal adressé au Centre national de référence pour la rage de l'Institut Pasteur de Paris. L'isolement et l'identification virale ont permis de conclure à l'apparition d'un nouveau type de virus apparenté à celui de la rage chez les chauves-souris françaises. Cette première vient d'être publiée dans le dernier numéro du *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* de la direction générale de la santé (1).

A dire vrai, les spécialistes de la rage prévoient depuis quelque temps déjà ce type de contamination. En Europe, les premiers isolaments viraux chez les chauves-souris furent effectués dès 1954 en Allemagne de l'Ouest, puis en Yougoslavie et en Turquie. Mais ce ne fut qu'en 1980, avec l'apparition de ce nouvel outil de biologie moléculaire que sont les anticorps monoclonaux, que l'on fut certain que ces virus étaient très voisins de ceux présents chez les renards (on compte près de deux mille renards entragés chaque année en France) et chez d'autres animaux (blaireaux, belettes, écureuils, chevreuils, etc.), où ils peuvent être à l'origine des cas, bien connus, de rage humaine.

Le « phénomène chauve-souris », qui semblait auparavant très épisodique, fut progressivement observé de manière de plus en plus fréquente. Entre 1963 et 1988 on identifia ainsi 32 cas en Allemagne fédérale, 163 au Danemark entre 1985 et 1987, 129 cas aux Pays-Bas entre 1987 et 1988. D'autre part, trois contaminations humaines mortelles à partir de chauves-souris infectées furent recensées dans ces mêmes années (deux en URSS et une en Finlande). « L'est et le nord de l'Europe ne sont plus les seuls à être concernés », explique le professeur Pierre Sureau (Centre national de référence pour la rage, Institut Pasteur de Paris). En Espagne, deux cas ont été diagnostiqués en 1987, à Valence et à Grenade. Je

m'attendais dès l'an dernier à ce que l'on retrouve des chauves-souris contaminées en France ou en Italie. Aux Etats-Unis, depuis le premier isolement viral en 1953 en Floride, le phénomène a pris une très grande ampleur, au point que 48 des 50 Etats sont aujourd'hui concernés. En Amérique du Sud et en Amérique centrale sévit une épidémie de rage chez les chauves-souris hémato-phages (vampires).

Pipistrelles agressives

L'ensemble des observations effectuées laisse aujourd'hui penser aux spécialistes de la rage que, contrairement à ce qu'on avait cru au départ, l'agent infectieux retrouvé chez les chauves-souris d'Europe est bien un nouveau virus. Un virus différent des trois types viraux qui ont été retrouvés ces dernières années en Afrique, où ils peuvent infecter les rongeurs, les chiens, les chauves-souris et les hommes. « En fait, deux thèses s'affrontent pour tenter d'expliquer l'origine et la dissémination de ces virus chez les chauves-souris d'Europe », explique le docteur Jean Blancou (Centre national d'études de la rage, Nancy). Les uns, en Allemagne notamment, pensent à une contamination à partir de l'Afrique du Sud via des bateaux ayant fait escale dans les ports de la Baltique. D'autres spécialistes en Grande-Bretagne pensent au contraire que ce virus existe depuis toujours en Europe. « Rien, selon le professeur Sureau et le docteur Blancou, ne permet de dire aujourd'hui si le nombre croissant d'animaux infectés est dû à une diffusion plus large du virus chez les chauves-souris ou si, au contraire, il ne s'agit là que d'une augmentation apparente comme grâce à une observation plus fine et plus systématique.

A la différence de ce qui se passe pour certains virus africains, on sait aujourd'hui, grâce à des expériences menées à l'Institut Pasteur de Paris, que les personnes vaccinées contre la rage sont protégées contre une éventuelle infection par ce virus aujourd'hui baptisé « virus des chauves-souris européennes ».

Les chauves-souris étant une espèce protégée — et leur éradication étant totalement impensable (2) — et la vaccination antirabique de ces animaux difficilement réalisable, quelques règles de bon sens doivent être suivies pour pré-

venir une infection qui, en l'absence de vaccination ou de traitement, est toujours mortelle. Il suffit simplement de considérer comme suspects de rage toute chauve-souris ayant un comportement agressif ou simplement anormal (animal « malade » ou paralysé). Il faut en particulier éviter de manière impérative de toucher aux chauves-souris qui pourraient être attrapées par des chats. Il convient ensuite de remettre l'animal, qu'il soit capturé ou tué, aux services vétérinaires afin que le

Coincidence ou non, l'identification de ce nouveau vecteur de la rage survient alors que cette épidémie semble parfaitement contenue à l'échelon national. On n'a enregistré aucun cas de rage humaine antichthonne depuis longtemps en France, et, après l'avancée rapide du front infectieux (via les renards contaminés), celui-ci semble stoppé depuis les années 80, ce qui n'exclut pas quelques « palpitations » de ce front.

« Ce front n'a pas bougé de plus de 30 kilomètres en dix ans, expli-

bles raisons de ce phénomène qui pourrait résulter à la fois des campagnes de vaccination de renards lancées depuis quelques années (voir encadré), mais aussi sinon d'une infection virale moins forte, du moins d'un changement des caractéristiques de la contagion par ce virus. Tout se passe en effet comme si les virus rabiques d'aujourd'hui étaient différents de ceux que l'on isolait il y a une dizaine d'années. Il serait toutefois encore prématuré de conclure pour autant à un « essoufflement » du génie infectieux d'un virus, qui

représente toujours un menace mortelle pour l'espèce humaine.

JEAN-YVES NAU

(1) *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* de la direction générale de la santé (n° 40-1989). « La rage des chauves-souris en France », de MM. Sureau, Bourty et Lafon (Centre national de référence pour la rage).
(2) Sur ce thème il faut se reporter à la publication : *Les Chiroptères et la rage en Europe*, publication du ministère de l'Agriculture (informations techniques des services vétérinaires).



MERLIND. TUTTLE - PHOTO RESEARCH/JACANA

diagnostic de la rage soit effectué par un laboratoire spécialisé. Enfin, en cas de suspicion de contamination humaine, il faut de manière impérative consulter en urgence le centre de traitement antirabique le plus proche.

que le docteur Blancou. S'il avait progressé au rythme qui était le sien auparavant, il aurait aujourd'hui déjà gagné l'Espagne. On observe aussi une stabilisation en Italie et en Belgique. Il est encore difficile de saisir les vérita-

Pluie de vaccins

Jamais comme aujourd'hui on n'avait, en France, réussi à vacciner autant de renards contre la rage. Pratiquée en Europe depuis une dizaine d'années, cette vaccination — par voie orale — a débuté il y a trois ans dans l'est de la France. Elle consiste à faire absorber aux animaux un vaccin (fait de virus vivants enroulés dans une capsule) incorporé dans une tablette alimentaire fabriquée à partir de graisses animales et de farine de poisson. Ces appâts, qui ne doivent pas être manipulés à main nue, sont stockés et distribués congelés. Leur décongélation dégage une odeur nauséabonde pour l'homme, mais particulièrement alléchante pour les renards. Très efficace, cette vaccination s'est heurtée jusqu'à présent à d'importantes difficultés de distribution, une équipe de deux personnes utilisant une voiture ne pouvant dépasser 10 kilomètres carrés par jour.

Or, depuis peu, l'hélicoptère a bouleversé cette situation. A la vitesse maximale de 120 kilomètres à l'heure et en volant à moins de 100 mètres d'altitude, il permet, en effet, de déposer quinze appâts par kilomètre carré. Près de 4 000 kilomètres carrés ont ainsi été couverts l'an dernier en Haute-Saône et en Lorraine. La même opération a été réalisée il y a quelques jours dans l'ouest de la Seine-et-Marne et plusieurs campagnes vont être lancées d'ici à la fin de l'année en Haute-Savoie, dans l'Ain, la

Seine-et-Loire, la Côte-d'Or, le Doubs et l'Essonne.

« Si de telles opérations étaient étendues dans les trois à cinq ans à venir à l'ensemble du territoire français actuellement infecté par le virus de la rage, les bénéfices réalisés devraient porter, dans les dix à douze années à venir, sur plusieurs dizaines de millions de francs annuels », estiment les spécialistes dans l'un des derniers numéros du *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* du ministère de la santé (numéro 36-1989). Une telle opération devrait notamment permettre de réduire notablement le nombre de personnes traitées chaque année en France pour suspicion de rage. Si aucun cas de rage humaine après contamination, en France, n'est plus à déplorer depuis de très nombreuses années, un nombre fort élevé de sujets à risque (après morsure, griffure ou contact avec un animal suspect) est enregistré. Près de quinze mille personnes viennent ainsi, chaque année, consulter un centre spécialisé, et huit mille traitements (par vaccination) sont mis en œuvre. A ce sujet, les spécialistes de l'Institut Pasteur de Paris insistent pour rappeler que le coût du sérum antirabique (d'origine humaine) doit impérativement être réservé aux cas de contamination graves (légèreté des muqueuses, morsure à la tête, au doigt ou au cou) et toujours associé au vaccin. Des recommandations qui sont loin d'être toujours observées.

J.-Y. N.

Mars sous un ciel fuyant

Les premiers résultats scientifiques de la mission Phobos ont été discutés à Paris au cours d'un colloque international organisé par le CNES et les Soviétiques.

LA planète Mars « fuit » : elle perd chaque seconde un à deux kilos de son atmosphère déjà très ténue (sa pression au sol est 170 fois inférieure à celle de la Terre). Ce phénomène, dû principalement à la faiblesse du champ magnétique martien, a probablement des conséquences importantes sur l'évolution de la planète rouge. Les scientifiques estiment ainsi qu'il pourrait expliquer la disparition de l'eau qui, à l'origine, s'y trouvait.

C'est là l'un des résultats les plus spectaculaires des données recueillies par les deux sondes Phobos. Lancées par l'URSS en juillet 1988, Phobos-1 et 2 sont tombées en panne à six mois d'intervalle, en septembre 1988 et mars 1989. L'échec de cette mission, la première d'un programme ambitieux d'exploration interplanétaire, représente un sérieux revers pour l'URSS.

Pourtant, même si elle n'a pas eu le temps de larguer comme prévu une station fixe et un petit robot sur le sol martien, la sonde Phobos-2 tournait depuis un mois autour de Mars et de son satellite Phobos quand elle s'est tue définitivement, et elle a eu le temps de recueillir une masse impressionnante de données. Parmi elles, cette « fuite » de l'atmosphère de Mars, des précisions sur sa composition — notamment la répartition de l'azote, de l'hydrogène, du gaz

carbonique et de la vapeur d'eau selon l'altitude — et des indications sur la composition du sol martien, montrant qu'on y trouve des basaltiques. Phobos-2 a encore fourni des renseignements précieux sur la « lune » de Mars dont il tire son nom, un minuscule satellite de 27 kilomètres de diamètre seulement, que l'on soupçonne être un astéroïde « capturé » par la planète rouge. Mais tout cela ne constitue encore que les premières informations tirées d'une masse de données.

Un objectif commun

La seconde partie du colloque de Paris (qui a réuni plusieurs centaines de spécialistes européens, soviétiques et américains, du 23 au 27 octobre dernier), a été consacrée aux futures missions spatiales vers Mars. Car l'exploration interplanétaire a repris, tant chez les Américains — où les sondes Magellan puis Galileo ont suivi Voyager-2 vers Vénus et Jupiter, respectivement, ces six derniers mois — que chez les Soviétiques. Objectif prioritaire commun : Mars. Pour y envoyer des hommes. « Mais c'est une entreprise chère et je ne pense pas que nous y parviendrons avant la moitié du vingt et unième siècle », a estimé, jeudi 26 octobre, à Paris, Valery Barzouk, directeur de l'Institut Vernadski de Moscou.

Les Américains sont plus optimistes et évoquent 2015 ou 2020 pour les premiers vols humains vers Mars.

Mais cette épopée spatiale du troisième millénaire n'en est, pour l'instant, qu'à ses balbutiements. Valery Barzouk et Geoffrey Briggs, directeur du programme « Exploration du système solaire » à la NASA, ont exposé, jeudi 26 octobre, à Paris, les grandes lignes de leur programme déjà esquissées en septembre dernier, après la rencontre de Voyager-2 avec Neptune (le *Monde* du 6 septembre). Pratiquement, deux missions seulement sont acquies. La NASA ouvrira le feu avec le lancement, fin 1992, par une fusée Titan-III, de la sonde Mars Observer, qui devrait tourner en orbite autour de la planète rouge pendant deux ans, pour en scruter le sol et l'atmosphère. Les Soviétiques devraient suivre en 1994 avec deux sondes qui — à l'instar de M. Barzouk — largueront sur Mars « trois ou quatre petites stations météo, et trois ou quatre pénétrateurs », capables d'analyser le sol martien sur place. Ce dispositif sera complété par deux ballons construits en collaboration avec les Français, et qui se déplaceront dans l'atmosphère martienne pendant dix jours, se posant tous les soirs, et reprenant leur vol à l'aube. Ces ballons seront équipés de caméras, d'une petite station météo et

d'appareils pour l'étude du sol et du sous-sol.

Au-delà, il s'agit de projets sur lesquels les responsables politiques — et les financiers — doivent encore se prononcer. Les Soviétiques voudraient lancer encore deux sondes du type Phobos en 1996, puis deux autres dotées de modules de descente capables de fonctionner pendant deux ans sur Mars. Ils estiment pouvoir prélever et ramener sur Terre les premiers échantillons de sol martien à partir de 2001 plusieurs missions dotées d'engins robotisés mobiles destinés à repérer les sites d'atterrissage possibles.

Les Européens, moins ambitieux (ou moins riches ?), s'efforcent, quant à eux, de participer à ces programmes en préparant des instruments. C'est ainsi que le CNES étudie, avec la collaboration du CEA et de l'INRIA (Institut national de recherche en informatique et en automatique), un véhicule mobile robotisé martien qui pourrait être utilisé aussi bien par les Américains que par les Soviétiques. Ils tablent ainsi sur la collaboration internationale inévitable pour les futures missions martiennes. Une coopération que l'URSS souhaite ouvertement depuis plusieurs années et que les Etats-Unis, économie oblige, commencent à envisager sérieusement.

JEAN-PAUL DUFOUR

CE MOIS-CI DANS

SCIENCE & AVENIR

GENETIQUE
JUSQU'OU
IRONT LES
CHERCHEURS

Dresser la carte de nos gènes
Vaincre les maladies héréditaires
Contrôler les manipulations

صحة من الاعمال

SCIENCES • MEDECINE

Le CNRS : brillant, mais appliqué

Les incursions dans l'industrie d'un organisme créé pour la recherche fondamentale.

D EPUIS le 19 octobre et pour plusieurs mois encore, le CNRS célèbre ses noces d'or avec la science. Et quelles noces ! Mais, après tout, cinquante ans d'une histoire aussi fructueuse que tumultueuse (le Monde du samedi 21 octobre) méritent bien une fête. Avec 26 000 personnes (dont 17 000 chercheurs et ingénieurs), 1 300 unités de recherche, 7 départements regroupant toutes les disciplines et un budget annuel de près de 10 milliards de francs, l'Institut national de la recherche scientifique, unique et intouchable, est aujourd'hui le plus grand organisme scientifique d'Europe. Un véritable pilier de la recherche fondamentale, où les informaticiens côtoient les explorateurs de l'ADN mitochondrial, où les myrmécologues (spécialistes des fourmis) voisinent avec les passionnés de la physique quantique. On trouve tout, ou presque, au CNRS — et même, parfois, ce que l'on ne cherche pas.

Collaborations innombrables

Impossible, d'ailleurs, de passer en revue les collaborations qu'entretient le CNRS avec les autres organismes de recherche. Ses géologues effectuent des campagnes sur les bateaux mis à leur disposition par IFREMER, ses astrophysiciens participent aux programmes spatiaux du CNES, tandis que les biologistes coopèrent avec l'INRA sur des problèmes agroalimentaires, avec l'INSERM dans le domaine de la santé.

Enfin, le CEA et le CNRS ont à charge commune la réalisation et l'exploitation de la plupart des grands équipements français : tels le grand accélérateur national à ions lourds (GANIL) de Caen ou l'installation européenne de rayonnement synchrotron (ESRF), actuellement en construction à Grenoble.

Plus simples à cerner — parce que moins nombreuses et surtout plus récentes — sont en revanche les relations instaurées par le CNRS avec les entreprises. Car, depuis 1982, ce temple de la recherche « pure » a dû s'adapter, bon an mal an, aux contraintes de la réalité économique. « Il y a encore quinze ans, certaines communautés de chercheurs considéraient comme un déshonneur le fait d'être amené à travailler avec des industriels », rappelle Claude Fréjaques, président sortant du CNRS (1). Aujourd'hui, les mentalités ont changé : sous le nouveau mot d'ordre de la valorisation, le savoir des uns intéresse les autres, et le CNRS travaille avec deux mille partenaires industriels. Un changement de cap effectué non sans mal, mais somme

toute relativement rapide, compte tenu de la taille du navire.

Mille huit cents contrats de recherche ponctuels passés en 1988 avec les entreprises (contre sept cents seulement en 1985, et trois cent cinquante en 1983), pour un montant total de 300 millions de francs ; cinquante groupements de recherche, dont neuf créés en 1988, réunissant, pendant quatre ans, scientifiques, ingénieurs et industriels autour d'un thème de recherche appliquée, tel le très rébarbatif « Comportements en ambiance cryogénique » (créé en janvier 1989), pourtant de première importance pour

(10 %), certaines disciplines, par nature même, sont nettement moins préparées à travailler avec les entreprises : la physique théorique, l'astronomie ou l'archéologie, sans parler des sciences humaines et sociales.

Un enjeu prioritaire

Mis en place il y a une quinzaine d'années pour faciliter les rencontres entre chercheurs et industriels et assurer une sorte de veille technologique autour de thèmes déterminés, les clubs du comité des relations industrielles (clubs CRIN) du CNRS devraient

désormais mettre l'accent sur ces maillons faibles, notamment dans le domaine des sciences de la vie.

De plus, si près de 300 brevets ont été déposés en 1988 à l'issue d'une collaboration CNRS-entreprise (200 par les industriels, 91 au nom du CNRS), ces derniers proviennent, pour l'essentiel, de groupes solidement implantés. Par manque de recul et de moyens, les PME-PMI, elles, ne représentent encore que 15 % des collaborations de recherche, pourtant devenues pour nombre d'entre elles le moyen le plus sûr d'accéder à la compétitivité. Un

enjeu « prioritaire », que le CNRS affirme désormais vouloir régler « sur le terrain », en étroite collaboration avec l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR), pour « susciter des rencontres, sous quelque forme que ce soit, afin que le dialogue puisse s'établir ».

Mais qui dit rencontres suppose aussi échange d'hommes, et c'est bien là que le bât blesse. A peine plus de cent soixante agents du CNRS travaillent actuellement dans des entreprises ou des organismes de transfert technologique, soit 0,6 % des effectifs totaux. Et le nombre de ceux qui tentent chaque année l'aventure dépasse rarement le substratum. Une teneur d'autant plus préoccupante que la recherche française, depuis quinze ans, souffre d'un vieillissement accéléré. L'âge moyen des chercheurs est actuellement de quarante-trois ans, et le taux des départs naturels ou volontaires, aujourd'hui très bas, ne s'améliorera pas avant 1992.

« Pour accroître, dans ce contexte, la mobilité, il faudrait faire en sorte que les chercheurs ayant effectué dans une entreprise un séjour satisfaisant pour tous puissent bénéficier d'une promotion à la hauteur des résultats obtenus. Et prévoir pour leur laboratoire des mesures compensatoires, sous forme de bourses ou de contrats à durée déterminée », estime Pierre

Vergnon, directeur de la valorisation et des applications de la recherche au CNRS.

Des mesures incitatives

Un certain nombre de mesures incitatives ont d'ores et déjà été décidées, telle l'instauration d'une année sabbatique. Avec le soutien de l'ANVAR, un baux d'aide à la création d'entreprises a par ailleurs été mis en place, qui devrait, dès l'année prochaine, encadrer la formation des futurs entrepreneurs et les aider financièrement à démarrer leur projet.

Renforcer ses collaborations avec l'industrie et les centres de recherche étrangers, aider les chercheurs à valoriser leurs découvertes ou à effectuer le « grand saut » vers la création d'entreprises, améliorer son réseau régional, mettre en place une véritable politique de gestion de ses ressources humaines : beaucoup reste à faire à ce temple de la recherche, s'il veut franchir en beauté le troisième millénaire. « A côté de sa réputation de sérieux, qui n'est plus à faire, le CNRS doit se montrer à la fois grand et vivace, rapide et créatif », déclarait récemment son directeur général, François Komitisky, en annonçant pour l'automne la parution d'un nouveau décret d'organisation. Les prochaines décisions verront-elles, selon ses vœux, les chercheurs devenir « plus nombreux, encore plus présents dans la société » ? Rendez-vous en 2039, pour les fêtes du centenaire.

CATHERINE VINCENT

(1) Le Journal du CNRS, octobre 1989.



De l'ethnologie en Ethiopie, aux équipements ultra sophistiqués.

La part de l'humain

« Imaginez, un certain Descartes posant d'aventure sa candidature au CNRS en philosophie : un penseur ou prétendu tel qui écrit tout seul dans son coin, un trépassé qui s'effrite dans son poêle pour y mieux méditer... Il avait toute chance d'être mal classé ou débouté. Mais supposez que ce même Descartes vienne proposer au CNRS la création d'un Centre de recherche sur les stratégies de la certitude (le STRACERT), comme on ne manquait pas de l'apocryphe, proposition bien entendue assortie d'un large train de demandes en locaux, en matériel, en chercheurs, etc. Qu'arriverait-il ? Peut-être jugera-t-on le montant des crédits quelque peu excessifs ; sans doute en repêchera-t-on le total... Mais, finalement, le cercle de famille applaudira à grands cris l'équipe nouvelle... »

Joliment conté par Michel Lejeune, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, et ancien directeur du secteur des sciences humaines au CNRS, lors de la cérémonie d'anniversaire qui se tenait, vendredi 20 octobre, à l'Institut de France, l'apologue est significatif : en sciences humaines, tout ou presque est possible au CNRS — à condition d'y mettre les formes, et pas trop de moyens.

Parallèlement aux sciences dites « exactes », et contrairement à ce que l'on observe dans la plupart des grands organismes de recherche européens, les « humaines », en effet, ont place au CNRS. C'est une de ses principales originalités — et sans doute aussi l'un de ses mérites. De l'anthropologie à l'économie, de la géographie à l'orientalisme, de l'histoire à la philosophie, en passant par l'archéologie, la démographie et la psychologie, toutes les disciplines y sont représentées.

Finalement heureux

Regroupant plus de 5 000 chercheurs (en équivalent plein temps), ces derniers bénéficient, en 1989, d'à peine 140 MF de budget hors salaire soit moins de 8 % du budget total du CNRS... alors que la physique nucléaire, avec 692 chercheurs équivalents plein temps, recevait dans le même temps 292 MF. Mais il est vrai que les sciences humaines, à la différence de leurs cousines « exactes », ne demandent ni paillasse ni accélérateurs de particules. Pauvres, les sociologues, botanistes et historiens du CNRS ? Peut-être, mais finalement heureux.

Ca. V.

Le regain européen

Les voyages et les contacts internationaux forment-ils la recherche ? Les principaux intéressés, en tout cas, en sont convaincus. Publié dans le dernier numéro de la Recherche (1), une vaste enquête, menée sous l'impulsion des commissions européennes sur l'ensemble de la communauté scientifique des pays européens les plus industrialisés, révèle ainsi que deux sur trois des chercheurs interrogés ont travaillé à l'étranger à un moment ou à un autre de leur carrière, et que les trois quarts ont déjà participé à des travaux de recherche de scientifiques étrangers. Et le temps est peut-être révolu où des équipes italienne et allemande travaillant sur le même thème ne parvenaient à se rencontrer que dans un laboratoire... californien. En effet, si 95 % des personnes sondées au cours de cette enquête accordent « une très grande importance » au fait de pouvoir travailler à l'étranger, et si la recherche américaine demeure pour nombre d'entre eux la meilleure référence de qualité, la proportion de chercheurs ayant obtenu leur doctorat aux Etats-Unis n'en diminue pas moins régulièrement depuis quelques années. De ce côté-ci de l'Atlantique, apparemment, le cœur des scientifiques commence à battre au rythme européen.

Avec 3 500 actions de coopération internationale répertoriées à ce jour, et 56 conventions formelles signées avec quarante pays, le CNRS aura à jouer une carte importante dans cette collaboration européenne, en pleine croissance. D'autant que son

imposante ossature le rend plus ou moins « incontournable » par ses partenaires. Sur les quatre-vingt-huit réseaux scientifiques européens financés en 1989, cinquante-huit sont ainsi coordonnés par un chercheur du CNRS... Depuis juillet dernier, l'organisme participe également très activement à la mise en œuvre, à Bruxelles, du réseau collégial CORA (Club des organismes de recherche et assimilés), chargé d'informer et d'orienter les chercheurs sur les programmes communautaires.

Un CNRS européen ?

L'Europe politique qui se dessine donnera-t-elle pour autant naissance à un CNRS européen ? La question fait sourire l'homme de l'art. « Trente mille personnes travaillant dans le même organisme, cela représente déjà la limite du gérable ! », ironise Jean-François Stuyck-Tailandier, directeur des relations et de la coopération internationale du CNRS, pour qui un centre européen de trois cent mille personnes constituerait un « vrai cauchemar ». En revanche, les réseaux et les grands équipements européens devraient se développer encore sensiblement dans les prochaines années. Et les structures déjà existantes, telles que le Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN) ou l'Observatoire spatial européen (ESO) ont prouvé, après tout, que cela ne marchait pas si mal.

Ca. V.

(1) La Recherche, n° 215, novembre 1989.

CINQUIÈME VOLUME DE LA COLLECTION MANIÈRE DE VOIR



CES DISPARITÉS QUI SAPENT LA DÉMOCRATIE

Partout dans le monde s'accroissent les inégalités entre une minorité gaspilleuse de ressources et le plus grand nombre dépourvu de tout. D'année en année, inexorablement, les riches deviennent un peu plus riches et les pauvres un peu plus pauvres. Jusqu'au cœur des pays prospères où les lois du marché et impératifs économiques brisent les solidarités, liquident les acquis sociaux et multiplient les exclus.

Le Monde diplomatique analyse les mécanismes qui façonnent et structurent les disparités entre les hommes et les peuples, bloquant la longue marche vers l'égalité qui fonde le projet démocratique.

LE TRIOMPHE DES INÉGALITÉS
100 pages — 38 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE

LE TRIOMPHE DES INÉGALITÉS

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____ CODE POSTAL _____
LOCALITÉ _____ PAYS _____
► FRANCE-MÉTROPOLITAINE : 43 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : _____ x 43 F = _____ F
► DOM-TOM et ÉTRANGER : 48 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : _____ x 48 F = _____ F

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :
LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 05.

AFFAIRES

Avec le concours de « rabatteurs » français Entreprises suisses et allemandes font les yeux doux aux ouvriers alsaciens

Le nombre des frontaliers alsaciens qui vont travailler en Suisse est estimé à 22 000, alors que 20 000 autres prennent chaque jour le chemin de la RFA. Salaires plus élevés mais aussi tradition : deux tiers des frontaliers travaillent en Suisse ont des parents qui, eux-mêmes, ont fait leur carrière en Suisse — expliquent ce phénomène.

« Content, lui ? Non. Franchement ravi d'ouvrir ses bras à la Suisse ! » Brigitte, vingt-trois ans, militante CPDT à l'usine Peugeot de Mulhouse, s'estime privilégiée : son mari, tourneur-fraiseur sur commande munichois, a été particulièrement touché par les industriels locaux — a quitté depuis un an l'établissement mulhousien pour une entreprise d'appareils ménagers, de l'autre côté de la frontière, près de Bâle. Son salaire : 3 800 francs suisses, soit près de 12 000 francs français. Brigitte, elle, gagne 4 700 francs net par mois.

En Alsace, les travailleurs frontaliers qui ont pris le chemin de la Suisse ont augmenté leur nombre de 24 % entre 1983 et 1988. A l'heure actuelle, il y en aurait 22 000. Au cours des trois dernières années, l'augmentation n'a pas été considérable (+ 6 à 7 %) mais elle est de plus en plus mal ressentie par les employeurs, dans une région qui connaît le taux de chômage (6 %) le plus bas de France et ne peut satisfaire ses besoins en ouvriers qualifiés. Sans compter que 20 000 autres salariés alsaciens prennent chaque jour le chemin de la RFA.

« Le phénomène semble essentiellement concerner les ouvriers professionnels, mais il touche aussi les sans-qualification », relève M. Alain Magnin, responsable du service conseil industriel à la chambre de commerce de Mulhouse.

Touche à oreille

Dans le sud de l'Alsace, c'est l'attraction à la Suisse qui mobilise les chefs d'entreprise. Chez Peugeot, des ouvriers prennent régulièrement le chemin de Bâle, où leur qualification convient parfaitement aux usines chimiques. Il n'y a pas si longtemps, le constructeur automobile s'est d'ailleurs résolu à intervenir directement auprès d'anciens principaux groupes suisses qui avaient soigneusement entrepris de débancher les informaticiens de son service de paie. Quant aux syndicalistes, ils souffrent aussi du phénomène. A peine élu au conseil des prud'hommes, une militante de la CFDT n'a-t-elle pas tout récemment cédé aux sirènes helvétiques ?

Pour recruter les salariés qui leur manquent, les firmes suisses ne recourent guère aux petites annonces. Plus fiable et plus discret, le bouche à oreille remporte leurs faveurs. Avec parfois l'utilisation de « rabatteurs » : les Français déjà installés de l'autre côté de la frontière cherchent dans certains cas une prime lorsqu'ils présentent à leur patron le candidat recherché. Il est vrai que deux tiers des frontaliers travaillant en Suisse ont des parents qui, eux-mêmes, ont fait leur carrière en Suisse.

Au nord de l'Alsace, la proximité de la RFA n'est guère mieux ressentie. M. Gilbert Moog, président de l'établissement Manville (panneaux d'isolation) de Wissembourg (Bas-Rhin) a vu quinze de ses deux cents salariés quitter l'entreprise pour la RFA depuis le début de l'année. Il éprouve les plus grandes difficultés pour les remplacer, car il s'agit essentiellement d'ouvriers professionnels. Selon lui, l'écart des rémunérations, à qualification égale, est de l'ordre de 15 % à 20 % : « Dès la fin de l'année prochaine, il va nous falloir augmenter les salaires de 5 à 10 % pour faire face à la concurrence ».

« Il nous faudrait aussi expliquer aux autres établissements du groupe, dans la Loire et dans le Cantal, que nous ne pouvons pas faire la même chose pour eux... », reconnaît M. Moog, qui considère que la meilleure solution consiste à accomplir un vigoureux effort sur la formation, à l'intérieur des entreprises, mais aussi en concluant des contrats avec les établissements

scolaires. Mais ces futurs personnels qualifiés ne risquent-ils pas de devenir rapidement des frontaliers ? « Ce n'est pas grave, estime M. Moog. Si nous parvenons à élever le niveau de qualification moyen, nous aurons une chance de créer un réservoir de main-d'œuvre qualifiée. » Le pari pourrait s'avérer payant. Les statistiques régionales de l'emploi font en effet apparaître que les zones limitrophes de la frontière — en principe les plus exposées — sont celles qui ont créé le plus d'emplois depuis quelques années.

Un véritable réquisitoire

Néanmoins, les employeurs alsaciens se font du mauvais sang. En août dernier, l'union patronale du Bas-Rhin a dressé un véritable réquisitoire, soulignant que, au premier semestre 1989, le nombre de frontaliers a augmenté de 7,4 % et rappelant que, en 1988, 2 500 Allemands travaillaient dans le département alors que, en sens inverse, le mouvement était nul... Le patronat a également dénoncé, outre la différence des rémunérations, « le poids des charges sociales, la fiscalité directe plus lourde en France » et « l'incertitude » du régime fiscal des frontaliers (imposition au lieu de son domicile) créé en 1959. L'Alsace, n'hésitent-ils pas à affirmer, risque de se transformer « en glacis économique si l'on n'y prend garde ».

Incriminées, les « trois sœurs » de l'industrie chimique bâloise (Hoffmann-La Roche, Ciba-Geigy et Sandoz), ont la conscience parfaitement tranquille. A Bâle, 25 % des salariés sont alsaciens, et, font remarquer certaines mauvaises langues, les responsables économiques français n'y voyaient que des avantages lorsque le chômage touchait de plein fouet le Haut-Rhin et le Bas-Rhin.

« C'est une vieille histoire. Ici, on traverse la frontière depuis des générations... », souligne M. Stéphane Meyer, directeur du personnel chez Hoffmann-La Roche, qui compte sept cents salariés français (et neuf cents salariés allemands), sur un effectif global de 8 500 personnes. M. Meyer, qui a procédé à de multiples études sur le sujet, situe entre 15 000 F et 18 500 F français le salaire mensuel brut pour un tourneur sur commande américain, par exemple. Pour les emplois de bureau, il estime à un tiers environ le « plus » salarial obtenu en travaillant en Suisse (à condition toutefois de ne pas y résider !).

Un statut plus valorisant

La rémunération plus élevée — en dépit de la meilleure tenue de la monnaie française vis-à-vis du franc suisse observée ces derniers mois — n'explique sans doute pas entièrement l'attrait qu'exerce la confédération helvétique sur les salariés alsaciens. « En Suisse, l'industrialisation est plus récente et le souci de préserver l'environnement plus présent. Tout cela, associé à des méthodes de travail moins contraignantes et au statut plus valorisant accordé au travail manuel, constitue autant d'éléments que les transferts financiers », affirme un consultant patronal (même si ce point de vue n'est pas toujours partagé, notamment par d'anciens frontaliers) qui juge que les entreprises françaises devaient davantage « faire jouer la fibre qualitative » en améliorant l'intérêt du travail afin de motiver et de fidéliser leur personnel.

Dans l'immédiat, les responsables de la chambre de commerce de Mulhouse et leurs homologues de Bâle sont convenus de se rencontrer prochainement pour évoquer la délicate question des frontaliers. Une première. Côté français, on reconnaît « ne pas avoir les moyens d'aller au conflit », mais on se félicite de constater qu'un dialogue direct peut s'engager. Pour leur part, les Suisses n'ont pas l'intention de changer leur attitude. Non sans éprouver quelques craintes pour l'avenir. « Dans dix ou quinze ans, lorsque le marché unique européen sera en place, nous, les Suisses, nous devrons aller travailler en France et en Allemagne. Que voulez-vous, nous sommes trop chers ! », assure M. Meyer.

JEAN-MICHEL NORMAND

Un cognac jaune d'or

L'Extrême-Orient prend la relève des Etats-Unis et dope les ventes du précieux spiritueux.
Pendant ce temps, la consommation des Français continue à diminuer.

La région de Cognac, ses vignes et ses maisons de commerce, naissent dans un bonheur discret : tous les records de ventes de spiritueux ont été battus pour la campagne 1988-1989 avec 145,8 millions de bouteilles (+ 2,3 %) et 171,3 millions d'équivalents-bouteilles si on y ajoute le cognac utilisé dans l'élaboration de vins « mutés » à l'alcool, comme le pinède des Charentes, de liqueurs, de produits composés et de « vins vinés » en général des brandys consommés à l'étranger.

En outre, la progression en valeur (+ 14,2 %) est plus importante qu'en volume, ce qui signifie que les consommateurs s'orientent de plus en plus vers les qualités supérieures. Aujourd'hui, le cognac du milieu et haut de gamme (VSOP et autres XO) représente 48 % des ventes contre 20 % il y a une dizaine d'années.

Ce tableau idyllique doit être nuancé. Ce qui tire ces ventes, ce sont les exportations, qui représentent 92 % des expéditions, contre 80 % en 1980, et apportent 7,6 milliards de francs net à la balance française du pays, plus des trois quarts de la valeur totale des exportations françaises de spiritueux. La consommation métropolitaine, quant à elle, diminue régulièrement. En 1988-1989, sa part est revenue à 8 % des ventes globales de cognac, soit 11 millions de bouteilles, contre 14 % en 1980 et 17 millions de bouteilles. Cette année encore, les Français ont réduit leurs achats de 1,5 % : le changement des habitudes y est pour quelque chose, de même que l'alourdissement des taxes.

Cette régression n'est pas sans conséquences sur les exploitations. Certes, les maisons de commerce, notamment les « quatre grandes » (Hennessy, Martell, Rémy-Martin

et Courvoisier), qui réalisent, à elles seules, 80 % du chiffre d'affaires de la profession et exportent 90 à 98 % de leur production, ont passé des contrats d'approvisionnement régulier avec les vignes. Mais beaucoup de petits ou moyens exploitants, dépourvus de puissants réseaux mondiaux des « grands », doivent se contenter du marché intérieur et on a vu dans quel état il est.

Un signe de réussite sociale

Si les Français boivent de moins en moins de cognac, leur relais est pris avantageusement par l'Extrême-Orient, et certains pays qui s'imbibent consciencieusement. C'est le cas de l'Irlande, premier consommateur d'Europe par tête, avec 2,6 millions de bouteilles pour 3,6 millions d'habitants : + 7,8 % en valeur et 13,2 % en volume. O verte Erin, qu'est-ce que tu fais de ton whisky ?

Quant aux Japonais, c'est l'explosion ! Certes, les Etats-Unis, devenus en 1981 le premier acheteur de cognac, le restent avec 29 millions de bouteilles importées, mais l'empire du Soleil-Levant les talonne, cette année, avec l'équivalent de 24 millions de bouteilles, et est désormais au deuxième rang. Pour la campagne 1988-1989, la consommation nipponne a augmenté de 36 % en volume et de 44,5 % en valeur. Certes, condamné par le GATT, le Japon a dû réformer son système fiscal et normaliser sa lourde taxation des spiritueux, réduisant les avantages antérieurs dont bénéficiaient les produits locaux traditionnels (whiskies, saké, etc.), au grand dam des

alcools importés. Du coup, la consommation a fait un bond, mais, selon toute vraisemblance, la croissance des ventes de cognac aux citoyens japonais devrait encore s'effectuer au rythme annuel de 17 à 20 % pendant encore deux ans. Là-bas, 10 % seulement des ventes s'effectuent dans les circuits commerciaux traditionnels, grands magasins notamment, à des prix déjà élevés, 500 F pour une bouteille de VSOP et 1 500 F pour une bouteille de XO, selon la maison Hennessy, premier exportateur. Pour 90 % environ, le cognac est consommé, à la bouteille, dans les bars huppés et les clubs, à des tarifs qui s'échelonnent de 1 400 F à 2 200 F pour le VSOP, et 4 500 F à presque 7 000 F pour le XO. Au Japon, boire du cognac est considéré comme un signe de réussite sociale, l'addition passant, presque toujours, en note de frais des sociétés, dans le cadre du système bien connu de rémunération « à la japonaise », qui multiplie les avantages en nature.

Avec le Japon, c'est toute l'Asie qui plonge dans les bouteilles. Si Hongkong (10,7 millions de bouteilles) conserve la consommation par tête la plus élevée du monde (on y boit le cognac à table, étendu d'eau), un certain tassement y est enregistré, en raison des événements politiques sur le continent chinois, qui commencent à devenir très amateurs d'alcool charentais. La relève, en revanche, est prise par Singapour (+ 12,5 % en volume), la Malaisie (+ 10,9 %) et la Thaïlande (+ 35,3 %) sans oublier Taiwan et la Corée du Sud. Au train où vont les choses, l'Extrême-Orient, qui frôle 50 millions de bouteilles, va rattraper la CEE, premier débouché en volume avec ses 56 millions de bouteilles. En Europe, le client n° 1 reste la Grande-Bretagne, qui cède un peu

de terrain, à 17 millions de bouteilles, mais l'Allemagne marche très fort (+ 8 % en volume et + 2 % en valeur pour 12 millions de bouteilles), de même que le groupe Belgique-Luxembourg (+ % et + 18,8 %, pour 4,5 millions de bouteilles), sans oublier cette petite championne l'Irlande, précédemment évoquée. Un « trou », l'Espagne, qui ne boit que 340 000 bouteilles mais qui constitue, selon les professionnels, un marché « très prometteur », à condition que le cognac débouche les brandys locaux.

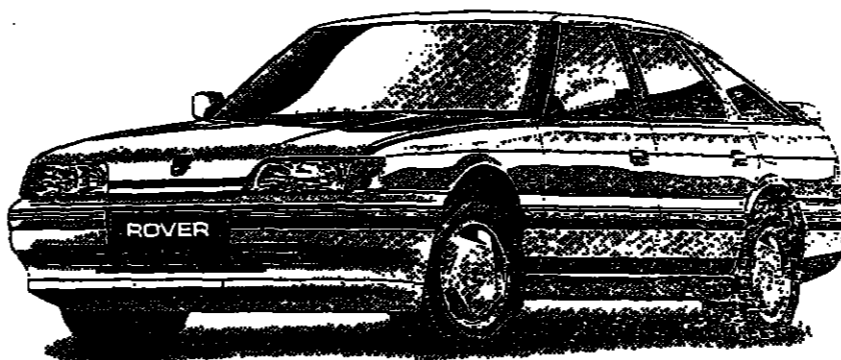
La « part des anges »

Tout va donc très bien sur les rives sinieuses de la paresseuse Charente, où le spectre de la surproduction ne hante plus les vignes, comme en 1977. A l'époque, la superficie du vignoble avait, inconsidérément, atteint 100 000 hectares, dont 25 000 plantés les cinq dernières années. Aujourd'hui, on en a arraché 20 000, et les stocks, autrefois surabondants et onéreux, se maintiennent aux environs d'un milliard de bouteilles, un peu plus de cinq années de ventes, ce qui est normal, après être montés à sept années.

Certes, l'évaporation du cognac durant ses années de maturité en tonnes de chêne (la « part des anges ») prélève 21 millions de bouteilles par an, ce qui ponctue les stocks en question et entraîne un manque à gagner. Mais il faut bien en convenir, heureux les Charentais, et heureux les anges !

FRANÇOIS RENARD

L.O.A. "FORMULE" ROVER DES AVANTAGES RENOUVELÉS



JUSQU'AU 11 NOVEMBRE 89 FINANCEMENT EXCEPTIONNEL
SUR TOUS LES MODÈLES ROVER SÉRIE 800

AVANTAGE

n° 1

0 F LA PREMIÈRE ANNÉE

Jusqu'au 11 Novembre 1989, ROVER reprend votre voiture aux conditions générales ARGUS. Si sa valeur couvre le 1^{er} versement de votre location avec Option d'Achat, vous partirez au volant de la ROVER 800 de votre choix sans rien payer de plus pendant 1 an.
Location avec Option d'Achat sur 60 mois :
1^{er} versement : 50 % (*) du prix TTC de votre ROVER 800 (Dépôt de Garantie 15 % + 1^{er} loyer 35 %) pouvant être représenté en totalité ou en partie par la reprise de votre voiture, ensuite 0 F pendant 1 an, puis 4⁷ loyers de 1,38 % du prix TTC de votre ROVER 800 (hors assurances).

AVANTAGE

n° 2

COÛT TOTAL EN CAS D'ACQUISITION SUR 5 ANS SEULEMENT 12,51 % DE PLUS QUE LE PRIX COMPTANT

Au bout des 60 Mois, vous pourrez devenir propriétaire de votre ROVER 800 sans rien déboursier. L'option d'achat étant convertie par le dépôt de garantie déjà versé.
Votre ROVER 800 ne vous aura coûté que 112,51 % du prix comptant TTC (hors assurances).

AVANTAGE

n° 3

OPTION D'ACHAT EXCEPTIONNELLE A LA FIN DU 13^e MOIS

Si vous ne résistez pas à l'envie de devenir propriétaire plus tôt de votre ROVER 800, achetez-la au bout du 13^e mois. L'option d'achat à verser, déduction faite du dépôt de garantie initial ne sera alors que de 50 % du prix comptant TTC de votre ROVER 800.
1^{er} versement de 50 % à la livraison + 0 F la 1^{re} année + option d'achat de 50 % à la fin du 13^e mois : vous ne paierez que 100 % du prix comptant de votre ROVER 800 malgré les 13 mois écoulés.

Cette offre est valable jusqu'au 11 Novembre 89, chez les concessionnaires ROVER agréés l'opération, sur tous les modèles de la série ROVER 800 et sous réserve d'acceptation de votre dossier par ROVER FINANCEMENT, département de L'OCUNIVERS, 51, Bd des Dames, 12008 Marseille, SA au capital de 22.000.000 F RCS Marseille B 071 800 130.



ROVER SÉRIE 800

VERS UNE AUTRE CONDUITE



Pour connaître votre concessionnaire, téléphonez au 05 102 102 (appel gratuit) ou composez sur votre minitel le 36-15 ROVER.

سكندرية

هكذا من الاجل

TECHNOLOGIE

Pour un coût de 60 à 70 francs la minute

Téléphoner en plein ciel

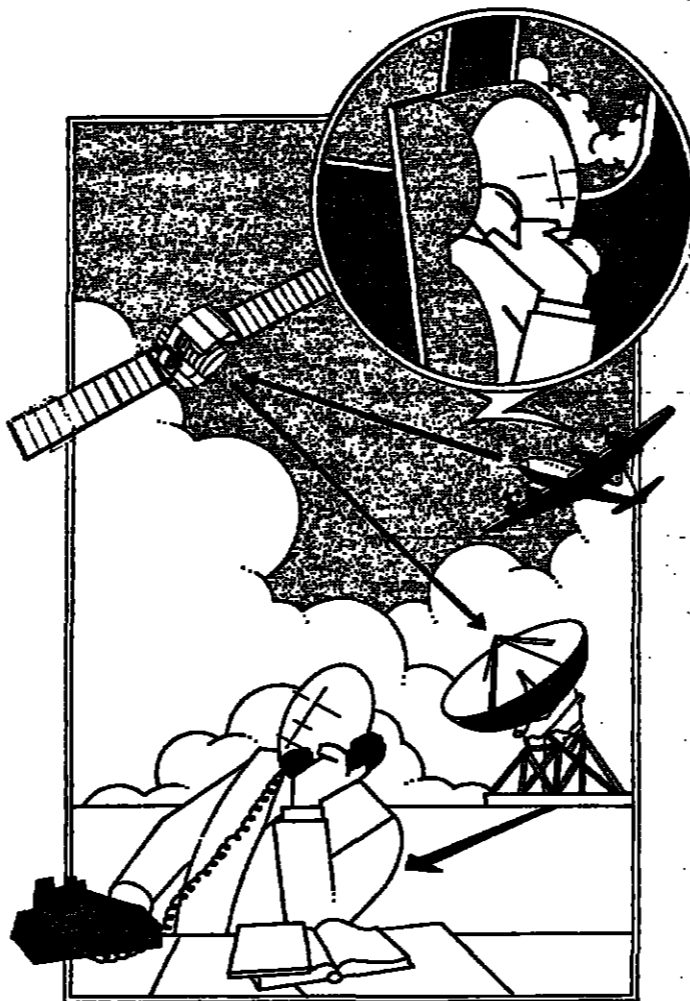
Dès 1990 pour Air France et 1991 pour Air Inter, les passagers de ces compagnies aériennes pourront téléphoner en plein ciel à leurs correspondants situés n'importe où dans le monde. Ils profiteront ainsi d'un service dont les Américains usent depuis 1984 et qui est proposé à titre exceptionnel aux clients de Japan Air Lines et de British Airways. Paiement obligatoire par carte de crédit. Coût de la communication : entre 60 et 70 francs la minute.

M. Smith, passager d'un Boeing 747 de la compagnie British Airways entre Londres et New-York, se souvient, après le décollage, qu'il avait promis à son imprimeur de Birmingham de lui donner le feu vert pour la fabrication d'une plaquette publicitaire. Autant utiliser le temps perdu en vol pour lui passer un coup de fil !

Il se dirige vers l'avant de la classe « affaires ». Il introduit sa carte de crédit dans l'un des deux postes de téléphone accrochés à une cloison. Il retire le combiné qu'il emporte à sa place. Lorsqu'un canal est libre, une lumière verte lui indique qu'il peut composer le code du pays, le code de la zone et le numéro de l'abonné demandé.

Lorsqu'il a achevé de parler, il replace le combiné sur le poste de téléphone et sa carte lui est rendue. Le coût de la communication sera automatiquement débité de son compte. En revanche, si son interlocuteur veut le rappeler, ce sera peine perdue : il n'est pas possible d'appeler depuis le sol un passager. Pour des raisons de complexité, il serait trop difficile de trouver le passager parmi trois cents ou quatre cents personnes ; mais surtout pour des problèmes de sécurité : cela permettrait à d'apprentis-terroristes de menacer le vol d'un attentat fictif depuis n'importe quelle cabine téléphonique. Les compagnies ne veulent donc pas que leurs avions puissent être contactés.

L'Institut du transport aérien (ITA) a effectué, au printemps 1987, une enquête sur huit cent dix-huit vols intérieurs et inter-



Pour téléphoner d'un avion, deux systèmes complémentaires sont disponibles. La communication peut être émise par radio en direction d'un satellite, qui relaie l'appel vers une station terrestre. Ou, quand cela est possible, la communication est aigüillée directement vers une station terrestre située suffisamment en avant de la trajectoire de l'appareil.

nationaux de sept compagnies afin d'apprécier le marché de ce service téléphonique aérien. Les conclusions obtenues après traitement des dix-sept mille questionnaires font apparaître que 71 % des passagers ayant répondu, jugent ce service « vital » ou « utile » et que 39 % l'auraient utilisé s'il avait été disponible au jour de l'enquête.

Le passager le plus intéressé est naturellement un cadre supé-

rieur ou un membre d'une profession libérale qui souhaite téléphoner pour des raisons professionnelles. La durée moyenne de la communication serait de 3,5 minutes. En extrapolant des études faites en 1983 par l'ITA et European Space Agency (ESA), on a pu calculer qu'au-dessus de l'Atlantique nord, ce sont vingt-quatre mille appels qui pourraient être passés chaque jour. Un beau marché en perspective pour les exploitants des télécommunications et pour les compagnies aériennes qui tâtonnent pour trouver la technologie la mieux adaptée.

Deux systèmes assez complémentaires sont disponibles. Le plus moderne a recours au satellite. Un système radio situé dans l'avion émet la communication téléphonique grâce à une antenne, en direction d'un satellite. Celui-ci relaie l'appel vers une station terrestre en lui transmettant l'identité de l'avion, le numéro de la carte de crédit et le numéro téléphonique demandé. C'est ce système qu'expérimentent les Boeing de British Airways au-dessus de l'Atlantique. Il se heurte à un certain nombre de problèmes en ce qui concerne l'antenne qui doit répondre à des contraintes rigoureuses.

Des stations et des satellites

Les antennes à balayage qui cherchent en permanence le meilleur pointage vers le satellite doivent être logées dans un miniradôme dont le coefficient de traînée doit être le plus faible possible pour ne pas ralentir l'avion ou pour ne pas accroître sa consommation de carburant ; les antennes sophistiquées ont tendance à geler puisqu'elles affrontent des températures de -50 degrés ; enfin il a fallu régler le problème de la fragilisation du fuselage par le perçage de trous pour y installer l'antenne.

Aujourd'hui, les techniciens sont venus à bout d'à peu près toutes ces difficultés. Aussi, un accord a-t-il été signé au printemps dernier entre France Telecom, ses homologues australiens (OTC) et canadiens (Globe) et la Société internationale de télécommunications aéronautiques (SITA) pour que les communi-

cations téléphoniques émises depuis les avions soient relayées par le réseau des satellites de l'organisation INMARSAT et par les stations terrestres de Lake Cowichan (Colombie britannique), Weir (Québec), Aussaguel (France) et Perth (Australie). Les premières expérimentations débuteront au second semestre 1990.

Mais les télécommunications par satellite coûtent cher : 3 millions de francs d'équipement par appareil et 50 millions de francs pour les équipements au sol. Conséquence : British Airways facture 9,50 dollars (61 F environ) la minute. Aussi les spécialistes jugent-ils préférable de réserver le satellite pour les vols transocéaniques où celui-ci représente le seul relais possible et de recourir au radiotéléphone classique quand l'avion survole un continent.

Six cents avions équipés

Le radiotéléphone est, en effet, le procédé qui a été retenu par Airfone, société américaine de télécommunications aériennes choisie par les autorités et par les compagnies nord-américaines. Six cents avions environ sont équipés d'émetteurs-récepteurs commandés par une unité de contrôle qui recherche, parmi les soixante-huit stations au sol, celle qui se trouve suffisamment en avant de la trajectoire de l'appareil pour assurer une liaison téléphonique d'au moins dix minutes. Là encore, les codes de l'avion et de la carte de crédit de l'appelant sont transmis avec le numéro appelé. La facturation est automatiquement adressée aux organismes gestionnaires des cartes de crédit.

Le coût des équipements est nettement moins élevé que pour les systèmes ayant recours au satellite. L'émetteur-récepteur et l'antenne de l'appareil reviennent à 1,5 million de francs ; la station terrestre à 3 millions de francs. Le tarif de communication est, en conséquence, nettement plus bas : 7,50 dollars (48 F) les trois minutes et 1,25 dollar (8 F) la minute supplémentaire pour un appel adressé aux États-Unis et le double pour une autre destination.

Les inconvénients de la radiotéléphonie aérienne américaine sont nombreux : elle utilise des bandes de fréquence incompatibles avec celles en usage en Europe ; les longues conversations sont interrompues chaque fois que la station se trouve hors de portée.

Les téléscopies aussi

France Telecom et British Telecom ont formé le projet de créer un service de radiocommunication aéronautique air-sol impliquant la création d'une trentaine de stations radio, en France et en Grande-Bretagne, chacune ayant une portée de 300 kilomètres. Les deux entreprises se livreront à partir de 1991 à des expérimentations sur des avions de British Airways, Air France, Air Inter et SAS. Elles veulent déterminer si le service téléphonique qu'elles offriront fonctionnera uniquement lorsque l'avion sera en route, comme cela se pratique aux États-Unis, ou si l'on sera possible de téléphoner pendant les atterrissages, les décollages et même quand l'appareil roule sur la piste. Dans ce dernier cas, une trentaine de petites stations réceptrices d'appoint seraient nécessaires.

Lorsque les conversations téléphoniques aériennes seront achevées sans difficulté, il sera possible de diversifier les produits des télécommunications, de penser à acheminer, depuis l'avion, une télécopie ou de connecter avec le sol un micro-ordinateur. Les hommes d'affaires pourront travailler en avion comme s'ils n'avaient jamais quitté leur bureau !

ALAIN FAUJAS

Le saumon fumé provoque des vagues

Philippe McGarry, PDG de la firme landaise Labeyrie, leader mondial du foin gras et l'un des premiers producteurs français de saumon fumé, est-il bien coupable d'excès médiatique, comme le lui reprochent ses détracteurs, ou est-il un réel innovateur victime de concurrents envieux ? Pour avoir été à l'origine d'une petite révolution dans la profession des fumeurs de saumon, il vient en tout cas de perdre sa place de président du Syndicat national des industries du saumon.

A l'origine du conflit, la commercialisation, par Labeyrie, des premiers saumons fumés étiquetés avec leurs dates de pêche et de fumage. Une procédure qui n'existait guère jusqu'à présent ; et pour cause ! Il s'écoula, souvent deux ans avant qu'un saumon fraîchement pêché se retrouve dans l'assiette du consommateur. Mieux vaut donc ne pas l'indiquer sur l'étiquette.

Certains producteurs auraient en effet pris l'habitude de stocker leurs saumons en les congelant pendant un an, voire deux. Seule façon pour eux de fournir en grande quantité les magasins durant les fêtes de fin d'année. Une époque où, sur deux mois, se jouent plus de 60 % du marché annuel (10 400 tonnes en 1988). En revanche, Labeyrie assure que, grâce à sa nouvelle unité de production, il ne s'écoulera plus qu'une semaine ou deux entre la pêche des saumons et leur mise en rayon.

Atelier automatisé

Il vient de mettre en place à Saint-Gours-de-Maremme une unité de production de conception inédite. Capable de débiter jusqu'à 24 tonnes de saumon fumé quotidiennement, il ne lui faut plus que quelques jours pour traiter les poissons frais, sans jamais devoir les congeler, prétend le fabricant landais. Ce que ses concurrents contestent. Ils viennent donc de l'attaquer devant les tribunaux pour publicité mensongère.

En attendant la décision finale du juge le 15 novembre prochain, Labeyrie persiste et signe en maintenant l'affichage des dates de pêche sur sa gamme de saumon.

De fait, la firme a investi pas moins de 50 millions de francs dans son nouvel atelier, entièrement automatisé. Des chariots suspendus transportent les produits d'un poste à l'autre. Les différentes étapes de traitement (découpe en filet, salage, désalage, fumage, pelage, tranchage, conditionnement sous vide) se succèdent en continu. Aucune rupture dans le cycle de fabrication ne peut intervenir sous peine d'arrêter l'ensemble de la chaîne.

C'est dans l'application sur grande échelle de cette technique de production, dite en « flux tendu », c'est-à-dire sans stockage intermédiaire, que réside l'originalité du site de Saint-Gours.

Pour le fumage, véritable cœur du processus, Labeyrie a spécialement développé six grands fumoirs, au lieu d'adopter, comme c'était jusqu'alors l'habitude, des modèles utilisés dans la saumonerie traditionnelle. Capables de traiter en une fois 2,5 tonnes de poisson, ils sont pilotés par ordinateur. L'ensemble des paramètres opératoires (nombre et durée des cycles

alternés de fumage, séchage, taux hygrométrique, et température dans l'enceinte, orientation des flux d'air ventilé) est calculé par microprocesseur en fonction de la taille des saumons, classés selon neuf catégories.

L'opérateur, le « fumeur », n'a plus qu'à entrer la catégorie de la charge à fumer sur un terminal d'ordinateur installé au pied du fumoir. L'opération se déroule ensuite sans aucune intervention manuelle durant huit à dix heures. Des sondes thermiques et hygrométriques situées dans l'enceinte permettent de vérifier si les paramètres effectifs correspondent aux consignes fournies par l'ordinateur. Ces données, affichées en permanence sur l'écran de la console de pilotage, donnent au fumeur le moyen de contrôler toutes les heures le bon déroulement de l'opération.

« Il nous a fallu deux ans de tâtonnements pour automatiser l'opération de fumage. Plus qu'un gain en rapidité, notre préoccupation était d'ordre qualitatif. Le séchage en surface ne devait pas provoquer de croûte, mais au contraire laisser un aspect brillant au poisson », précise Corinne Courvalin, directrice qualité et développement chez Labeyrie.

En fin de compte, vingt-huit postes de tranchage automatique ont également requis une étude de brique hétéroclite. Ces machines, appelées « tranchesuses-reconstitueuses », résistent non seulement à la découpe des saumons, mais intercalent aussi les feuilles de Cellaphane entre chaque tranche. Pour mécaniser cette étape, il fallait donner du maintien à ce produit mou qui est le poisson. Le qui fut réalisé en faisant passer au préalable le saumon dans un tunnel de refroidissement pour le raidir en surface. Certaines opérations restent néanmoins encore du domaine de l'homme de l'art. Comme l'évaluation du temps de maturation nécessaire au produit entre le fumage et le pelage.

Noël approchant, usine de Labeyrie tourne actuellement à plein régime. Il n'en reste pas moins que l'unité fonctionnera à faible rendement dix mois sur douze. La politique d'une production de frappe en temps réel a prévu donc une lèvre de parti commercial. Si l'entreprise loupe le coup de fin d'année, l'opération, qui a coûté 85 millions de francs (équipements et bâtiment confondus), pourrait se révéler dramatique pour elle.

Un pari commercial

Du côté du Syndicat des fumeurs, on parle surtout de « coup médiatique » à propos de l'affaire Labeyrie. L'organisme, qui recense quatorze fumeurs français (soit les trois quarts de la profession), conteste au fabricant landais le droit de se considérer comme le seul producteur à pouvoir travailler du saumon toute l'année.

« Nous faisons le même métier que Labeyrie. Ainsi, depuis plusieurs années nous nous approvisionnons largement, comme cette société, de produits d'élevage accessible frais en toute saison », déclare Jean-Yves, le nouveau président du SNIS. Il se dément pas, cependant, la pratique de la congélation parmi les fumeurs. Pour lui, la conservation par le froid sur une longue durée ne pose aucun problème. A condition que le poisson soit directement stabilisé avant refroidissement.

FRANÇOIS MOURET

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

STEELCASE STRAFOR

Steelcase Strafor
a acquis par O.P.A. amicale
le contrôle de Gordon Russell plc.

Nous avons initié cette transaction
et conseillé Steelcase Strafor
en collaboration avec
Ermgassen & Co (Londres).

PALLAS FINANCE

Paris - Francfort - Madrid

Octobre 1989

o RECTIFICATIF. — Le graphique illustrant notre article consacré à l'Office européen des brevets (nos éditions du 25 octobre) représente la répartition par pays des brevets délivrés et non celle des demandes de brevets,

comme indiqué par erreur en légende. Par ailleurs, la convention de Munich n'a pas été signée en 1983 mais en 1973 ; enfin, le président de l'Office est M. Paul Brandt (et non pas M. Brandly, comme injustement orthographié).

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DARDEL

Groupe DARDEL - Technologies
(CA 200 MF - Effectif 270 personnes)
Nos domaines d'activités sont la Fabrication,
le Développement et la Vente de :

Société ENERDIS - Appareils de Mesure et de Contrôle de l'Energie (Marque ENERTEC)
Société SECURISCAN - Systèmes Domestiques : Alarmes et Sécurité
Société AXIOM - Têtes et Modules d'Impression Thermique, Circuits Hybrides

Nous sommes un Groupe jeune, occupant des positions privilégiées sur des marchés porteurs.
Notre volonté est d'accroître notre croissance tant interne qu'externe et de nous affirmer leader européen dans nos métiers.

INGENIEURS ETUDES ELECTRONIQUES (25/28 ans)

Postes : Département RECHERCHE et DEVELOPPEMENT, Région parisienne. Etude et développement de notre nouvelle génération de produits Domestiques.
Profil : Diplôme récent d'ingénieur en Electronique, Polyvalence de connaissances (Microprocesseurs, Radiocommunication, Electronique Analogique et Numérique).
7 ans d'expérience serait un plus.

INGENIEURS SYSTEMES DE TEST (24/25 ans)

Postes : Département INDUSTRIALISATION, Région Parisienne. Développement et maintenance de bancs d'étalonnage et de test.
Profil : Diplôme récent d'ingénieur en Electronique, Connaissances en instrumentation Analogique programmation structurée (Turbo - Pascal, Basic...).

Adresser un CV, une photo et une lettre manuscrite à
DARDEL-Technologies
Direction du Personnel - Offre n°92
(préciser le poste choisi)
BP 675 - 92542 MONTROUGE Cedex

RCE

Réseaux de Communication d'Entreprise S.A.
PME de haute technologie en pleine expansion,
premier constructeur français de RESEAUX LOCAUX
recherche

COLLABORATEURS DE HAUT NIVEAU INGENIEUR LOGICIEL

Fonction : Participation au développement des logiciels nécessaires à l'évolution de notre gamme de produits.

Profil :
- Goût pour la conception, la réalisation et le suivi de logiciels opérationnels,
- Sens du travail en équipe,
- Connaissance de la programmation temps réel,
- Expérience DOS, OS/2, UNIX, C, assembleur Intel, protocoles OSI appréciés,
- Anglaise lu et parlé.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Fonction : Participation au développement et à l'industrialisation des matériels nécessaires à l'évolution de notre gamme de produits.

Profil :
- Goût pour la conception, la réalisation et le suivi de matériels opérationnels,
- Connaissance de l'électronique numérique et de microprocesseurs,
- Expérience de la logique programmable et des techniques de transmission appréciées.

RCE
Immeuble Ordinal
Rue des Châtilliers
95002 CERGY-PONTOISE

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES (X, MINES, CENTRALE...)

Intervenez au cœur de grands projets internationaux

Nous sommes un des leaders mondiaux dans le domaine de l'ingénierie de pointe, notamment dans le Nucléaire et la Connectique. Pour construire l'énergie, nous développons des projets d'envergure internationale.

Notre réussite, nous la devons au niveau de compétence élevé de nos collaborateurs mais aussi à notre enthousiasme, notre goût du défi et notre esprit d'équipe.

Rejoignez-nous, vous développerez votre potentiel technique et relationnel et découvrirez le métier d'ingénieur dans toutes ses dimensions.



Ingénieurs études de sûreté nucléaire

Au sein de l'équipe Sûreté, vous développerez les études liées à la sûreté de systèmes et de matériels.

Vous serez à l'interface des différents spécialistes internes et externes. Vous réaliserez la synthèse de leurs travaux pour concevoir des systèmes prototypes et assurer leur fiabilité.

Vous réussirez grâce à votre esprit de synthèse et à vos qualités relationnelles (réf. BC/NJ/11-A).

Ingénieurs études de structure

Vous réaliserez des Etudes de modélisation de comportement d'assemblages et de matériaux mécaniques, grâce à l'utilisation de puissants outils informatiques. A partir de ces résultats et en rapport avec les partenaires extérieurs, vous élaborerez les règles de dimensionnement et de conception de ces structures.

Vous réussirez grâce à votre capacité à travailler en équipe et à votre goût pour l'informatique scientifique (réf. BC/NJ/11-B).

De nombreuses opportunités d'évolution sont possibles au sein du Groupe, notamment vers le suivi d'affaires, le management ou l'expertise. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

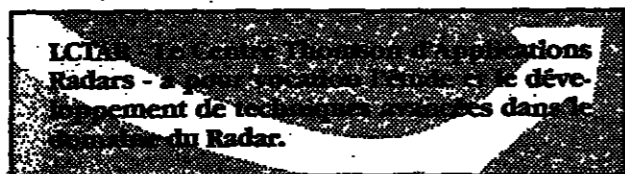
Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à Groupe
Framatome, Service Emploi, 10 rue Juliette Récamier,
69006 Lyon sous la référence choisie.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

Soyez les précurseurs en technologie de pointe



De formation Grande Ecole ou Universitaire (DEA + thèse), nous vous proposons de participer à notre croissance en développant votre autonomie, votre goût de l'innovation et votre capacité à vous impliquer dans des projets d'envergure.

10 INGENIEURS ELECTRONICIENS

DEBUTANTS : Vous participez à des études avancées dans le domaine du traitement du signal.

CONFIRMES : Vous participez à la conception et à la réalisation de systèmes radars complexes et vous avez 2 à 8 ans d'expérience dans l'un des domaines suivants :

- Traitement du signal
- HF, VHF...
- Electromagnétisme théorique
- Systèmes
- Logiciel Temps Réel

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le domaine choisi à :
LCLAB - Service des Relations Humaines - 6, rue Nieuport - BP 16 -
78143 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex.



Valeo

Des Equipiers pour Réussir...

Leader dans les Matériaux de Friction : garnitures de freins - garnitures d'embrayages - Valeo Matériaux de Friction poursuit son développement et RENFORCE son potentiel humain (effectif 2.300 personnes - C.A. 1,3 milliard) et recherche

Ingénieurs Chimistes

Formation complémentaire DOCTORAT CHIMIE ou MATERIAUX

- Pour sa Division Garnitures de Freins (1.200 personnes) située en Région Parisienne (Saint-Ouen 93).

Ingénieur d'Etudes

Rattaché à la Direction des Etudes
- Vous avez une connaissance en formulation - caoutchouc - polymères - matériaux...
- Vous participez au développement de nos différents projets et assistez d'équipes techniques dans la réalisation. Réf. IEDE/LM

- Pour sa Division Garnitures d'Embrayages (500 personnes)
France - Europe - Amériques - Asie -
site de Lamoignon (87)

Ingénieur Etudes Responsable Laboratoire de Chimie

Orientation chimie analytique et/ou analyse instrumentale. Vous serez le Responsable du Laboratoire créé au sein du service Etudes récemment transféré à LIMOGES. Réf. IELC/LM

Vous avez une expérience des Etudes dans le secteur automobile freinage et garnitures d'embrayage que vous souhaitez valoriser au sein d'un Groupe International. Pour chacun de ces postes, la connaissance de l'anglais est indispensable, une deuxième langue, l'allemand ou l'espagnol est appréciée.

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière dans le Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en précisant la référence du poste choisi à Mme Yolande RENOCQUE - Service Recrutement - D.R.H. 13 rue Digneberg - 93406 SAINT-OUEN CEDEX.

Valeo L'Equipement Automobile

سكزافن الاصل

SECTEURS
DE POINTE

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 111

ALCATEL
ISR

Passionné de télécommunications et réso...lument européen

Nous concevons et développons de grands systèmes d'information temps réel permettant à nos clients d'acquiescer un avantage concurrentiel sur les marchés dans les secteurs les plus divers : militaire, industriel, distribution et contrôle d'accès.

Notre jeune Division "Nouveaux Systèmes" (banlieue Sud) participe activement à plusieurs projets ESPRIT et RACE, faisant appel aux réseaux à très large bande.

Venez participer comme ingénieur d'études réseau aux études de définition et prendre en charge les développements en liaison avec les autres intervenants de la C.E.E. Bien sûr, vous rédigez vos rapports en anglais.

Ingénieur ENST ou équivalent, après une première expérience, vous connaissez bien l'architecture générale de réseaux (modèle ISO) et les principes du RNIS. Vous souhaitez utiliser les nouvelles techniques de modélisation et de programmation. Progressez vite avec nous !

Notre consultante, Mme E. PRIMAULT, vous remercie de lui écrire (réf. 9507 LM) à "Nouvelles Technologies"

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

INEC

- Des produits HIGH - TECH au service de grands programmes Européens, civils et militaires,
- une réputation de spécialistes en Télécommunications - Télémesures - Médical - Systèmes de test,
- la souplesse et la rapidité de réaction d'une PME (130 personnes)
- des équipements de pointe,
- un site classé privilégié en province.

recherche

ingénieur système spécialisation radiocommunication

Il succèdera le Responsable Système chargé de la conception des nouvelles générations d'appareils de mesure (Radiolocalisation). A ce titre, il se verra confier la responsabilité du développement de nouveaux projets : à l'issue des Etudes Théoriques menées par ses soins, il sera chargé de suivre la réalisation de ses projets ou s'occupera des compétences des services techniques de l'entreprise vis-à-vis desquels il jouera un rôle de coordinateur. Il sera progressivement amené à participer aux relations clients.

Ce poste - nécessitant forte curiosité intellectuelle, sens critique et goût des responsabilités - s'adresse à un ingénieur SUPELEC, SUP'TELECOM, ENSERG, ISEN... débutant ou ayant une première expérience et disposant de bonnes connaissances en Radiocommunication/Localisation/Traitement du Signal et en langages informatiques. Implantation : périphérie de Caen.

Les dossiers de candidature - sous référence 9715 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTec

WIMETAL

WIMETAL, le spécialiste de la ligne d'échappement.

Filiale française d'un important groupe allemand, la société WIMETAL conçoit et fabrique des lignes d'échappement.

70 % de la production du site de Wissembourg fournit les plus grands constructeurs automobiles nationaux ; la qualité de nos produits et une ambiance de travail agréable motivent nos 380 collaborateurs et participent au développement de l'entreprise.

Dans le cadre d'une augmentation rapide de la production, nous recherchons

1 ACOUSTICIEN

De formation Ingénieur avec une spécialisation en acoustique, ou Universitaire, titulaire d'un doctorat ou d'une maîtrise en acoustique.

Une première expérience dans le milieu industriel est souhaitée ; de bonnes connaissances en allemand sont exigées, et si possible en anglais.

Poste basé en Allemagne à 40 Kms de Wissembourg, possibilité de résider en France.

1 INGENIEUR PROJET

De formation Ingénieur Mécanicien (INSA - AM - ENSAIS ...), les candidats devront avoir 2 à 5 ans d'expérience dans les Méthodes.

Il sera chargé, depuis le chiffrage de la préétude jusqu'au suivi qualité en livraison pour une marque de voitures, de coordonner l'ensemble des activités de la Société et d'en rendre compte au Chef d'Entreprise.

Poste basé en France.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo au Chef du Personnel - WIMETAL S.A. - Z.I. Est - 67160 WISSENBURG

AG EW Association des chefs d'entreprise de Wissembourg

Rejoignez un univers de haute technologie

ANNECY

SNR ROULEMENTS

CA : 3 MILLIARDS DE F., 5200 PERSONNES
PARTENAIRE DE
L'AERONAUTIQUE, DE L'AUTOMOBILE
ET DE L'INDUSTRIE.

INGENIEUR FUTUR CADRE SUPERIEUR

Pour, d'abord, mener des projets de modernisation de notre "parc machines" dans un contexte où nos investissements sont multipliés par 3.

Profil recherché : Ingénieur GRANDES ECOLES de spécialité mécanique ou électrique.

Le candidat a un potentiel qui doit permettre ensuite d'évoluer vers des rôles hiérarchiques ou de gestion d'importantes unités de production.

Maîtrise de l'Allemand appréciée.

VEUILLEZ FAIRE PARVENIR S/RÉF. 9103 VOTRE DEMANDE MANUSCRITE, VOTRE CV AVEC PHOTO ET RÉMUNÉRATION ACTUELLE A SNR ROULEMENTS SERVICE EMPLOI, BP 17 - 74010 ANNECY.

INGENIEURS
"CHIEF DE PROJET"

Vous serez responsable de la conception et de la réalisation de projets industriels, dès les premiers contacts techniques avec le client et l'étude, jusqu'au bon fonctionnement de la machine sur site. Vous assurerez également le suivi de ces affaires (délais, coûts, performances...).

Ingénieurs électromécaniciens, vous parlez anglais, êtes débutants ou avez une première expérience en conception et mise en service de biens d'équipements industriels.

RESPONSABLE QUALITE

Vous serez chargé d'animer le service Qualité, de suivre l'organisation de la qualité (obtention du RAQ 1 en cours) en conception et fabrication, tant en interne qu'avec les clients et les sous-traitants.

Ingénieur généraliste, ayant des compétences en électromécanique et électronique, vous possédez le goût de la technique et êtes doté d'un sens de l'animation qualité que vous avez acquis et valorisé dans une entreprise de niveau RAQ 2 au minimum.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature à Micheline CHRISTOT - Société de Mécanique Magnétique, Z.I. Vernou/Saint-Marcel 2, rue des Champs - BP 2202, 27090 Saint-Marcel

Renseignements complémentaires : minitel 36-16 code RSCG CARRIERES.

S2M Leader mondial du palier magnétique actif

Venez rejoindre notre équipe ou votre compétence et vos qualités humaines seront la clé de votre réussite !

Nous vous proposons :

- une société jeune en pleine croissance (35 - par an),
- la souplesse et la rapidité d'une PME,
- la force d'un grand groupe actionnaires : SKF - SEIRO - SEPI,
- un produit de haute technologie en mécanique et électronique : le palier magnétique actif,
- un marché : le monde (filiales aux USA et au Japon).

Un métier stratégique

INGENIEUR TECHNOLOGUE

Pour rejoindre ce très grand groupe spécialisé dans les systèmes de communication, il vous faut mettre en œuvre la recherche de composants et de technologies stratégiques pour l'activité du site, en proche banlieue Ouest. Vous transformez nos fournisseurs en partenaires. Vous devenez, par vos contacts, partenaires des centres de recherche et des universités. Dans l'unité, vous définissez la méthodologie d'approche des problèmes physiques, vous diffusez vos travaux, vous apportez votre assistance aux projets en cours.

Physicien de formation, la trentaine, vous avez de bonnes connaissances en électronique et en mécanique, un bon sens pratique et un excellent esprit de synthèse. Votre première expérience dans l'industrie a développé en vous le goût des contacts et le pragmatisme. Professionnellement vous pratiquez l'anglais. La taille du groupe nécessite de courts déplacements en France et à l'Etranger.

Pour plus d'informations, adressez votre dossier de candidature à VOCATION MEDIA, sous référence 7686, 6 passage Lathuille, 75018 PARIS.

VOCATION ACTUALITES

Institut Telesystemes

Filiale de FRANCE TELECOM, recherche pour de grandes entreprises des :

- ☐ Ingénieurs (Grandes Ecoles ou Universités) toutes options, débutants ou première expérience
- ☐ Diplômés d'une Grande Ecole de Commerce, particulièrement attirés par les Secteurs de Pointe high-tech.

Nous vous proposons d'évoluer dans un secteur très porteur : l'ingénierie informatique et télécom.

Les candidats sélectionnés intégreront le programme post-ingénieur du CITCOM de type Master of Sciences, qui les préparera sur 7 mois intensifs aux fonctions de :

CHEFS DE PROJET/CHEFS DE PRODUIT en informatique et télécom

Le CITCOM (Centre d'Ingénierie des Technologies de la Communication) est implanté à PARIS, NANTES, MONTPELLIER, SOPHIA ANTIPOLIS, MADRID et rassemble les meilleurs experts en informatique, télécommunication et marketing.

TELESYSTEMES, les entreprises partenaires et les Régions proposent des Bourses qui couvrent totalement ou partiellement le coût du programme. Ces bourses peuvent être accompagnées d'une rémunération.

Envoyer CV sous référence MSC/22 à : CITCOM (Institut TELESYSTEMES) 11-15 Rue Sorreffe - 75014 PARIS

CITCOM

Important Organisme Public du Secteur Social

Environnement :
15 000 terminaux
1 500 mini-ordinateurs
32 centres de traitement
6 centres nationaux d'études
recherche un

CHARGE DE COORDINATION DE PROJETS NATIONAUX

Au sein d'une petite équipe, vous aurez la responsabilité du suivi de projets nationaux. En relation avec les centres d'études concernés et les utilisateurs, vous prendrez en charge la coordination et le pilotage d'un projet stratégique, ainsi que la mise en place d'outils méthodologiques de suivi de projet.

A 30 ans environ, de formation Ecole d'Ingénieurs ou Universitaire BAC + 5, vous avez acquis au cours d'une expérience de Chef de Projet, une bonne maîtrise du système UNIX et de SGDR.

Des compétences réseaux seraient également appréciées.

Rigueur, méthode, sens de l'organisation alliés à des qualités relationnelles certaines vous permettront de mener à bien cette mission et d'évoluer au sein de notre organisme.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + salaire actuel) sous la référence CPN à : EUROPE INFORMATIQUE SELECTION - 12 rue Godot de Mauroy - 75009 PARIS.

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Vous avez la sérénité de la compétence et un réel talent commercial

POUR COMMERCIALISER DES SYSTEMES DE 4^e GENERATION, réseaux multiservices sur un marché évolutif et porteur.
Téléphonie, communication, et réseaux d'entreprise, communication de l'écrit et de l'image, radiotéléphonie... MATRA COMMUNICATION est présente sur tous les grands marchés de la communication d'entreprise. De par son savoir technologique, MATRA COMMUNICATION y joue un rôle clé : 7400 personnes environ, plus de 4,7 milliards de francs de C.A.

INGENIEUR D'AFFAIRES

POUR VENDRE DES RESEAUX ET SYSTEMES DE COMMUNICATION D'ENTREPRISE

A partir de contacts commerciaux ou d'appels d'offres, vous construisez une proposition commerciale globale, dans une démarche de recherche de solutions équilibrées à partir de l'analyse de besoins de clients, et vous négociez et montez les grandes affaires pour des clients grands comptes nationaux.
Ingénieur de formation ou équivalent, vous avez de réelles compétences réseaux et systèmes de communication d'entreprise, vous et dominez et vous évoluez déjà dans un milieu télécommunication/informatique.
Votre démarche commerciale sera orientée sur un partenariat à l'égard du client, et dans un rôle de conseil en dialogue avec les Directions informatiques.
Vous aimez négocier en vous attachant à développer des relations de haut niveau dans un esprit de recherche de solutions. Vous êtes autonome et vous avez l'esprit d'équipe.

Réf. 1A/M

INGENIEUR COMMERCIAL

POUR VENDRE DES EQUIPEMENTS AUDIOVISUELS HAUTE DEFINITION D2MAC PAQUET, SECAM, PAL, NTSC

A partir de votre réseau de relations et d'appels d'offres, vous élaborez et négociez les propositions commerciales avec l'appui des Chefs de Projets et des Directions Techniques et Marketing.
Ingénieur de formation, après une première expérience technique vous avez pris goût et vous réussissez dans le Commercial sur des produits haut de gamme et auprès de clients Administrations et professionnels de l'audiovisuel.
Vous avez le sens des affaires et un réel plaisir à négocier tout en vous impliquant dans un travail d'équipe. Nous vous donnerons beaucoup d'autonomie et de perspectives d'évolution de carrière.
La maîtrise de l'Anglais et si possible de l'Allemand est souhaitée compte tenu de déplacements en France et à l'Etranger.

Réf. 1C/M

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. choisie à Nicole Kamezuo - MATRA COMMUNICATION BP 26 - Rue Jean-Pierre Timbaud - 78392 Bois d'Arcy Cedex.

MATRA COMMUNICATION

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT



POUR DEVELOPPER
SON INFORMATIQUE A L'ECHELLE
MONDIALE la BNP recherche

CONSULTANTS BANCAIRES

SECTEUR INTERNATIONAL

Nous vous proposons de participer à la construction d'une informatique de groupe dans le monde entier.

Vos missions recouvrent l'ensemble des actions d'organisation, de conseil et d'assistance préalables à l'implantation de nouveaux systèmes informatiques sur les sites étrangers.

Vous êtes diplômés d'une Grande Ecole ou d'une Ecole d'Ingénieur, et capitalisez 5 ans d'expérience dans des fonctions de consultant dans un cabinet d'audit ou dans une grande SSII.

Votre culture bancaire ou financière, votre professionnalisme, votre autonomie et votre communication sont des atouts indispensables.

Basés à Paris vous serez amenés à séjourner fréquemment à l'étranger pour des missions de 2 à 3 mois tous pays. La pratique de l'anglais est obligatoire.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre, CV et photo) sous référence CBI 17 M à notre Conseil R.I.B. - Norine NIZEROLLE - 5, rue de Surène - 75008 Paris.



DONNEZ A VOTRE CARRIERE UNE DIMENSION INTERNATIONALE

Ingénieurs Généralistes
ou Mécaniciens, le Groupe
Framatome vous propose de valoriser
vos compétences techniques et relation-
nelles dans une fonction de



Responsable d'interventions

Vous aurez un rôle majeur dans l'essor de notre activité Maintenance, fondée sur l'évolution permanente des technologies :

- Vous préparerez et conduirez des opérations de maintenance spécialisée en centrales nucléaires.
- Vous dirigerez des équipes de techniciens hautement qualifiés.
- Vous serez l'interlocuteur privilégié du client sur les sites.

Cette fonction d'encadrement exige une culture technique vaste, ainsi qu'une grande mobilité (France et étranger).

Votre profil : 27-35 ans et une expérience "terrain" de quelques années (marine, chantiers, production). Nous vous proposons un environnement exigeant où les maîtres-mots sont SECURITE - QUALITE.

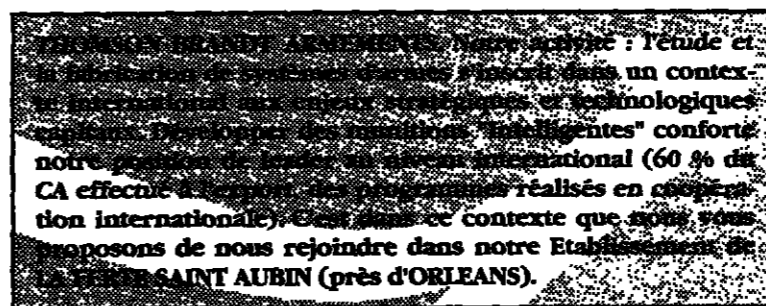
Si ce challenge vous intéresse, adressez
lettre manuscrite et CV à Groupe
Framatome, Service Emploi, 10 rue Juliette
Récamier, 69006 Lyon sous la
réf : SB/4485.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

Une ouverture internationale, un univers de technologies avancées aux portes de la Sologne



JEUNE INGENIEUR RECHERCHE

Ingénieurs diplômés Grandes Ecoles, vous êtes désireux de commencer ou de développer votre carrière en créant des Munitions Intelligentes dans le cadre de la Direction des Recherches. Vous disposez sur place de moyens de conception, de simulation, de réalisation et d'essais.

Des spécialités en détonique, propulsion, dynamique des solides ou des gaz, électronique analogique ou numérique sont souhaitées.

CANDIDATURES A ADRESSER A :

Philippe PHAM - Direction des Ressources Humaines
Tour Chenonceaux - 204 Rond Point du Pont de Sévres
92516 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX



THOMSON

INGENIEUR CHIMISTE

Nous sommes un groupe chimique d'importance mondiale, aux activités diversifiées et dont les implantations industrielles en France sont nombreuses.

La forte progression des résultats et la dynamique de la gestion des carrières nous amènent à recruter pour un site de l'Est de la France un jeune ingénieur chimiste. Adjoint au chef du service, il assurera la gestion quotidienne du laboratoire (une quarantaine de personnes) les relations avec la fabrication - analyses en temps réel - et les recherches pour améliorer les techniques analytiques.

Ce poste conviendrait à un ingénieur de 30/35 ans, possédant une bonne connaissance des analyses physico-chimiques acquise au cours d'une première expérience et souhaitant élargir ses responsabilités techniques et de management - dans un groupe où les possibilités d'évolution ultérieures sont importantes.

Merci d'adresser dossier de candidature sous référence 5746 à l'Agence DRESSIN, 15 rue du Louvre 75001 PARIS.

LABORATOIRE D'ANALYSES



CA 1,7 Milliard de F - 1600 personnes
FILIALE ATOCHEM GROUPE ELF AQUITAINE

La chimie des spécialités

Pour notre Département "colles de structure", qui assure l'élaboration, le lancement et la commercialisation de nos adhésifs de haute performance, nous recherchons un

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT FUTUR CHEF DE MARCHE

Ce jeune collaborateur sera progressivement responsable de l'homologation, de la promotion et de l'implantation de nos produits dans des secteurs industriels variés. Pour y parvenir, il assurera de l'adéquation technique de ses gammes, de leur conformité à la législation et de leurs débouchés commerciaux, en inscrivant, d'emblée, son action dans le cadre européen.
Pour ce poste passionnant, nous souhaitons un jeune ingénieur de 26-28 ans de formation chimie, matériaux ou mécanique, ayant de bonnes notions d'allemand et d'anglais et possédant une première expérience adaptée à la fonction.

Ce poste, nécessitant de fréquents déplacements, est situé à Paris-La Défense.
Les candidats intéressés peuvent adresser leur C.V. accompagné d'une lettre manuscrite sous la référence JC/89019/CE à :

SCORE CONSULTANTS

6, rue Bray - 75017 PARIS

هكذا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 431

LA MER ET LES TECHNIQUES DE POINTE GRANDE ECOLE, ENSI (ELECTRONIQUE) TOULON

Notre société est une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes électroniques de pointe. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour rejoindre notre équipe.

INGENIEUR SYSTEME ELECTRONIQUE

D'un haut niveau technique, vous devez acquérir la connaissance parfaite de l'ensemble des matériels de simulation et de leurs logiciels. Ainsi, pourrez-vous faire intervenir efficacement les services internes compétents et les sociétés sous-traitantes.

Vous participerez à la conception et à la mise en œuvre des améliorations de nos systèmes de simulation.

Vous possédez si possible une première expérience en système d'armes et matériels de défense sous-marins. A défaut, vous pouvez faire état de solides compétences en informatique scientifique et en réseaux locaux. (Réf. 89411)

CHEF DU SERVICE TESTS ET REPARATION DE CARTES ELECTRONIQUES

Dans le domaine Conception et Fabrication des cartes électroniques, vous serez chargé du développement de leurs logiciels de test et de maintenance sur bancs universels, et devrez assurer la centralisation dynamique des réparations de ces cartes pour l'ensemble de l'établissement.

A partir d'une spécialisation électronique et micro-informatique, vous possédez quelques années d'expérience dans la mise au point de cartes électroniques. Vous dirigerez une petite équipe de haut niveau. (Réf. 8939)

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo, sous la référence choisie, à MEDIA P.A. - 50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

Florian Mantione Institut

Notre Société, 2.500 personnes, filiale d'un des premiers Groupes Français, participe à la réalisation de grands projets (conduites de refroidissement des centrales nucléaires, galeries étanches, projet européen Eureka...) et souhaite vous confier, dès le départ, des responsabilités importantes.

Nous recherchons pour le Bureau d'Etudes de notre Siège (Paris 8^e) :

JEUNE INGENIEUR ETUDES

Génie Civil 170 KF +

Débutants ou avec une première expérience

Centrale, Ponts, Mines, Arts & Métiers, INSA... Vous serez chargé du chiffrage de certains de nos projets et vous participerez à la négociation des affaires pour la partie technique.

Après deux ou trois ans au sein du Bureau d'Etudes, de larges possibilités d'évolution dans notre Groupe, en France et à l'étranger, vous seront offertes.

Une définition de fonction détaillée sera envoyée aux candidats pré-sélectionnés qui auront adressé leur lettre manuscrite + CV + photo et prétentions en précisant la référence PA.1089.BIE à notre Conseil :

FLORIAN MANTIONE INSTITUT Le Mercure « B » 21 d'Aix-en-Provence 13763 Les Milles Cedex. Les entretiens auront lieu sur Paris.

AIX - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - DIJON - GRENOBLE - LA REUNION - LA ROCHELLE - LYON - MONTPELLIER - PARIS - NANTES - ROUEN - TOULOUSE

"Changer pour gagner"

DIGITAL, leader mondial des Réseaux Informatiques et des Systèmes Intégrés d'Information, recherche :

Organisateur Chef de projet

Sous la responsabilité du directeur de l'organisation et des systèmes d'information "Administration et logistique", votre mission consistera à :

- Développer, homogénéiser, optimiser le système d'information en assurant l'interface utilisateurs/concepteurs d'applications (France et Europe).
- Assurer la conduite des différents changements en terme d'organisation et de système d'information en collaboration étroite avec les ventes, le marketing et la finance.

Ingénieur de formation ou universitaire (MIAGE), vous avez acquis une solide

expérience (environ 5 ans) en tant qu'organisateur ou chef de projet, de préférence dans un cabinet anglo-saxon. Ce poste offre de larges perspectives d'évolution en France et en Europe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MON 697 à : Isabelle LE CORVAISIER DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 9/13, avenue du Lac 91007 EVRY CEDEX.

Digital
Equipment
France

Bâtir des logiciels financiers d'Etat-Major

INGENIEURS DE REALISATION CENTRALE, ESE, A.M., MIAGE

Société d'ingénierie en informatique, filiale d'un Groupe de Conseil en management de renom, nous intervenons pour le compte d'Etats-Majors d'Institutions Financières.

Notre métier consiste à développer et implanter chez nos clients des logiciels à forte valeur ajoutée technique et fonctionnelle. Notre expertise informatique et financière et la qualité de nos solutions nous font connaître une croissance très rapide.

Ingénieur, diplômé d'une Grande Ecole, débutant ou avec une première expérience de réalisation, vous êtes passionné par l'informatique, la modélisation et la finance.

En outre, vous maîtrisez parfaitement l'environnement micro-informatique. Dans le cadre de projets de grande ampleur, pour des clients prestigieux, vous concevrez et dirigerez des logiciels de Gestion de Trésorerie ou du Risque de Taux d'Intérêt. Vous pourrez ainsi acquérir une double compétence qui vous permettra d'évoluer rapidement au sein de notre structure jeune et en plein développement.

Une formation aux techniques financières de pointe vous sera apportée dès votre arrivée.

Rejoignez-nous et participez à notre réussite.



CONSULTING SOFTWARE
MEMBRE D'EUROGROUP

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à Véronique Noël, 17, rue Louis Rouquier, 92300 Levallois-Perret.

SECTEUR ELECTRONIQUE DE PUISSANCE REGION FONTAINEBLEAU RECHERCHE



INGENIEURS D'AFFAIRES FRANCE ET EXPORT

De formation ESE, ECL, IDN, ENSEEHT, INPG, ENSEM... vous justifiez d'une expérience industrielle de 5 ans pendant laquelle vous avez pu valoriser vos compétences en Etudes ou Mise en service, Suivi de réalisation.

Anglais technique indispensable.

La pratique de l'automatisme serait appréciée.

Merci d'adresser CV, rémunération souhaitée à :

JEUMONT-SCHNEIDER
Direction des Ressources Humaines
31, quai de Dion Bouton
92811 PUTEAUX CEDEX.

JEUMONT SCHNEIDER
L'électricité sans frontières

GRUPE SCHNEIDER

Conseiller innovation et projets nouveaux

Pour accentuer le développement technologique de sa région, la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE D'ANGERS renforce son équipe de conseillers.

Vous dynamisez des actions déjà engagées, vous en suivez de nouvelles et vous participez au développement d'ANGERS TECHNOPOLE.

Vous vous investissez dans trois priorités :

- Naissance et décollage des projets nouveaux valorisant des filières locales (informatique, production, biotechnologies végétales, génie biologique et médical).

- Aide aux transferts de technologie.

- Création et implantation d'entreprises à technologie avancée.

Universitaire ou ingénieur, vous avez 30 ans environ et une première expérience de l'entreprise.

Homme de communication et d'animation, vous êtes proche du monde de l'enseignement et de la recherche.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature, lettre, C.V., sous la réf. JB/1048, à Jacques BEGUIN - CAFFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS

CAPFOR

PARIS - LYON - ANGERS - NANTES - CLERMONT-FERRAND - BORDEAUX - ANGERS - AUCH - TOULOUSE - BREST - NICE - NORD - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

DECOUVREZ LE MONDE DE LA CAO

Batisoft conçoit et commercialise depuis 5 ans un logiciel CAO 2D-3D destiné aux professionnels du Bâtiment et des Travaux Publics.

BATI
SOFT

SOUS-TRAITANCE ET PRODUITS PROPRES MICRO SOCIÉTÉ HIGH TECH ÉLECTRONIQUE EN PLEINE CROISSANCE

Région 92 SUD et 78 TRAPPES

PROPOSE

Un poste évolutif à :

- 1 DESSINATEUR ÉLECTRONIQUE

(25-40 ans), 140 KF/AN.

Connaissance implantation manuelle.

Suivi du dossier C.I.

Expérience C.A.O. schématique et routage

(formation possible en interne).

Un poste évolutif et créatif à :

- 1 DESSINATEUR PROJECTEUR CONFIRMÉ

(30 ans min.), 120 KF/AN.

Mécanique générale.

Télérie électronique, intégration.

Suivi de dossiers d'industrialisation.

Mobilité et polyvalence bienvenues.

Envoyer c.v., photo et lettre manuscrite à :

Catherine VINCENT

R.P. 26

92146 CLAMART CEDEX.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

MAGNETECH

PMI à forte potentialité de développement, spécialisée dans l'imagerie médicale, concevant, fabriquant et commercialisant des systèmes de haute technologie recherche dans le cadre de son expansion :

INGENIEUR RESPONSABLE INTEGRATION

Responsable d'une petite équipe de techniciens, vous êtes chargé de l'intégration et de la mise en service de machines d'imagerie médicale. Le candidat, électrocinicien de formation, aura après une formation sur le produit à travailler dans les domaines suivants : électronique analogique, électronique numérique, logiciel et magnétisme. De formation ingénieur, vous avez acquis une expérience de quelques années de préférence dans le domaine de biens d'équipements de haute technologie.

RESPONSABLE SAV

Ingénieur électrocinicien de formation, vous avez acquis une expérience d'environ 5 ans dans le SAV, la maintenance ou la mise de biens d'équipements de haute technologie, de préférence dans le domaine médical. Une connaissance du traitement d'images serait un plus. Ce poste débouchera sur l'organisation et l'encadrement d'un service de 7 à 8 personnes.

Ces deux postes nécessitent de la rigueur et de réelles qualités relationnelles. Des déplacements à l'étranger étant prévus, une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Notre société dynamique offre des perspectives d'évolution attractives dans un contexte de travail très enrichissant. Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite, ainsi que votre C.V. à : MAGNETECH - PARC CLUB - 28, rue Jean Rostand - 91893 ORSAY

INGENIEUR GENIE LOGICIEL

COMMENT REALISER NOS FUTURS SYSTEMES D'INFORMATION REPARTIS MONDIALEMENT ?

Le Groupe Rhône-Poulenc mène une stratégie offensive misant sur l'informatique décentralisée.

Le développement de nouveaux systèmes d'information répartis mondialement exige la mise en œuvre d'un ensemble méthodologique.

Venez participer :

- aux choix de nouveaux outils de développement (SGDR, LAG...),
- à la mise en place d'un atelier de génie logiciel intégré,
- à la détermination du poste de travail programmable (DOS/Windows, OS/2/PM, UNIX/X Windows),
- à la définition des nouvelles architectures techniques coopératives.

Vous interviendrez en expert pour conseiller des divisions opérationnelles.

Ingénieur ayant une expérience de chef de projet, vous maîtrisez les SGBD relationnels, les langages et les outils de développement (LAG ou générateur). Vous avez utilisé un atelier de génie logiciel.

L'implantation du groupe en France et à l'étranger offre de multiples perspectives d'évolution.

L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, à Madame DUPIRE - RHONE-POULENC - Direction de l'Organisation et de l'Informatique - 25, quai Paul Doumer - 92408 COURBEVOIE CEDEX.



BUREAU DES PROGRAMMES FRANCO-ALLEMAND

situé à Euville-Malmaison (92) est un établissement conjoint des deux Ministères de la Défense (FRANCE et RFA) chargé de conduire auprès de l'industrie, des Programmes de missiles réalisés en coopération. Nous recherchons pour ces systèmes d'armes anti-aérien en

JEUNE INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

Vous serez plus particulièrement chargé de suivre, dans le cadre d'une coopération internationale, le développement de nouveaux matériels électroniques, optiques, optoélectroniques et leurs interfaces avec d'autres équipements.

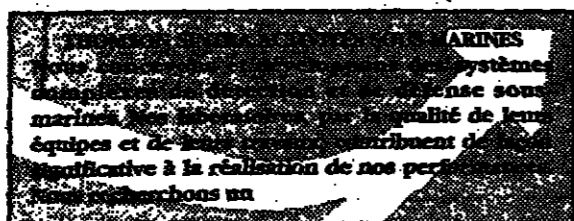
LES QUALITÉS QUE NOUS RECHERCHONS ?

Sens du contact à tous niveaux, esprit d'analyse et de synthèse, sens des respon-

sabilités et de l'initiative. Une bonne pratique de la langue anglaise et/ou allemande serait très appréciée.

Si cette opportunité vous motive, adressez votre candidature à Thierry HURET - Responsable de Recrutement - SEPT 18, rue du Docteur Zornhoff 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX, qui traitera votre dossier sous réf. BPFA/LM/IMO

Côte d'Azur : les défis de la mer



INGENIEUR DE LABORATOIRE ELECTRONIQUE

Au sein du Laboratoire Emetteurs, vous participez à l'étude et au développement (depuis le devis jusqu'à la mise au point) de circuits électroniques de puissance, ainsi que des organes de commandes associés.

Vous bénéficiez d'un environnement (informatique, appareils de mesure et d'essais de laboratoire) adapté à l'électronique de puissance.

Ingénieur (ENSEEHT...) spécialisé en électronique de puissance, vous justifiez d'une première expérience de 2 ans minimum et vous maîtrisez l'Anglais technique.

Le poste est basé à Cagnes-sur-Mer (06).

Merci d'adresser, sous référence ILE, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : SM CONSEIL, 38 rue de Lisbonne - 75008 PARIS



MICROGNOSIS conçoit et réalise des systèmes de communication et d'intégration de données financières destinées aux salles de marché des banques.

Architecture de réseaux hétérogènes, environnement temps réel : sur ce créneau qui requiert la maîtrise des outils informatiques les plus innovants (intelligence artificielle, systèmes experts...), l'excellence de nos collaborateurs est notre meilleur atout. Notre dimension internationale (présence dans 17 pays), notre croissance rapide (plus de 30 % par an), un mode de fonctionnement décentralisé sont autant de facteurs de développement pour des professionnels motivés.

INGENIEUR D'AFFAIRE

Vous aurez pour mission de définir et de concevoir les besoins de nos clients puis d'assurer un support technique de haut niveau auprès du chef de projet responsable de l'installation et de la maintenance de nos produits. De formation Ingénieur Grande Ecole (option informatique ou télécom), vous avez 5 ans d'expérience minimum dans la conduite et la réalisation de projets de systèmes informatiques temps réel ou réseaux locaux. Vous connaissez les environnements VAX/VMS et UNIX, la programmation en langage C et les réseaux locaux DEC NET, TCP/IP et X25.

CHEF DE PROJET LOGICIEL

A l'issue d'une formation de 6 mois à Londres, vous prendrez en charge le développement de logiciels temps réel et télécom.

Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole, vous avez 5 ans d'expérience dans la programmation de logiciels temps réel en C sous VMS et une bonne connaissance des réseaux DEC et TCP/IP.

INGENIEURS SYSTEMES ET RESEAUX

Vous êtes spécialistes de la gestion du système informatique et du support système et réseau pour les responsables d'installation et pour notre équipe de développement.

Ingénieur diplômé en informatique ou télécom, vous avez 3 à 4 ans d'expérience en gestion de systèmes sur DEC-VAX et une bonne connaissance DEC NET, TCP/IP. Celle d'UNIX serait un plus.

Réf. MO/02

Réf. MO/03

Pour toutes ces fonctions basées à Paris, l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence choisie à notre Conseil : 315 Bureaux de la Colline - 92213 ST-CLOUD CEDEX.



Présents dans le monde entier, les 44.000 collaborateurs du groupe BULL ont réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de près de 32 milliards de francs. Cette dimension place aujourd'hui BULL parmi les dix leaders mondiaux de l'informatique.

INGENIEURS DEBUTANTS OPTEZ POUR LE HAUT DE GAMME

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV) sous référence 305 LM à BULL - Annette MENDEL - Direction Commerciale France - Service Recrutement - 3, avenue du Val de Fontenay - 94133 FONTENAY-SOUS-BOIS.

BULL a fait de la haute technicité l'un des leviers décisifs de sa stratégie de conquête.

BULL vous offre aujourd'hui l'opportunité de rejoindre ses équipes de haut niveau pour relever ce défi permanent.

Alors si vous êtes jeunes ingénieurs diplômés Bac + 4/5, option informatique, téléinformatique, réseaux, électronique, électrotechnique, rejoignez-nous.

Une formation adaptée à votre nouveau métier vous permettra d'acquies l'expertise pour devenir soit :

- Ingénieurs Techniques (approche des solutions informatiques),
- Ingénieurs Applications (environnement études de nos clients),
- Ingénieurs Service Clients (suivi des systèmes informatiques de nos clients).



سكننا من الامم

هكذا من الاعمال

SECTEURS DE POINTE

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 111

L'unité spécialisée en appareillage industriel haut de gamme (150 personnes, CA: 100 millions de F) d'un grand groupe industriel aux activités très diversifiées recherche son

Responsable Bureau d'études expérimenté

Directement rattaché au Directeur de l'unité, vous jouez un rôle moteur dans notre développement. Responsable d'une équipe de 25 personnes (dont 10 ingénieurs), vous mettez en œuvre les moyens nécessaires à une plus grande rapidité dans la conception de nos produits, afin d'apporter un service optimum à nos clients. Pour cela, vous développez l'outil informatique CAO déjà mis en place.

Ingénieur de formation, avec une solide expérience industrielle dans une unité de production, vous avez une bonne pratique de la CAO 2D - 3D. Enfin, vous parlez couramment une langue étrangère, l'anglais si possible.

Poste basé en Région Parisienne.

Rencontrons-nous en toute confidentialité. Adressez CV, lettre, photo, prétentions (réf. 64157) à Média-System, 6 impasse des Deux-Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

DES HOMMES DE SOLUTIONS

BERTIN

AIX-EN-PROVENCE

Apporter des solutions technologiques innovantes pour l'industrie, nécessite la mise en œuvre de programmes de recherche et de développement ambitieux. Aider les entreprises à disposer de matériel de pointe, quel que soit le secteur d'activité, c'est bien la vocation de BERTIN. Etudes techniques, aéronautiques, informatiques, mécaniques, recherche de nouveaux matériaux. Depuis 30 ans, nos ingénieurs développent l'excellence technologique.

DIVISION ELECTRONIQUE INFORMATIQUE ET AUTOMATIQUE

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Vous êtes responsables d'études en électronique dans le cadre de projets de développement.

Vous pilotez et animez une équipe d'ingénieurs et de techniciens.

Ingénieurs Grandes Ecoles (ESE, ENSEEHT, ENSERG, ISEN), vous possédez une expérience d'au moins trois ans en développement électronique. Vous êtes familiarisés avec l'électronique numérique rapide, le traitement du signal analogique et numérique. (réf. ing FM1)

INGENIEURS LOGICIEL SYSTEME

Vous prenez en charge les études et le développement de logiciels à caractères système comprenant les spécifications, la conception de l'architecture logicielle, la réalisation et la mise au point.

Vous suivez la sous-traitance et assurez le contact technique avec le client.

A 27/30 ans, votre formation Grande Ecole d'ingénieur et vos connaissances en informatique, vous ont permis d'acquérir une bonne expérience.

Vous connaissez l'environnement UNIX "C" - VAX/VMS - LTR3 et le temps réel. (réf. ing. 41)

Pour ces 2 postes basés à Aix-en-Provence (13), l'anglais courant est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence choisie à

BERTIN et Cie - Service DRS - BP 22 13782 LES MILLES cedex.



LES TECHNOLOGIES GAGNANTES



L'ETABLISSEMENT DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES D'INDRET

situé près de Nantes recrute pour son laboratoire d'Etudes et de Contrôle des Matériaux, un

JEUNE INGENIEUR D'ESSAIS MECANIQUE DE LA RUPTURE ET DE LA FATIGUE

• Libéré des obligations militaires • Nationalité française.

pour procéder à des mises au point de méthodes et réalisations d'essais, appliquées au domaine de la construction navale en général et en particulier de la propulsion.

Candidatures + CV + copie des diplômes sont à faire parvenir au : SERVICE DU PERSONNEL - B.P.O.C. - E.C.A.N. d'INDRET - 44620 LA MONTAGNE



Au sein de notre DIVISION SYSTEMES AERONAUTIQUES, SORANCE est spécialisée dans l'étude et la fabrication de filtres et systèmes de filtration de haute technologie pour des applications spatiales, aéronautiques et industrielles.

Notre objectif: innover en permanence et optimiser notre production. Nos besoins: deux responsables basés dans la région de LIMOGES.

Responsable recherche : essais - prototypes - laboratoire

Réf.: 8947 LM

Rendant compte au Directeur Recherche et Développement et en étroite liaison avec le responsable du Bureau d'Etudes, vous piloterez les actions de recherche de produits nouveaux et soutiendrez l'innovation. Vos missions:

- animer, orienter et contrôler les activités d'environ 10 personnes,
- concevoir et mettre au point de nouveaux produits et en assurer l'homologation,
- améliorer les bancs d'essais développés en interne,
- rechercher de nouveaux médias filtrants et procédés.

Agé d'au moins 32 ans, ingénieur diplômé en Mécanique, Hydraulique et Travail des Métaux, vous justifiez d'une expérience solide et confirmée des Etudes et Essais en secteur aéronautique et filtration.

Pour ce poste évolutif, vous êtes imaginatif, bon animateur et vous possédez un charisme à toute épreuve. L'anglais est impératif.

Responsable gestion de la production

Réf.: 8948 LM

En interface permanent avec le Commercial, les Etudes, les Méthodes, l'informatique et les Fabrications, vous aurez à concevoir et mettre en place une organisation industrielle fiable et adaptée à la stratégie de l'entreprise. Vos missions:

- organiser la maîtrise des flux, de la commande et des prévisions de vente... à la sortie des produits en fabrication,
- réactualiser les nomenclatures par famille de produits et tendre à la création de sous-ensembles standards,
- mettre en place des indicateurs de Gestion de Production,
- améliorer la GPAO (MAPICS) en formant et impliquant le personnel de fabrication,
- animer en direct une équipe de 13 gestionnaires de production.

Agé d'au moins 35 ans, vous êtes ingénieur diplômé ou Universitaire de formation et justifiez d'une compétence reconnue et incontestée en gestion de production et en organisation industrielle. Vous êtes un homme de caractère et de relations, capable de convaincre les opérationnels et d'évoluer dans le Groupe.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'il traite confidentiellement, en rappelant la référence du poste qui vous intéresse et en mentionnant votre niveau de rémunération actuelle.



Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES 7 rue de Moncault, 75008 Paris (1) 42.89.10.25.



Votre esprit marketing pour un marché en pleine croissance : la bureautique communicante

Téléphonie, communication et réseaux d'entreprise, communication de l'écrit et de l'image, radiométrie... MATRA COMMUNICATION est présente sur tous les grands marchés de la communication d'entreprise. De par son savoir technologique, MATRA COMMUNICATION joue un rôle clé. La Direction Communication Ecrit et Image conçoit, développe et commercialise toute une gamme de produits et d'applications destinée à la micro-informatique dans les domaines des RNIS, de la télécopie...

Pour renforcer notre position sur ces marchés nous créons un poste de

CHEF DE PRODUIT / MARKETING RNIS

Chef de Produit Arnort, vous bénéficiez d'une grande marge de manœuvre dans une fonction riche en responsabilités : définir la stratégie produit de votre gamme de terminaux, analyser le potentiel des marchés professionnels, élaborer les business plans, rechercher des partenaires...

Vous avez complété votre formation Grande Ecole Ingénieur et/ou école de Commerce par une première expérience dans le milieu de la micro-informatique, bureautique, ou des télécommunications.

Vous avez de la créativité pour anticiper et vous adapter à l'évolution d'un marché flexible et vous aimez réaliser et concrétiser vos objectifs au sein d'une équipe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CP/M à Nicole Kernerzoo - MATRA COMMUNICATION - BP 26 - Rue Jean-Pierre Timboud - 78392 Bois d'Arcy Cedex.

MATRA COMMUNICATION

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Entrer en carrière



Auditer, analyser, concevoir et mettre en œuvre en vue d'accroître la production et d'optimiser les coûts de notre station de broyage-lavage entièrement automatisée, tel sera l'objectif de notre :

Ingénieur de production

Homme de réflexion et d'action, en liaison avec les services internes de production, des travaux neufs, et de la qualité, il préconise et met en œuvre directement les modifications de procédés et les investissements dont il garantit les gains de productivité et de coût-matières.

Cette mission est confiée à un ingénieur débutant ou ayant une première expérience. Avec le goût du terrain, le sens du détail doublé d'une capacité d'analyse globale, l'esprit relationnel et convaincant, il a le potentiel pour réussir une carrière dans notre groupe.

Le poste est basé à Marquise (62), dans la plus importante carrière de calcaire de France.

Ecrivez sous référence 290/M.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS

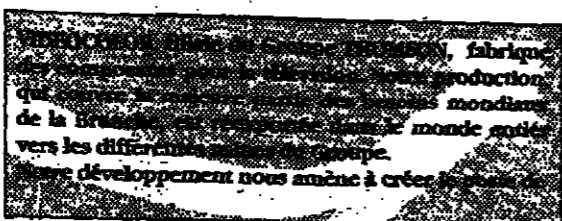
16, place Charles de Gaulle - 59000 Lille.

RECRUTEMENT - 020 20 20 20

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Une belle opportunité...



MATERIAL MANAGER

Membre du Comité de Direction de l'Établissement, vous êtes responsable de la gestion des flux internes et externes. En particulier, vous contrôlez :

- les achats matières premières, composants et achats généraux,
- la planification des approvisionnements en fonction des programmes de production à l'élaboration desquels vous participez,
- la gestion des commandes et des stocks produits finis,
- la logistique.

Vous organisez, animez une équipe de 20 personnes dont 2 Cadres. Ingénieur ou généraliste, vous justifiez d'une expérience de 8 à 10 ans acquise dans un environnement industriel complexe. Vous maîtrisez la fonction Achats et la fonction Logistique. Votre aptitude à organiser, à manager des activités internationales, à animer des équipes trouvent un excellent terrain d'expression dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, sous réf. 967 à :

HAY MANAGERS
5 Place de la Gare de la Paro-Dieu
69428 LYON CEDEX 03



SOURIAU

LA VENTE CONNECTÉE - CONNEXION AVEC LES GRANDS PROJETS

Avec 3300 personnes, 13 filiales, des marchés aussi prestigieux que ceux d'Airbus, IGV, TGV, Souriau, N°1 européen de la connectique est sans conteste l'un des leaders mondiaux dans sa spécialité. Le bureau d'études de la division connecteurs CI et SUB (25 personnes), implanté au sein de l'usine du Mans, recherche un

INGENIEUR PRODUITS

Il sera responsable avec une équipe de techniciens de l'évolution des produits existants :

- suivi technique, développement, prix de vente industriel, investissement outillage modification
 - relations avec le commercial, la qualité, la production, les méthodes
- Bonne expérience dans poste similaire indispensable.
Connaissance de l'anglais.

Envoyer CV et photo - Relations du Travail -
SOURIAU ET CIE
rue Louis Breguet
72000 Le Mans

TOULOUSE CNES LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

Recherche pour son Département
"MECANISME ET ENERGETIQUE"

2 Ingénieurs

Mécanique (Réf. 89/143) **Propulsion** (Réf. 89/141)

Chargés d'études et de suivi des travaux industriels dans le domaine des mécanismes et de la propulsion appliqués aux véhicules spatiaux habités ou non habités.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs grandes écoles ou équivalent pouvant justifier de 4 à 5 ans d'expérience dans le domaine des mécanismes et/ou de la propulsion et/ou de l'énergétique.

Adresser dossier candidature et prétentions sous référence choisie au :

CNES
Division du Personnel
18, avenue Edouard Belin
31055 TOULOUSE CEDEX

ALCATEL

ISR

IA, système - expert, langage objet... une réalité chez nous !

Nous concevons et développons de grands systèmes d'information temps réel permettant à nos clients d'acquiescer un avantage concurrentiel sur les marchés dans les secteurs les plus divers : militaire, industriel, distribution et contrôle d'accès. Notre jeune Division "Nouveaux Systèmes" (banlieue Sud) apporte, grâce à ses compétences en Intelligence Artificielle, son appui à d'autres divisions. Elle renforce son équipe par

un chef de projet IA

Vous avez une solide expérience en IA, développement de systèmes - experts, langages objets. Venez diriger 4 ingénieurs pour spécifier, développer et mettre en opération un système d'aide au commandement, en relation avec le service technique. (réf. 5505 LM)

un ingénieur d'études IA

Vous avez une expérience de 2 ans en développement et validation de systèmes - experts, et connaissez les langages objets. Venez participer au développement (SPOKE sous UNIX) d'un système expert et construire le plan d'expérimentation de la base de connaissances (réf. 5506 LM)

Ces deux postes requièrent une bonne pratique de l'anglais. Rejoignez une équipe de pointe !

Notre consultante, Mme E. PRIMAULT, vous remercie de lui écrire s/réf. correspondante à "Nouvelles Technologies"



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

De la conception à la production d'équipements automobiles

3 500 personnes et un CA de 1,5 milliard de Francs : nous sommes la filiale d'un Groupe Multinational. Les technologies de pointe dans lesquelles nous évoluons se traduisent pour nous par : rigueur de conception et maîtrise de réalisation. Deux objectifs liés à deux fonctions-clé :

Responsable prototypes et industrialisation

Réf. BPI 1079 M

A partir du cahier des charges élaboré par le Chef de Produits et en relation avec les Constructeurs Automobiles Français et Etrangers, vous réalisez les prototypes d'une gamme d'équipements techniques.

Vous animez une équipe de 12 techniciens, définissez les conditions de réalisation des produits, faites sous-traiter la fabrication des outillages... optimisez qualité et prix de revient.

Votre première expérience industrielle (méthodes, BE, Process, CAO) vous a préparé à ce rôle passionnant d'interface entre le client et les ateliers. Vous maîtrisez assez bien l'anglais ou l'allemand.

Ingénieur fabrication

Réf. BIF 1080 M

Encadrer 40 personnes aujourd'hui, 100 fin 1990 : faire passer la production de 2 200 pièces/jour à 6 000 dans un an ; introduire des équipements performants (10 MF d'investissements)... tel est le "challenge" que nous vous proposons.

Au sein de notre usine (700 personnes) vous prenez la responsabilité du secteur qui connaît la plus forte expansion : les équipements "AUTO" que vous fabriquez résultent d'une technologie (protégée par un brevet) développée récemment par nos ingénieurs de Recherche. De nombreux marchés s'ouvrent à nous.

Vous avez vécu quelques années déjà en production, aux méthodes ou à la qualité, vous êtes un animateur et un homme de terrain... venez vite nous rejoindre : nous avons pour vous d'autres projets à moyen terme.

Ces deux postes sont à pourvoir dans une ville agréable du Centre de la France.

SEFOP, notre Conseil, sera heureux de vous parler plus longuement de nous dès qu'il aura reçu votre dossier sous la référence du poste choisi.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

DSM France

Filiale française de commercialisation de PLASTIQUES TECHNIQUES du groupe international DSM.

nos recherches dans le cadre de notre forte expansion à renforcer nos équipes en créant 2 postes :

INGENIEUR ASSISTANCE-TECHNIQUE

Réf. 2257R/M

Dépendant techniquement de notre laboratoire situé en HOLLANDE, il aura pour mission d'apporter à nos clients français (transformateurs notamment) en complément de notre force de vente, toute l'aide et l'assistance nécessaires à la transformation de nos plastiques techniques.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur possédant une bonne expérience des matières plastiques (polycarbonate, polyamide...) acquise en production ou en laboratoire.

Outre de grandes qualités relationnelles, le poste nécessite des déplacements fréquents.

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Réf. 2258R/M

Au sein de notre équipe de vente, nous lui confierons plus particulièrement le suivi et le développement de notre marché automobile.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé (chimie, mécanique, électromécanique) justifiant d'une première expérience significative de commercialisation de produits plastiques.

La connaissance du monde de l'Automobile serait un plus indéniable.

Pour ces deux postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci de nous adresser votre dossier en précisant la référence du poste choisi ou transmettez-le à CYCADRE en composant le 36-15 code JCM sur votre minitel où vous trouverez des renseignements complémentaires sur l'entreprise.

JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 12, RUE DE PONTTHIEU - 75008 PARIS

PARIS - LYON - NANTES - RENNES - TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE

IBM + CATIA : L'OFFRE N°1 MONDIALE EN CFAO

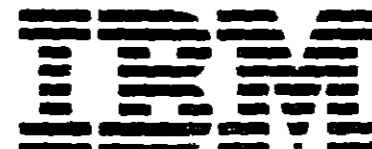
Vous avez envie d'entrer dans le monde de la CFAO

- vous êtes diplômé(e) d'une école d'Ingénieurs ou équivalent,
- nous vous apportons une formation spécialisée,
- vous avez décidé de construire votre carrière dans un environnement international,
- vous avez une bonne connaissance de la langue anglaise.

Nous vous proposons d'intégrer notre Centre de support mondial situé à PARIS.



Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature. CV détaillé et photo sous référence D91 à : M. Claude MENIER Service 2 - 3605 Tour Descartes La Défense 5 2, avenue Gambetta Cedex 50 92066 PARIS LA DEFENSE.



5527-11-11-11

SECTEURS DE POINTE

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 ATR

Coordonnez nos grands projets !



INGENIEURS D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT

SONARS ET SYSTEMES DE COMBAT

Vous conduisez les études et la réalisation de systèmes de lutte anti-sous-marin, en coordonnant à un haut degré de responsabilité opérationnelle les différentes phases :

- Traitement théorique du signal,
- Etudes et développement des logiciels associés,
- Etudes et réalisation de cartes numériques,
- Intégration finale des sous-systèmes.

De formation ingénieur généraliste groupe A (X, Télécom, Supélec Centrale...) ou groupe B (ISEP, ENSERG...) vous possédez une expérience de 4 à 6 ans de conduite de projets (valeur 50 à 100 MF) dans les domaines du sonar, radar, optique, optronique, simulation ou traitement de l'image... Vous possédez des connaissances de l'environnement VAX, ADA, etc.

Quelques voyages en EUROPE, ASIE du SUD-EST, AUSTRALIE... sont pour vous des critères supplémentaires de motivation.

Nous vous offrons l'opportunité de :

- prendre en charge des responsabilités d'affaires,
- vous réaliser dans un cadre pleinement évolutif (SOPHIA ANTIPOLIS)
- intégrer une équipe gagnante dans un environnement technologique ultra moderne,
- rejoindre un groupe industriel leader sur son marché qui consacre 30 % de son CA à la R et D.

Rejoignez-nous en envoyant votre candidature sous réf. PR/TS à :
H.T.C. - 34/38 rue Camille Pelletan
92300 LEVALLOIS PERRET



NANTES
Leader européen de la chaudière murale à gaz
(2000 personnes, CA : 1,1 milliard de francs)

Maîtrise en électronique

Vous serez chargé de l'étude et du développement d'un projet sur des produits existants de grande série.

Jeune diplômé ou première expérience en milieu industriel, votre esprit d'analyse et de synthèse associé à une forte motivation vous permettront de participer à notre projet d'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo à notre conseil,
ECCO CONSULTANTS - 5, place Ladmiraute
44000 NANTES.

INGENIEURS INFORMATIENS AVEC PREMIERE EXPERIENCE

VOUS SOUHAITEZ
EVOLUER VERS

UN ENVIRONNEMENT IBM GRANDS SYSTEMES

SESSION DE FORMATION
5 SEMAINES
DES VOTRE EMBAUCHE

TELEPHONEZ OU ECRIVEZ A
FABIENNE DUCRET MORIN



APSIDE
6, RUE PAUL BAUDRY
75008 PARIS
TEL : 43.59.27.00



Thermique
habitable

Chargé d'Etudes d'Automatismes Clients

Ingénieur Grande Ecole spécialisé en électricité et/ou en électronique, débutant ou première expérience. Anglais souhaité. Assurant l'interface avec le client, vous serez responsable des choix techniques et de la coordination d'études avec les différents services internes (études, achats, commerce, qualité...) et suivrez le développement de projets de la rédaction, du cahier des charges à l'industrialisation.

De larges perspectives de carrière vous seront offertes au sein d'un groupe à vocation internationale (50% du C.A. à l'étranger) et qui pratique une politique de mobilité inter-fonction.

Dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) à adresser au Service Recrutement - Valeo Thermique Habitable - 8 rue Louis Lormand - Le Verrier - 78390 LE MESNIL SAINT DENIS.

Valeo L'Equipe Automobile

SPECIALISTE EN INFORMATIQUE TEMPS REEL

dans le domaine
AERONAUTIQUE ET SPATIAL
APSIDE TECHNOLOGIES

recherche pour Paris et Toulouse

DES INGENIEURS A FORT POTENTIEL

DEBUTANT OU CONFIRME
VOUS AVEZ DE L'INITIATIVE
LE GOUT DES RESPONSABILITES
LE SENS DES CONTACTS HUMAINS
ALORS ECRIVEZ-NOUS
UNE FORMATION COMPLEMENTAIRE ADA SERA ASSUREE



119/121, Grande Rue - 93310 SEVRES

MOOG

MOOG, filiale (50 personnes) d'un groupe américain de high-tech leader dans son domaine, offre un poste de :

INGENIEUR DEVELOPPEMENT ET SYSTEMES

Au sein de l'engineering, il sera responsable de la conception et du suivi de systèmes électro-hydrauliques / mécaniques utilisant nos composants et des électroniques de commande.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs généralistes (A & M, INSA), débutants ou première expérience, ayant une orientation électronique / automatismes et connaissant la théorie des systèmes asservis.

L'informatique et l'anglais seraient des plus. Des déplacements sont à prévoir.

Adresser lettre et CV à G. Servant, MOOG, 38, rue du Morvan, SILIC 417, 94673 RUNGIS CEDEX.

MEESCHAERT-ROUSSELLE SOCIETE DE BOURSE recherche son

DIRECTEUR INFORMATIQUE

De formation supérieure (Ingénieur, HEC, etc.), à 35 ans environ, vous avez acquis une expérience significative de direction informatique, si possible dans le secteur bancaire ou financier, et souhaitez mettre à profit vos compétences techniques et qualités de manager au service d'une Société à taille humaine, exigeante, l'outil informatique étant au cœur de ses préoccupations.

Dans un environnement technique DIGITAL (3 VAX), vous aurez en charge de façon autonome la responsabilité d'une équipe de 20 personnes (Etudes, exploitation, réseaux) et la conduite de nos projets de développement d'applications administratives et comptables de haut niveau.

Envoyer CV + photo et salaire actuel sous référence DI à Bernard CEYROLLE - MEESCHAERT-ROUSSELLE 16, boulevard Montmartre - 75009 PARIS.



CONSTRUCTEUR DE VEHICULES INDUSTRIELS

recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

Ingénieur de formation mécanique ou résistance des matériaux (AM, INSA ou équivalent), familiarisé avec les systèmes CAO, pouvant justifier d'au moins cinq années d'expérience industrielle.

Il aura à prendre en charge la responsabilité du bureau d'études et à animer une équipe d'ingénieurs, dessinateurs et techniciens.

Le lieu de travail est situé à Longuyon (54).

Adresser lettre de candidature et CV à : Direction des Ressources Humaines KAISER S.A., route de Sorbey 54260 Longuyon.

SOCIETE EN EXPANSION Versailles chantiers Ingénierie électronique et informatique industrielle recherche

INGENIEURS D'ETUDES

pour domaines transport, bâtiment, télécommunications.
Polyvalence matériel / logiciel.

Connaissances HARDWARE et ASSEMBLEUR, C et PASCAL appréciées.

Adresser C.V. + lettre manuscrite s/réf. 10019 à notre Conseil
DDIT PARTENAIRES - 74 avenue Gabriel Péri
92238 GENNEVILLIERS Cedex.



Spécialiste du relais électromagnétique recherche pour son B.E.

DES INGENIEURS

Formation ingénieur électromécanicien, électrotechnicien.
Compétences en électronique.
(Circuits linéaires et circuits logiques).
Aptitude et goût pour la mise au point de produits étudiés au B.E.
Esprit créatif.
Langues : bonne pratique de l'anglais, l'espagnol apprécié.

DES DESSINATEURS DES TECHNICIENS

B.T.S. OU EQUIVALENT

Envoyer lettre manuscrite + c.v.
43, rue des Vignes, 93000 BOBIGNY.

ANATOR SA

Société spécialisée en gestion de Process,
Télématique, Monétique

recrute

INGENIEUR ELECTRONIQUE

3 à 5 ans d'expérience

Conception et développement de produits nouveaux.
Bonne connaissance micro-processeur indispensable.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à
ANATOR, 44, rue Marcel-Paul, 78500 SARTROUVILLE

SOCIETE DE SERVICE FILIALE D'UN GROUPE PETROLIER recherche pour son siège

en Bretagne Ouest :

Ingénieur d'Etudes

INGENIEUR GRANDES ECOLES

Vous justifiez d'une première expérience d'exploitant dans le secteur pétrochimique.

Rattaché au Directeur du Développement, vous assurerez le pilotage de la recherche, du développement et du lancement des nouvelles prestations de service.

Ce poste nécessite de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite,
photo et prétentions sous référence 815 à :

PUBLIPANEL

145, rue de Vaugirard - 75015 Paris, qui transmettra.

CERG FINANCE

MANAGER NOTRE EQUIPE MAINTENANCE...

CERG FINANCE, nous sommes la référence dans le domaine de l'informatique financière. Notre développement nous conduit à rechercher un

RESPONSABLE MAINTENANCE LOGICIELS

A 30 ans environ, vous bénéficiez d'une formation supérieure de qualité et d'une solide expérience de la gestion des hommes dans ce secteur. Votre action consistera à organiser, mettre en place une logistique efficace et animer notre service maintenance (hot-line, tests, qualité). Votre sens aigu de l'organisation

et vos qualités relationnelles sont les atouts essentiels de votre réussite.

Vous êtes motivé par ce challenge, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite et curriculum vitae), à **Jeanne LABEJOFF**, CERG FINANCE - Tour Eve Place Sud - Défense 9 92806 PUTEAUX.

MEDIA 17

INGENIEUR ou PHARMACIEN

Animer un des services clés de notre site de production pharmaceutique ...

Fille d'un important Groupe International, notre développement en France est prometteur. Notre site industriel situé près d'Orléans (350 pers.) a aujourd'hui acquis une excellente réputation au niveau du siège américain. Il est prévu dans un proche avenir de nombreux investissements et des projets informatiques propres à conforter son développement.

C'est dans ce contexte, à la fois dynamique et motivant que nous souhaitons accueillir le Responsable de notre Service Organisation. Directement rattaché au Directeur de l'Usine, vous animeriez une équipe de 5 personnes et interviendriez sur l'analyse, la conception et la réalisation de tous les projets d'organisation du site. Votre objectif principal : gagner en productivité, en efficacité et bien sûr en qualité.

Vous avez une formation supérieure et parlez anglais. Votre première expérience du milieu industriel vous a fait prendre conscience du rôle important de la fonction Organisation. Vous aimez communiquer, négocier, convaincre ? Rejoignez-nous, nous avons des projets pour vous.

Christiane CHARBONNE, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. OUI/MI à : **RAYMOND POULAIN CONSULTANTS** - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

À LILLE OU LYON PARTICIPER A LA RÉUSSITE D'UN NOUVEAU GRAND DU RECRUTEMENT

BOSSARD CARRIÈRES va bientôt fêter ses 2 années de développement harmonieux dans le conseil en recrutement du Middle Management.

Aujourd'hui, à Paris et à Lille, une solide et chaleureuse équipe œuvre dans un vrai bon climat.

Lille se renforce. Lyon se crée, bénéficiant du lancement de Bossard Consultants en région Rhône-Alpes.

SENIOR CONSULTANT

Vous pouvez attester de votre réussite par votre expérience en cabinet de recrutement.

Nous sommes prêts à vous accueillir. Nos moyens logistiques existent réellement et sont innovateurs.

Thierry PIQUE, Directeur Général, vous remercie de prendre contact : - par téléphone (1) 42 61 82 81 de 8 h 30 à 18 h 30 (le samedi de 10 h à 13 h) - par minitel 3616 code CVCOM ou - par courrier : **BOSSARD CARRIÈRES** - 4, rue Quentin Bauchart 75008 PARIS

CONTACT-TELEPHONE
16 (1) 42 61 82 81

BOSSARD
Carrières

CA
CRÉDIT AGRICOLE
D'ÎLE-DE-FRANCE

*Une place de plus en plus importante
dans le monde des affaires.*

Pour seconder nos directeurs d'agence

Nous recherchons des hommes pour lesquels l'initiative, le sens commercial, l'expérience bancaire, la connaissance du marché des entreprises et des particuliers seront facteurs de réussite. Leur formation : supérieure (universitaire et/ou bancaire).

Ce profil est-il le vôtre ?

Téléphonez pour R.D.V. au **42.22.02.98**

ou envoyez CV à **PRO FEEL Recrutement**
91 bis, rue du Cherche Midi 75006 PARIS

VOTRE RÉUSSITE EST AU CRÉDIT AGRICOLE

Consultant expérimenté en recrutement

Notre mission, notre volonté : conseiller et aider les entreprises à recruter leurs cadres et dirigeants pour affronter les nouveaux enjeux économiques.

Notre expérience, notre connaissance de l'entreprise, le professionnalisme de notre démarche appliquée par une équipe pluridisciplinaire, nous permettent d'intervenir auprès d'une clientèle diversifiée, par voie d'annonces ou par approche directe. Notre appartenance au groupe industriel **OBERTHUR** (CA 500 MF), l'un des tout premiers fabricants mondiaux de produits sécurisés (billets de banque, monétique, etc.), nous permet d'être en contact étroit avec les secteurs de haute technicité.

Notre développement déjà prometteur nous conduit à intégrer un nouveau consultant à qui nous confierons la responsabilité d'un portefeuille de clientèle à gérer et à élargir avec une large autonomie. Nous le ferons participer activement à nos actions commerciales et de conseil.

Dynamique, vous êtes de formation supérieure et avez acquis plusieurs années d'expérience du recrutement en cabinet. Vous avez comme nous une exigence d'éthique que vous souhaitez exercer dans un esprit de partenariat avec vos clients. Venez rejoindre notre équipe : nous serons heureux de vous faire participer à notre croissance. Merci de nous adresser votre dossier sous la réf. D 171/M. Nous étudierons en toute confidentialité.

Oberthur Consultants 12 / 14, Rond-Point des Champs Elysées 75008 PARIS

200 KF

CHEF du P.B.

■ Vous êtes passionné et dynamique.

■ "Ecouter pour mieux convaincre" est votre devise.

■ Vous avez un sens inné du développement.

■ On dit de vous que vous avez l'esprit d'analyse.

■ Pour vous, on peut conseiller et séduire à la fois.

Laissez parler
votre
tempérament !

Votre âge (28 ans environ) et vos diplômes (Lettres, Droit, Ecole de commerce) sont valorisés par une première expérience de la vente. Votre entourage vous reconnaît un talent certain pour l'écriture.

MEDIA P.A., 2^e agence Conseil spécialisée dans la Communication de Recrutement, associée au groupe **BDDP**, poursuit son développement rapide sur des ambitions précises : « conseiller efficacement dans leurs recrutements des interlocuteurs de haut niveau » rendre les annonces plus attractives grâce à des textes et des créations graphiques spécifiques « réfléchir sur une conception globale de la communication de recrutement.

Nous avons en plus un objectif commun : progresser. Alors associez et enrichissez nos qualités sans plus tarder.

Chef de publicité, venez renforcer notre équipe commerciale.

Vous prospecterez, développerez et conseillerez une clientèle d'entreprise. Vous évoluerez très vite à l'image de notre entreprise. A vous de nous convaincre !

Contactez les collaboratrices d'**ALLO-CARRIÈRES** au 49.09.09.49 du lundi au vendredi de 9 h. à 17 h. Précisez la référence A97

(1) 49.09.09.49
ALLO CARRIÈRES

LES GRANDS CHAIS DE FRANCE

Le savoir-faire, les moyens de production, la dynamique (360 MF de CA), 42 millions de bouteilles dont 90% à l'export, font du groupe **LES GRANDS CHAIS DE FRANCE** un des leaders français en vins et spiritueux à l'exportation. Pour développer la présence nationale de notre Groupe, nous recherchons notre futur

CHEF DES VENTES FRANCE

Une formation ESC ou équivalent allée à une expérience réussie d'au moins 3 ans dans un poste similaire (et exclusivement dans le domaine des Vins et Spiritueux) vous permettront d'être immédiatement opérationnel.

Habile négociateur auprès des différentes centrales d'achat, vous êtes bien introduit en Grande Distribution : c'est votre atout pour réussir le challenge que nous vous proposons. Le salaire, motivant, sera lié à l'expérience et au potentiel du candidat.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel - Les Grands Chais de France 1 rue de la Division Leclerc - 67200 PETERSBACH. Les candidatures seront examinées avec une totale discrétion.

Centrale d'achats publics (CA 88 : 4,3 milliards de francs), réalisant le quart de son chiffre d'affaires dans le secteur hospitalier, recherche

ACHETEUR MOBILIER MEDICAL

Au sein du département médico-hospitalier de la direction des achats, le candidat retenu aura pour mission de développer les achats d'équipements médicaux non techniques : mobilier de chambre, de consultation, transport du malade, petit matériel diagnostique, ... destinés à être vendus sur catalogue.

Il propose le programme d'achat, négocie les conditions d'achat, participe à l'élaboration du catalogue, entretient le système d'information informatisé, informe le réseau commercial.

Profil souhaité : 3 ans d'expérience, connaissance des produits et des fournisseurs, le candidat devra être en outre méthodique, dynamique, bon négociateur, autonome, capable d'élargir son périmètre d'achat.

Faire acte de candidature avec CV, photo et prétentions sous référence 71153 à **CONTESSÉ PUBLICITE**, 38 rue de Villiers, 92300 LEVALLOIS-PERRET, qui transmettra.

CONTESSÉ

Jacques PETIT,
Dominique ARNAUD,
et toute leur équipe,

ont le plaisir de vous annoncer
le nouveau nom de leur cabinet

Acteurop

Ce changement est riche de continuité : c'est la même équipe, à la même adresse, avec les mêmes méthodes et le même souci de rigueur et de qualité, qui souhaite continuer à mériter votre confiance et à pratiquer avec vous le "recrutement partenaire".

La choix d'**ACTEUROP** symbolise la nature des missions que vous nous confiez : 80 % de postes bilingues ou trilingues, plus de 10 % de candidats non français. Ces faits alimentent notre détermination à agir avec vous dans la France compétitive de 1992.

57, Bd Vivier Merle
69429 LYON CEDEX 03
Tél. 78. 53. 19. 19.
Fax. 78. 53. 19. 99.

5021 من الاموال

EUROPE 93

Le budget communautaire à l'épreuve des fraudes

I. — C'est facile, et ça rapporte gros...

Le crédit de la Communauté européenne est régulièrement mis en cause dans la mesure où son budget fait l'objet de fraudes. Les rappels à l'ordre du Parlement européen et de la Cour des comptes des Communautés, la campagne lancée par Mme Margaret Thatcher contre la Commission rendus responsables de cet état de fait, ont attiré l'attention sur la gravité du phénomène.

Un coup de tampon bien placé, et ce sont des dizaines, voire des centaines de milliers de francs qui entrent dans les caisses : « Lorsqu'il s'agit de remplir un formulaire pour créer de l'argent », soupire le président de la Cour des comptes des Communautés, M. Marcel Mart. Du paysan qui déclare cultiver vingt hectares au lieu de quinze aux partis soupçonnés de détourner la « manne » communautaire, la fraude au détriment du budget de la CEE prend mille formes. Elle s'élève, selon la plupart des estimations officielles, à 10 % du budget. Le Parlement européen situe son montant entre 2 milliards et 6 milliards d'euros (14 milliards à 42 milliards de francs). Mais, par définition, la fraude n'est pas quantifiable. Et, en l'occurrence, la quantifier, comme la prévenir, la déceler et la réprimer est... douze fois plus compliqué ici qu'ailleurs.

Personne ne nie, et même pas dans les milieux officiels, que le phénomène est inhérent au système : il est possible de le juguler, mais pas de l'éradiquer. En plus de vingt-cinq ans de politique agricole commune (la fraude concerne essentiellement l'agriculture, qui

représente 64 % du budget cette année et 54 % en 1990), les réglementations se sont accumulées et compliquées, au point de devenir incontrôlables, qu'il s'agisse des « petites » fraudes à la production, ou de la « criminalité en col blanc ».

Dans son rapport annuel de 1988, la Cour des comptes des Communautés explique, par exemple, comment les restitutions à l'exportation dans le secteur de la viande bovine peuvent prêter à détournement de fonds. Au cours du problème : la différence entre les prix mondiaux et les prix communautaires. Pour permettre aux exportateurs de produits agricoles d'être compétitifs dans les pays tiers, la Communauté leur verse des aides, variables en fonction du pays de destination et de la nature de la marchandise. Un exportateur reçoit plus si la viande est congelée plutôt que décongelée, si elle provient d'un animal mâle plutôt que femelle, et s'il s'agit de quartiers arrière plutôt qu'avant. Les restitutions à l'exportation comportent ainsi plus de mille deux cents classifications pour les produits agricoles, dont près de deux cents pour les produits laitiers, et quatre-vingts pour la seule viande bovine.

Des contrôles difficiles

La destination est aussi difficile à contrôler que la nature de la marchandise. Avec un document prouvant qu'il a livré vingt mille tonnes de céréales en Chine, un exportateur empêche 600 000 francs de plus qu'il ne fournissant le Bangladesh. Qui va vérifier que la marchandise, partie officiellement d'un port européen pour la Chine, n'a pas été livrée ailleurs (quand bien même l'exportateur fournirait les

documents prouvant la mise à consommation dans le pays de destination) ?

Pour 100 kilos de « quartiers arrière réfrigérés de bovins mâles adultes », l'exportateur reçoit 1 500 francs si le client se trouve en Afrique du Sud, rien s'il est au Zimbabwe. En novembre 1987, le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) a fait une enquête dans ces pays : trois cent cinquante-neuf conteneurs déclarés à l'exportation en Afrique du Sud avaient été livrés au Zimbabwe. Montant des sommes versées indûment par la Communauté : 44 millions de francs (une affaire relativement banale...). La même année, la Cour des comptes a constaté que deux entreprises, de deux États membres différents, étaient en possession de jeux complets des cachets de douane des principaux pays avec lesquels elles commerçaient.

Dans son rapport annuel, la Cour est pessimiste : « Tant que des taux différenciés sont appliqués, la Cour peut difficilement envisager — en matière de preuve d'arrivée à destination — un quelconque système de contrôle qui offrirait une garantie suffisante contre les tentatives de déclaration frauduleuse ». La solution serait-elle dans la suppression de ces taux différenciés ? « Si nous pouvions arriver à une zone dans laquelle il y aurait un seul taux de restitution, plus une ou deux zones pour lesquelles il y aurait besoin d'un correctif, ce serait idéal », affirme M. Jean Renard, directeur de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC), un des organismes d'intervention qui gèrent, en France, les fonds communautaires. Mais cette position est propre à susciter une polémique : l'uniformisation des taux de restitution

ne serait-elle pas contraire à la loi de l'offre et de la demande ?

« Quand les ministres sortent un texte en conseil agricole, est-ce qu'ils se posent la question de savoir s'il est applicable ? Non ! », estime M. Michel Jacquot, directeur du FEOGA. Attaquée de toutes parts comme étant responsable des fraudes, la Commission des Communautés met en cause les États membres : si l'heure est au mea culpa à Bruxelles — sur le mode : « Oui, la réglementation est trop compliquée, mais nous nous attachons à la simplifier » — elle est aussi aux règlements de comptes. Car si la Communauté dispose d'un budget, elle n'a en revanche ni douaniers, ni police, ni justice, pour veiller à sa bonne gestion, et doit donc s'en remettre aux États.

Une transmission sur douze courroies

Or chacun des Douze est persuadé d'avoir le meilleur système de contrôle et espère des efforts de ses partenaires, avant d'en faire soi-même. « Nous avons le souci que notre intransigence soit partagée par les autorités des pays voisins. Je ne porte pas d'accusations, mais, compte tenu de certains résultats, on peut émettre des doutes », affirme M. Roland Sauter, directeur régional des douanes. Une allusion courtoise à l'Europe du Sud. La Grèce et l'Italie sont régulièrement mises à l'index. Rome est particulièrement visée, depuis que la garde des finances italienne a déclaré avoir des preuves selon lesquelles la Mafia utilise les fonds communautaires pour blanchir les siens. Mais les autres États ne sont pas pour autant exempts de tout soupçon. « Il y a des fraudes chez tous les

États membres : j'insiste bien sur le mot tous », affirme M. Michel Jacquot. « Au moment de l'apurement des comptes, les plus longs échanges de lettres, c'est avec les Britanniques que je les ai : ils ne veulent pas admettre qu'on puisse les mettre en cause ».

Comme tous les problèmes communautaires, celui des fraudes se heurte à l'absence d'harmonisation entre les États membres, que ce soit au niveau des contrôles, des procédures de pénalisation ou du recouvrement des amendes. « Il y a transmission sur douze courroies, chacune tournant à une vitesse différente », résume M. Mart, de la

Cour des comptes. Comme l'affirme un fonctionnaire de Bruxelles : « Tout cela tourne en réalité autour d'une notion de base qui est celle de la confiance réciproque ; or la confiance ne se décrète pas, elle s'instaure progressivement par la pratique ». En attendant, le système fonctionne bien pour ceux qui n'ont pas de scrupules. Normal, c'est facile et ça rapporte gros.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Prochain article :
CHACUN POUR SOI

INGÉNIEURS, INFORMATIENS,
INGÉNIEURS COMMERCIAUX...

Votre rendez-vous

**EMPLOI SECTEURS
DE POINTE**

Sera

Mardi 7 daté mercredi 8 novembre

Dans la
SECTION ÉCONOMIQUE
du quotidien

Les travaux préparatoires à l'Union économique et monétaire

Un rapport en forme de questionnaire

Le groupe à haut niveau, créé à l'initiative de la présidence française afin de préparer la conférence intergouvernementale qui sera chargée de rédiger un nouveau traité pour rendre possible le passage aux deuxième et troisième étapes de l'Union économique et monétaire (UEM), a terminé ses travaux.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Préside par Mme Elisabeth Guigou, proche collaboratrice du président de la République, il était composé, pour chacun des États membres, d'un représentant du ministre des affaires étrangères et d'un représentant du ministre des finances. Son rapport, qui se présente sous la forme d'un questionnaire de dix pages, sera examiné par les ministres des affaires étrangères des Douze lors de la réunion du 6 novembre, et par leurs collègues des finances le 13 novembre. Les uns et les autres transmettront leurs observations au conseil européen qui, réuni les 8 et 9 décembre à Strasbourg, devra décider s'il y a lieu de convoquer la conférence intergouvernementale pour le second semestre 90.

Ambiance constructive

Un pas supplémentaire dans l'engagement devant conduire à la conférence intergouvernementale et, au-delà, à l'UEM, vient ainsi d'être franchi. Les Douze disposent d'un inventaire à peu près complet des sujets sur lesquels ils devront être au clair pour que la conférence puisse aboutir. Ce travail de concertation opéré à partir du rapport du comité Delors s'est déroulé dans une ambiance apparemment constructive. « Tout le monde a joué le jeu, les Anglais ont pleinement participé en vrais professionnels avec beaucoup de talent. Nous savons tous qu'ils n'ont pas de réponse politique centrale et qu'elle dépend de leur premier ministre. Personne n'a cherché à

les déstabiliser, et eux n'ont pas cherché plus ou moins à boycotter l'exercice », raconte un des participants.

L'ordre du jour de la conférence, que M. François Mitterrand voudrait voir convoquée pour l'automne 1990, sera d'établir un nouveau traité. La mission du groupe consistait à clarifier les questions abordées, à les trier, à éliminer les faux problèmes, à synthétiser sans rien éluder d'important. Il fallait, pour chacune d'entre elles, trouver une formulation qui convienne à tous, et ce résultat a été, pour l'essentiel, atteint. Mais il fallait aussi s'abstenir d'aborder des questions auxquelles seul le pouvoir politique peut répondre. « Le rapport préserve complètement l'avenir et les libertés de foi de chacun, même si, bien évidemment, nous souhaitons à tous que la Grande-Bretagne puisse participer », explique-t-on du côté français.

L'introduction rappelle les acquis communautaires, dix ans de système monétaire européen (SME), les engagements souscrits à Hanovre, à Madrid... « On ne part pas de zéro, il s'agit maintenant de décider la poursuite du mouvement engagé depuis longtemps », note un expert. Le texte met en relief l'importance pour la réflexion collective du rapport Delors, devenu de facto la base du débat (et non pas une base, comme préfèrent le dire les Britanniques). Au reste, le groupe à haut niveau reprend la définition de l'UEM telle qu'elle est décrite dans le rapport Delors. Son premier chapitre porte sur l'union économique.

Le groupe a délibérément inversé l'ordre du rapport Delors. Celui-ci, portant ainsi la marque des banquiers centraux, qui l'ont rédigé, insiste sur l'union monétaire. Quel est le degré de concertation à atteindre en matière budgétaire ? Faut-il procéder par coordination volontaire ou bien de manière contraignante ? Les disciplines à mettre en œuvre doivent-elles porter sur le montant du déficit, sur son mode de financement ? Autant de questions qui touchent à la souveraineté des États, au moins autant que la politique monétaire. La question budgétaire occupe une place centrale, mais elle n'est pas

la seule. Faut-il une concertation sur la politique de prélèvements obligatoires ? Sur l'évolution des coûts de production ? Le rapport traite ensuite des institutions. L'union économique peut-elle fonctionner, comme le croit le rapport Delors, avec les institutions existantes ? Ne serait-il pas opportun de les renforcer, voire d'en créer de nouvelles ?

Le chapitre sur l'union monétaire part d'un postulat : la coordination ne peut suffire, il faut une politique monétaire commune. Les questions les plus sensibles portent sur l'articulation des pouvoirs au sein du système européen de banques centrales (SEBC) entre l'organisme fédéral et les banques centrales nationales. Puis le rapport détaille : quelles sont les compétences exactes de l'organisme fédéral en matière d'intervention sur les marchés, de surveillance bancaire ? Comment seront composées ses instances dirigeantes ? Comment garantir son indépendance ? Mais aussi comment assurer son contrôle démocratique ?

Un ou plusieurs traités ?

C'est à cette partie du rapport que les auteurs ont inséré les questions hétérodoxes auxquelles tiennent les Britanniques. Ne serait-il pas possible d'envisager une voie radicalement différente sans monnaie commune, ni SEBC ? La question apparaît dans le rapport comme une incidente : s'y attarder serait revenir à remettre en cause la validité de tous les exercices. Pour éviter toute équivoque, il est cependant indiqué que ce type d'interrogation n'est pas partagé par la majorité des délégations. Le document s'achève sur des questions communes à l'union économique et à l'union monétaire, ainsi que sur d'autres touchant à la méthode. Comment atténuer le « déficit démocratique », autrement dit l'insuffisance du contrôle que pourra exercer le Parlement européen, si l'on s'en tient aux règles actuelles, sur la politique économique et monétaire ? Faudra-t-il un ou plusieurs traités ? Comment pourra-t-on passer d'une étape à l'autre ?

Ph. L.

Le Monde

de la
**Révolution
française**

au sommaire du n° 10



L'ALMANACH DE 1789 :

• Politique : la révolution d'octobre 1789. Un dossier complet sur les émeutes à Versailles et le retour du roi et de l'Assemblée à Paris. • Société : les femmes font irruption dans la Révolution avec les poissardes, mais sont-elles vraiment patriotes ? • Lire également : le tableau des Tuileries sur fond de pauvreté à Paris et l'homme du jour, Joseph Ignace Guillotin.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

• Tandis que les justes d'Ancien Régime s'efforcent de la discréditer, une justice nouvelle naît après 1789. Plus que la guillotine ou les juridictions d'exception, on lui doit des garanties pour le justiciable, le jury, le Tribunal de cassation... Un legs considérable et méconnu que confirme Robert Badinter dans un entretien exclusif.

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

La commémoration s'expose avec « les architectes de la liberté » aux Beaux Arts à Paris : elle se raconte, avec les premiers bilans du Bicentenaire et des CLEF ; et elle se lit dans les ouvrages consacrés au chantier des droits de l'homme. En somme, le Bicentenaire continue et donne ses rendez-vous d'automne dans notre agenda.

OCTOBRE 1989
30 F — Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

50 كذا من الاجل

FORTUNE

LE NUMERO DE NOVEMBRE VIENT DE PARAÎTRE
Au sommaire

JACQUES CALVET PERSISTE ET SIGNE

Jacques Calvet n'infléchira pas sa politique, la menace japonaise ne lui en laisse pas les moyens. C'est ce qu'a confié le P-DG de PSA dans une interview exclusive donnée à Fortune France.

CADRES : OU VA L'ARGENT DE NOS RETRAITES

Qui gère l'argent des cadres ? Fortune France a visité le coffre-fort des caisses de retraite des cadres et dresse le portrait des gardiens du trésor. Une gestion qui met en concurrence une société de Bourse et des banques. Des sommes considérables qui attisent la convoitise de plus d'un gestionnaire de portefeuille.

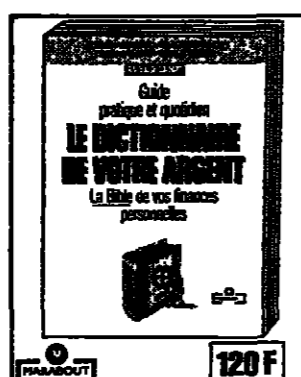
COMMENT LA RFA PLACE SES PIONS A L'EST

Les patrons allemands jouent à fond la perestroïka dans les pays de l'Est et augmentent leur mise. Mais, prudents, ils choisissent soigneusement leurs partenaires. Une bonne occasion de démontrer, une fois de plus, l'efficacité de leurs méthodes commerciales bulldozer.

RAOUL GARDINI, LE CORSAIRE VERT

Il y a deux ans, au lendemain du krach d'octobre, on le disait perdu, accablé sous des dizaines de milliards de dettes après une orgie d'acquisitions. Pourtant, c'est à cette stratégie que le patron de Ferruzzi, naviguant entre l'agro-business et la chimie, doit de surgir au 42^e rang du classement des 500 de Fortune. Histoire d'une ascension qui ne manque pas d'audace financière.

LA VISION INTERNATIONALE DES AFFAIRES

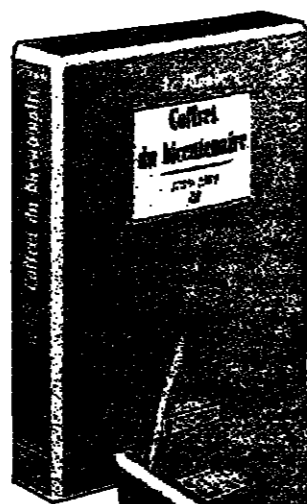


LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE
Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse

BOURSE
36.15 LEMONDE

LE COFFRET DU BICENTENAIRE



POUR conserver votre collection du Monde de la Révolution française et la mettre en valeur dans votre bibliothèque.
En carton pelliculé, lavable.

40F
Port inclus

Vous pouvez passer votre commande sur feuille libre ou en découpant le bon ci-dessous

LE COFFRET DU BICENTENAIRE

PRÉNOM _____

CODE POSTAL _____

Commande et règlement à adresser à :

DIFFUSION N° 1 - LE MONDE
BP 212
CLÉON
76410

NOM _____

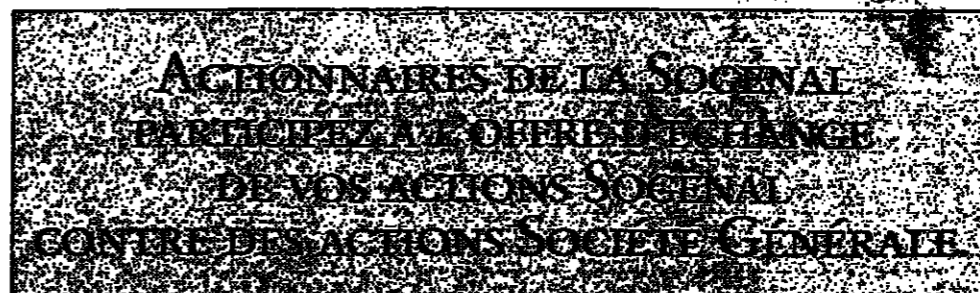
ADRESSE _____

LOCALITÉ _____

Nbre d'ex. _____

صكنا من الاصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Devenez actionnaires du 1^{er} groupe bancaire privé français ; vous détiendrez ainsi des actions bénéficiant d'un vaste marché et de bonnes potentialités de croissance.

Clôture de l'offre : 10 novembre 1989 inclus.

Rappel des modalités de l'offre :

- En apportant un nombre d'actions Sogénal de 25 F nominal, jouissance 1^{er} janvier 1989, divisible par 4, vous recevrez 1 action A Société Générale de 30 F nominal, jouissance 1^{er} janvier 1989, par groupe de 4 actions Sogénal présenté.
- En apportant un nombre d'actions Sogénal supérieur à 4 et non multiple de 4, vous recevrez : - 1 action A Société Générale par groupe de 4 actions Sogénal présenté.

- 135 F par action Sogénal supplémentaire formant rompu.
- En apportant un nombre d'actions Sogénal inférieur à 4, vous recevrez 135 F par action présentée.

Le Conseil d'Administration de la Sogénal a donné son assentiment à l'unanimité à cette opération.

Pour participer à cette offre d'échange, adressez-vous à votre intermédiaire financier.

Note COB n° 89-420 en date du 22/9/1989.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS

LES CABLES DE LYON

CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTATS SEMESTRIELS DU GROUPE CABLES DE LYON

Le Conseil d'administration du 26 octobre 1989, réuni sous la présidence de Monsieur Claude BOVIS, a examiné le rapport sur l'activité et les résultats du premier semestre 1989 qui se résume comme suit :

Résultats consolidés comparés			
(en millions de francs)	1 ^{er} semestre 1989	1 ^{er} semestre 1988	Exercice 1988
Chiffre d'affaires du Groupe	12.290,4	8.475,0	18.502,5
Résultat net consolidé	283,9	237,9	528,7
Résultat net part du Groupe	270,9	204,7	457,2

Le chiffre d'affaires du Groupe Câbles de Lyon pour le premier semestre s'établit à 12.290 millions de francs en 1989 contre 8.475 millions de francs en 1988.

L'augmentation de 45% des ventes consolidées du semestre prend en compte les opérations de croissance externe : Câbles de Dour (Belgique) au 1/1/89 ; Groupe Marull Cavi (Italie et Grèce) au 1/5/88 ; activité câbles d'Ericsson aux Etats-Unis au 1/4/88. A périmètre constant et hors effet de la hausse des cours du cuivre et des devises, la croissance d'environ 10% s'explique par la forte demande en Europe, particulièrement dans les secteurs de la métallurgie et des câbles d'énergie.

Le résultat net de l'ensemble ressort à 283 millions de francs, en progression de 19% sur le premier semestre 1988, dont 270,9 millions (+32%) pour la part du Groupe et 12,1 millions pour la part revenant aux minoritaires.

Le résultat net part du Groupe progresse plus rapidement que le résultat net de l'ensemble en raison d'une augmentation du taux de participation du Groupe dans certaines sociétés (Marull Cavi, Câbleries de Charleroi).

Les informations disponibles à ce jour concernant l'ensemble des filiales du Groupe permettent de penser que le résultat net consolidé part du Groupe devrait enregistrer en 1989 une augmentation satisfaisante par rapport à celui de l'exercice précédent.



The information is
provided as a matter
of record only
23rd October 1989



MAXWELL COMMUNICATION CORPORATION plc

US\$3,000,000,000 MULTIPLE TRANCHE FINANCING FACILITY

Bookrunner and
Documentation Agent:

Swiss Bank Corporation

Facility Agent:

CREDIT LYONNAIS

Underwriters:

Credit Lyonnais

Barclays Bank PLC

Dresdner Bank Aktiengesellschaft

Senior Lead Managers:

The Bank of Nova Scotia

Credit Lyonnais

Swiss Bank Corporation

Westpac Banking Corporation

The Long-Term Credit Bank

of Japan, Limited

Bankers Trust Company

Chase Investment Bank

The First National Bank of Chicago

Lead Managers:

Banque Nationale de Paris

Managers:

Banca Commerciale Italiana

The Bank of New York

Credit Suisse

DG BANK Deutsche

Genossenschaftsbank

Kansallis Bank Group

Manufacturers Hanover Trust Co.

The Mitsui Bank, Limited

Rabobank Nederland

Union Bank of Switzerland

Swiss Bank Corporation

Chase Investment Bank

National Westminster Bank PLC

Credit Agricole

Société Générale

Swiss Volksbank

The Fuji Bank, Ltd

Bank of America NT & SA

Barclays Bank PLC

Dresdner Bank Aktiengesellschaft

National Westminster Bank PLC

The Sumitomo Trust & Banking Co., Limited

Banco di Roma

Bayerische Vereinsbank Aktiengesellschaft

The Daiwa Bank, Limited

Istituto Bancario

San Paolo di Torino

Lloyds Bank plc

Midland Bank plc

The Nippon Credit Bank, Ltd.

The Toronto-Dominion Bank



Swiss Bank Corporation
Investment Banking
a division of Swiss Bank Corporation

ALLIANZ AG

Le comité des établissements de crédit a, en date du 27 octobre, donné une suite favorable à la demande que lui avait adressée Allianz AG en vue d'être autorisée à porter sa participation dans le capital de la Compagnie de navigation mixte à un niveau susceptible de lui conférer au moins le cinquième, sans toutefois atteindre le tiers, des droits de vote aux Assemblées de cette société.

Allianz AG estime opportun de confirmer publiquement :

1. Qu'elle doit veiller à la protection des intérêts qu'elle a acquis, aux termes d'un accord passé le 27 septembre de cette année, dans les compagnies d'assurances du groupe de Navigation mixte, et dans lesquelles elle détient aujourd'hui d'ores et déjà une participation de 50 %.

2. Que dans ce même souci de conforter sa position d'assureur et au vu des incertitudes qui caractérisent actuellement la

situation de la Compagnie de navigation mixte, Allianz a tenu, en saisissant le comité des établissements de crédit, à se réserver un espace de liberté : elle en ferait usage au cas où les circonstances des jours à venir lui paraîtraient le lui commander, et sous réserve qu'elle rencontre à cet égard l'approbation des autorités de marché.

Allianz AG rappelle qu'en la personne du Dr Friedrich Schiefer, membre de son directoire, nommé le 25 de ce mois administrateur de la Compagnie de navigation mixte, elle s'est associée au conseil d'administration de cette société, lequel, s'exprimant à cette même date à l'unanimité, a fait savoir, notamment, que l'offre publique d'achat lancée par Paribas « apparaît trop faible dans son montant, et ce d'autant plus que (les actionnaires) doivent s'attendre à une forte réduction qui ne peut être conforme à leur intérêt ».



Paluel-Marmont S.A.

Paluel-Marmont S.A.
M. Bernard Aubergier, Inspecteur Général des Finances, ancien Directeur Général de la Caisse Nationale du Crédit Agricole, rejointra le 1^{er} janvier prochain le Groupe PALUEL-MARMONT, en qualité de Conseiller de son Président, M. Roger Paluel-Marmont.



UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE

Le conseil d'administration s'est réuni le 27 octobre 1989 sous la présidence de M. Michel Caldagués.

Après avoir examiné la situation provisoire du bilan au 30 juin 1989, qui fait apparaître une progression de 4,4 % du chiffre d'affaires entre le premier semestre de 1989 et celui de 1988, il a pris connaissance du compte rendu d'activité et des perspectives de résultats de la société pour l'ensemble de l'exercice.

Exploitation du domaine

L'exploitation du domaine se poursuit dans des conditions satisfaisantes avec un taux d'occupation très proche du maximum et une mobilité légèrement accrue des locataires.

Dans le secteur commercial, 1 630 m² sont en attente de preneurs sur les 76 094 m² du domaine.

Par ailleurs, le recouvrement des loyers continue de s'effectuer sans difficulté particulière.

Constructions en cours

- A Issy-les-Moulineaux et à Vanves, la construction de bureaux et de locaux d'activité se poursuit conformément aux prévisions, l'achèvement de ces immeubles devant intervenir dans le courant du quatrième trimestre 1990.

- A Orsay, la livraison des vingt-sept maisons individuelles en fin d'année permet d'envisager prochainement leur commercialisation.

Arbitrages

La société négocie actuellement de nouveaux et importants arbitrages destinés à renforcer la qualité de son patrimoine.

Perspectives de résultats

Les prévisions établies pour l'ensemble de l'exercice permettent de prévoir, grâce à l'évolution du résultat, une nouvelle progression du dividende supérieure au taux d'inflation.



FINANCIÈRE AGACHE

Le conseil d'administration, réuni le 27 octobre sous la présidence de M. Jean Drouot, a pris connaissance des résultats consolidés non audité pour le premier semestre de 1989.

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 3 872 millions de francs contre 4 078 millions de francs, cette diminution étant imputable à la cession des dernières activités de BSF (Saint Frères et Société française du lin). A périmètre comparable, le chiffre d'affaires consolidé est passé de 3 515 à 3 872 millions de francs, soit une progression de 10 %.

Le résultat net avant éléments exceptionnels est de 604 millions de francs, contre 208 millions de francs au cours du premier semestre de 1988. Le résultat net s'établit à 660 millions de francs contre 1 012 millions de francs.

Ces résultats comprennent à hauteur de 464 millions de francs le résultat des sociétés mises en équivalence (essentiellement LVMH), poste qui n'existait pas en 1988. Leur évolution s'explique également par la diminution du résultat exceptionnel, fortement influencé en 1988 par la cession de Poudouze et de Boussea. La part de Financière Agache dans le résultat net ressort à 142 millions de francs contre 645 en 1988.

Pour l'ensemble de l'année 1989, l'activité des principaux secteurs du groupe (produits de luxe, distribution), qui du fait de sa saisonnalité est habituellement plus forte au second semestre, devrait progresser par rapport à l'exercice précédent.

Mesdames et Messieurs les actionnaires de TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

une Assemblée Générale Ordinaire
se tiendra le :

mercredi 8 novembre à 11 heures
au siège social,
5, rue Michel-Singe, Paris 16^e

avec, à l'ordre du jour, la nomination d'un Administrateur.

MINITEL 3614 TAPPEZ TOTALCFP



Le Monde microfilms et index

- Le Monde sur microfilm depuis 1944 à ce jour, publié chaque mois.
- L'index mensuel du Monde avec une présentation alphabétique en fin d'année.

Pour tous renseignements veuillez contacter l'éditeur.

research publications

20, Boulevard Raspail 75006 Paris Cedex 06
Tél. 01 42 25 11 11 - Tél. 01 42 25 11 22

NOKIA

Les ventes nettes du secteur Câbles de Nokia devraient s'accroître de FIM 1 milliard (environ 1 milliard et demi de francs).

NOKIA a signé une lettre d'intention avec NKF Holding N.V. afin d'acquiescer 51 % du capital de cette société cotée à la Bourse d'Amsterdam et qui détient la société néerlandaise NKF Kabel B.V., spécialisée dans les câbles. Le montant de la transaction est évalué à FIM 420 millions (environ 630 millions de francs).

Note : le communiqué complet en anglais est disponible à la banque Paribas. Réf. 221-B, 3, rue d'Antin, 75002 PARIS.

GÉVELOT

Le chiffre d'affaires consolidé à la fin juin 1989 est de 357,6 millions de francs contre 290 millions de francs à la fin juin 1988. La hausse constatée résulte de l'augmentation quasi générale des activités du groupe ainsi que de l'entrée pour la première fois dans le périmètre de consolidation de la société normande de mécanique Métalex, spécialisée dans l'extrusion à froid, et dont la société GÉVELOT a pris le contrôle total en février 1989.

A périmètre de consolidation constant, le chiffre d'affaires de 1989 aurait été de 337 millions de francs, soit une progression de 16,2 %.

Après des profits exceptionnels de 4,8 millions de francs, contre 3,5 millions de francs à la fin juin 1988, le bénéfice net consolidé au 30 juin 1989 s'établit à 18,4 millions de francs contre 8,9 millions de francs pour la même période de 1988.

La société mère, pour sa part, a réalisé au premier semestre 1989 un chiffre d'affaires de 110,5 millions de francs contre 92,4 millions de francs pour la même période de 1988. Le bénéfice social s'établit respectivement à 13,6 millions de francs contre 9,1 millions de francs après un résultat exceptionnel de 5,7 millions de francs contre 4,2 millions de francs qui provient principalement de cessions de logements et de provisions pour risques devenus sans objet.

Les perspectives pour le second semestre, tant pour GÉVELOT que pour ses filiales, sont favorables mais risquent d'être quelque peu influencées par le ralentissement possible d'activité chez certains clients du secteur automobile.



Le GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS, associé aux Nouveaux Constructeurs, vient de remporter devant une vingtaine de candidatures émanant des plus grands opérateurs du marché international de l'immobilier d'entreprise l'appel d'offres lancé par Pechiney pour la vente de son siège de la rue Balzac, dans le huitième arrondissement de Paris.

Une promesse de vente au prix de 2,76 milliards de francs vient d'être signée entre MM. Jean Gandois, président de Pechiney, Bertrand Balazs, président du Groupement foncier français, et Olivier Mitterrand, président des Nouveaux Constructeurs.

Cette opération qui développe 38 700 mètres carrés 700 de surface hors-œuvre, fera l'objet d'une rénovation lourde accompagnée de la création de parkings supplémentaires, et l'ensemble de l'ouvrage devrait être achevé en 1992.

Les perspectives de résultats des deux constructeurs en seront renforcées au cours des prochains exercices, et, en ce qui concerne en particulier le GFF, les prévisions récemment formulées à l'occasion de l'émission en cours d'actions à bons de souscription d'actions, et qui ne tiennent pas compte de cette opération, ne manquent pas de s'en trouver améliorées.

Il est rappelé que cette émission, qui se termine le 6 novembre prochain, a fait l'objet d'une notice qui a reçu le visa de la COB et qui a été publiée au BALO du 9 octobre.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

L'ALBUM 89

PLANTU

est paru

سكن من الاجل

